

**CONSEIL COMMUNAL DU 4 JUIN 2014**  
**GEMEENTERAAD VAN 4 JUNI 2014**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ;
Aanwezig	Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> .
Excusés	Sarah Turine, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Badia El Belghiti, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Nader Rekik, Hassan Rahali, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

#012/04.06.2014/A/0001# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Demande, auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles,**  
**d'admission aux subventions pour l'école communale fondamentale**  
**francophone de la rue de Courtrai n°50.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'encadrement de l'école communale fondamentale francophone n° 1, sise rue des Quatre-Vents 71, porte sur 532 élèves au 15 janvier 2014 ;

Considérant qu'au 30 juin 2014, ce chiffre atteindra 550 élèves en tenant compte des inscriptions en cours d'année des enfants de 2 ans et demi ;

Considérant que la charge de travail, en particulier dans un établissement en

encadrement différencié, est excessive pour une seule direction et que la fonction de sous-directeur n'existe pas dans l'enseignement fondamental ;  
Considérant, en effet, que la direction actuelle, malgré son dévouement et sa bonne volonté, n'arrive plus à assumer toutes ses missions ;  
Considérant, par ailleurs, qu'un projet d'extension de l'école est en cours, et que la capacité de l'établissement passera alors à 700 places ;  
Considérant que, dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'établissement, il y a lieu de scinder l'établissement en deux écoles distinctes et de faire une demande d'admission aux subventions pour un nouvel établissement ;  
Vu la Loi du 29/05/1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, dite Loi du «Pacte scolaire», articles 24 et 37 ;  
Vu l'arrêté royal du 02/08/1984, portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, tel que modifié ;  
Considérant qu'en application des deux législations précitées, nous remplissons les conditions de création d'une nouvelle école fondamentale communale francophone du point de vue de l'admission aux subventions-traitement et aux subventions de fonctionnement de la Communauté française :

- 1) *Etre située à au moins 2 km de toute autre implantation ou école du même réseau, organisée sur le territoire de la même commune ;*
- 2) *Atteindre, durant 4 années consécutives, à la date du 30 septembre, les normes de création (minima de population) ;*
- 3) *Adopter une structure existant dans l'enseignement de la communauté française ou approuvée par le Ministre chargé de l'enseignement fondamental ;*
- 4) *Respecter un programme conforme aux prescriptions légales ou approuvé par le Ministre chargé de l'enseignement fondamental ;*
- 5) *Respecter les dispositions fixées par les décret :*
  - *du 24/07/1997 (Décret-Missions) ;*
  - *du 20/12/2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;*
  - *du 30/06/1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives ;*
- 6) *Se soumettre au contrôle et à l'inspection organisée par la Communauté française, portant sur :*
  - *les branches enseignées ;*
  - *le niveau des études ;*
  - *l'application des lois linguistiques ;*
  - *l'exclusion toutefois des méthodes pédagogiques ;*
- 7) *Etre établie dans des locaux répondant à des conditions d'hygiène et de salubrité ;*
- 8) *Etre organisée par une personne physique ou morale qui en assume toute la responsabilité ;*
- 9) *Disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;*
- 10) *Former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération ;*
- 11) *Disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé*

*des élèves (voir à ce sujet l'article 28 de la loi du 29/05/1959) ;*

*12) Se soumettre au régime des congés tel qu'il est déterminé par arrêté du gouvernement de la Communauté française ;*

Considérant qu'en ce qui concerne la condition n°1, nous pouvons nous prévaloir de la dérogation suivante à la condition de distance d'au moins 2 km :  
« *La population totale de la commune a augmenté d'au moins 15%, au moment de la demande de dérogation, par rapport à la situation 10 ans auparavant* » ;  
Considérant, en effet, qu'en date du 01/01/2004, la population totale de la Commune s'élevait à 77.821 habitants pour atteindre 94.855 habitants au 31/12/2013 ; Considérant qu'il y a eu une augmentation de population de 22 % au cours de cette période ;

DECIDE :

Article 1 :

De scinder l'Ecole fondamentale francophone n°1 en une école maternelle et une école primaire ;

Article 2 :

De créer, à partir de cette scission, une école maternelle francophone dont l'entrée sera située à la rue de Courtrai n°50 ;

Article 3 :

D'attribuer à cette nouvelle école le nom suivant : « Ecole n°3 – Les petits moulins » ;

Article 4:

D'introduire, auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, une demande d'admission aux subventions et une demande de numéro fase à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;

Article 5 :

De lancer à titre conservatoire un appel à la fonction de direction pour ce nouvel établissement ;

Article 6 :

De soumettre préalablement ces décisions à l'avis de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Aanvraag te doen bij het Ministerie van de Fédération Wallonie-Bruxelles teneinde de opname van de toelagen bestemd voor de gemeentelijke franstalige basisschool van de Kortrijkstraat Nr.50 mogelijke maken.**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

**Règlement particulier relatif à la médiation et à la prestation citoyenne en matière de sanctions administratives communales - Adoption.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement ses articles 117, 119bis et 135, §2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et ses arrêtés d'exécution;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales (SAC)

Vu le Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014;

Considérant que, selon les articles 10,12, 18 et 19 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, des alternatives à l'amende administrative sont prévues, notamment une procédure de médiation, obligatoire pour le contrevenant mineur et facultative pour le contrevenant majeur, ainsi qu'une possibilité de prestation citoyenne pour tous les contrevenants;

Considérant qu'en vertu de ces mêmes articles, le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une médiation ou une prestation citoyenne au contrevenant lorsque le conseil communal l'a prévu dans un règlement ainsi que la procédure et les modalités y afférentes;

Considérant que le Règlement Général de Police est identique sur le territoire des communes constituant la zone de Police Bruxelles-Ouest; que la collaboration entre les cinq communes de la zone de Police Bruxelles-Ouest a toujours été positive; qu'afin de renforcer l'efficacité du Règlement Général de Police, il était également nécessaire que le règlement particulier relatif à la médiation et à la prestation citoyenne en matière de sanctions administratives communales soit identique pour l'ensemble des communes constituant la zone de police Bruxelles-Ouest;

Considérant que le règlement communal particulier relatif à la médiation et à la prestation citoyenne en matière de sanctions administratives communales est rédigé comme suit :

**REGLEMENT PARTICULIER RELATIF A LA MEDIATION ET A LA  
PRESTATION CITOYENNE EN MATIERE DE SANCTIONS  
ADMINISTRATIVES COMMUNALES**

## CHAPITRE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique aux médiations et prestations visées par la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales et par l'arrêté royal du 28/01/2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales.

## CHAPITRE 2 - LA MEDIATION

### Article 1 - Définition

La médiation consiste en une mesure permettant au contrevenant, grâce à l'intervention d'un médiateur, de réparer, d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit.

### Article 2 - Initiation de la procédure de médiation

§1. Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une médiation au contrevenant majeur lorsqu'une victime a été identifiée.

§2. Dans la mesure où le dossier concernant un mineur d'âge n'est pas clôturé par le fonctionnaire sanctionnateur suite à la procédure d'implication parentale, ce dernier doit proposer au mineur une médiation.

### Article 3 - Déroulement de la procédure de médiation

§1. Le fonctionnaire sanctionnateur transmet au service de médiation (ci-après le médiateur) une copie du dossier.

§2. Le médiateur invite le contrevenant et, s'il s'agit d'un mineur, son avocat, à participer au processus de médiation. A leur demande, les père, mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du contrevenant mineur peuvent accompagner ce dernier lors de la procédure de médiation.

Dans l'hypothèse où le contrevenant n'a pas donné suite à l'invitation ou s'il a donné suite mais qu'il ne souhaite pas participer au processus de médiation, le médiateur clôture son intervention.

§3. Si le contrevenant a marqué son intérêt pour participer au processus de médiation, le médiateur invite la victime. Dans l'hypothèse où la victime n'a pas donné suite à l'invitation ou si elle a donné suite mais qu'elle ne souhaite pas participer au processus de médiation, le médiateur en informe le contrevenant et clôture son intervention.

§4. Si les parties souhaitent participer au processus de médiation, celles-ci tentent, moyennant l'intervention du médiateur, soit de manière directe soit de manière indirecte, de parvenir à un accord permettant de réparer, d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit.

§5. L'exercice de la médiation s'inspire de différents principes que sont le libre consentement, la confidentialité, la transparence, la neutralité et l'indépendance, précisés à l'article 9 de l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales.

§6. Lorsque les parties sont parvenues à un accord finalisant le processus de médiation et le cas échéant, après vérification par le médiateur du respect de l'accord conclu, le médiateur clôture son intervention. Dans ce cas, le fonctionnaire sanctionnateur ne pourra plus infliger d'amende administrative.

#### Article 4 - Clôture de la procédure de médiation

§1. Lors de la clôture de la procédure de médiation, le médiateur rédige un bref rapport d'évaluation à destination du fonctionnaire sanctionnateur. Ce rapport d'évaluation précise si la médiation a été refusée, s'est conclue par un échec ou a abouti à un accord.

§2. En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le rapport d'évaluation peut mentionner qu'une prestation citoyenne serait cependant opportune et la décrire.

§3. En cas d'accord, le rapport précise le type d'accord conclu et mentionne l'exécution ou la non-exécution de celui-ci.

### CHAPITRE 3 - LA PRESTATION CITOYENNE

#### Article 5 - Définition

La prestation citoyenne consiste en une prestation d'intérêt général effectuée par le contrevenant au profit de la collectivité.

#### Article 6 - Initiation de la prestation citoyenne

§1. Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

§2. Lorsque le dossier concerne un mineur d'âge et que celui-ci a refusé l'offre de médiation ou que la médiation a échoué, le fonctionnaire sanctionnateur, moyennant son accord ou à la demande du mineur concerné, peut lui proposer une prestation citoyenne.

§3. La prestation citoyenne peut également être proposée par le médiateur dans son rapport final de médiation.

#### Article 7 - Modalités

§1. La prestation citoyenne consiste en une formation et/ou une prestation non rémunérée exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune.

§2. La prestation citoyenne ne peut excéder trente heures pour les majeurs et quinze heures pour les mineurs et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

§3. Lorsque la prestation citoyenne est exécutée par un mineur, celle-ci est organisée en rapport avec son âge et ses capacités. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de l'exécution de la prestation citoyenne.

§4. La gestion des dossiers de prestation citoyenne est confiée à un médiateur, un service de médiation, un service agréé par la commune ou une personne morale désignée par celle-ci.

§5. Le gestionnaire des dossiers s'assure que les prestataires bénéficient toujours d'un encadrement adéquat sur les lieux de prestation et que la prestation réalisée corresponde à ce qui a été convenu par convention.

#### Article 8 - Clôture de la prestation citoyenne

§1. Que la prestation citoyenne ait été exécutée ou non ou qu'elle n'ait été exécutée que de manière partielle, le gestionnaire de dossiers prend les informations utiles auprès du prestataire et de la personne de référence au sein du lieu de prestation pour avoir leurs impressions sur la prestation réalisée.

§2. Sur cette base, le gestionnaire de dossiers rédige un rapport à l'attention du fonctionnaire sanctionnateur précisant l'exécution ou non de la prestation et si elle a eu lieu, la nature de celle-ci.

§3. Dans la mesure où la prestation n'a pas été exécutée ou n'a été qu'exécutée partiellement, le gestionnaire de dossiers informe le fonctionnaire sanctionnateur du ou des motifs y relatifs.

§4. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate que la prestation citoyenne a été exécutée, il ne peut plus infliger une amende administrative.

§5. En cas de non-exécution totale ou partielle ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative. »

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 mai 2014;

DECIDE :

Article 1 :

Le règlement particulier relatif à la médiation et à la prestation citoyenne en matière de sanctions administratives communales, tel qu'annexé à la présente délibération, est approuvé.

Article 2 :

Le règlement particulier relatif à la médiation et à la prestation citoyenne en matière de sanctions administratives communales entrera en vigueur le 5 juin 2014.

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD-004).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 24 votes positifs, 14 abstentions.

---

**Bijzonder reglement inzake de bemiddeling en de gemeenschapsdienst  
betreffende de gemeentelijke administratieve sancties - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117, 119bis en 135, §2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en de uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de wet betreffende de Gemeentelijke Administratieve Sancties (GAS)

Gezien het Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014;

Overwegende dat, volgens artikelen 10,12,18 en 19 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, alternatieven voor de administratieve boete zijn voorzien, in het bijzonder een bemiddelingsprocedure, verplicht voor de minderjarige overtreder en facultatief voor de meerderjarige overtreder, evenals een mogelijkheid van gemeenschapsdienst voor alle overtreeders;

Overwegende dat, uit van dezelfde artikelen, de sanctionerend ambtenaar een bemiddeling of een gemeenschapsdienst aan de overtreder kan voorstellen wanneer het Gemeenteraad het in een reglement, evenals de procedure en de daarmee gepaard gaande nadere regels, heeft voorzien;

Overwegende dat het Algemeen Politierglement identiek is op het grondgebied van de gemeenten die deel uitmaken van de Politiezone Brussel-West; dat de samenwerking tussen de vijf gemeenten van de Politiezone Brussel-West altijd positief is geweest; dat het, teneinde de doeltreffendheid van het Algemeen Politierglement te versterken noodzakelijk is dat het bijzonder reglement inzake de bemiddeling en de gemeenschapsdienst betreffende de gemeentelijke administratieve sancties identiek dient te zijn op het grondgebied van de gemeenten die deel uitmaken van de Politiezone Brussel-West;

Overwegende dat het bijzonder reglement inzake de bemiddeling en de gemeenschapsdienst betreffende de gemeentelijke administratieve sancties als volgt is opgesteld :

**BIJZONDER REGLEMENT INZAKE DE BEMIDDELING EN DE  
GEMEENSCHAPSDIENST BETREFFENDE DE GEMEENTELIJKE  
ADMINISTRATIEVE SANCTIES**



## HOOFDSTUK 1 – TOEPASSINGSGEBIED

Het huidige reglement is van toepassing voor de bemiddelingen en gemeenschapsdiensten bepaald in de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en in het koninklijk besluit van 28/01/2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

## HOOFDSTUK 2 - DE BEMIDDELING

### Artikel 1 - Definitie

De bemiddeling bestaat uit een maatregel die het voor de overtreder mogelijk maakt om, door tussenkomst van een bemiddelaar, de veroorzaakte schade te herstellen of schadeloos te stellen of om het conflict te doen bedaren.

### Artikel 2 - Aanvang van de bemiddelingsprocedure

§1. De sanctionerend ambtenaar kan een bemiddeling voorstellen aan een meerderjarige overtreder wanneer een slachtoffer werd geïdentificeerd.

§2. Voor zover het dossier betreffende een minderjarige door de sanctionerend ambtenaar niet werd afgesloten na de procedure van ouderlijke betrokkenheid, moet deze laatste een bemiddeling voorstellen aan de minderjarige.

### Artikel 3 - Verloop van de bemiddelingsprocedure

§1. De sanctionerend ambtenaar bezorgt een kopie van het dossier aan de bemiddelingsdienst (hierna de bemiddelaar).

§2. De bemiddelaar nodigt de overtreder uit en indien het om een minderjarige gaat, nodigt hij zijn advocaat uit om aan de bemiddeling deel te nemen. Op hun verzoek kunnen de vader, moeder, voogd of personen die de hoede hebben over de minderjarige, deze laatste begeleiden bij de bemiddeling.

Indien de overtreder geen gevolg heeft gegeven aan de uitnodiging of indien hij dit wel heeft gedaan maar niet wenst deel te nemen aan de bemiddelingsprocedure, stopt de bemiddelaar zijn tussenkomst.

§3. Indien de overtreder belangstelling heeft getoond om aan de bemiddelingsprocedure deel te nemen, nodigt de bemiddelaar het slachtoffer uit. Indien het slachtoffer geen gevolg heeft gegeven aan de uitnodiging of dit wel heeft gedaan maar niet wenst deel te nemen aan de bemiddelingprocedure, informeert de bemiddelaar de overtreder en stopt hij zijn tussenkomst.

§4. Als de partijen wensen deel te nemen aan de bemiddelingsprocedure proberen deze via de tussenkomst van de bemiddelaar, hetzij rechtstreeks hetzij onrechtstreeks, tot een akkoord te komen om de veroorzaakte schade te herstellen of te vergoeden of om het conflict te bedaren.

§5. De uitoefening van de functie van bemiddelaar is gebaseerd op verschillende beginselen van vrije toestemming, vertrouwelijkheid,

transparantie, neutraliteit en onafhankelijkheid, bepaald in artikel 9 van het koninklijk besluit van 28 januari 2004 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

§6. Wanneer de partijen tot een akkoord zijn gekomen waarbij het bemiddelingsproces wordt afgerond en eventueel nadat de bemiddelaar heeft gecontroleerd of het akkoord werd geëerbiedigd, stopt deze zijn tussenkomst. In dit geval mag de sanctionerend ambtenaar geen administratieve boete meer opleggen.

#### Artikel 4 - Afsluiting van de bemiddelingsprocedure

§1. Bij de afsluiting van de bemiddelingsprocedure stelt de bemiddelaar een kort evaluatieverslag op voor de sanctionerend ambtenaar. Dit evaluatieverslag verduidelijkt of de bemiddeling werd geweigerd, heeft gefaald of tot een akkoord heeft geleid.

§2. Indien het aanbod wordt geweigerd of wanneer de bemiddeling faalt, kan het evaluatieverslag vermelden dat een gemeenschapsdienst toch gepast zou zijn en deze laatste beschrijven.

§3. Indien er een akkoord werd bereikt, vermeldt het verslag de aard van het bereikte akkoord en of dit al dan niet werd uitgevoerd.

### HOOFDSTUK 3 - DE GEMEENSCHAPSDIENST

#### Artikel 5 - Definitie

De gemeenschapsdienst bestaat uit een prestatie van algemeen belang uitgevoerd door de overtreder ten gunste van de gemeenschap.

#### Artikel 6 - Aanvang van de gemeenschapsdienst

§1. De sanctionerend ambtenaar kan aan de meerderjarige overtreder, mits zijn akkoord of op zijn verzoek, een gemeenschapsdienst voorstellen in plaats van de administratieve geldboete.

§2. Als het om een dossier van een minderjarige gaat en als deze het bemiddelingsvoorstel heeft geweigerd of als de bemiddeling heeft gefaald, kan de sanctionerend ambtenaar mits het akkoord van de betrokken minderjarige of op zijn aanvraag hem een gemeenschapsdienst voorstellen.

§3. De gemeenschapsdienst mag ook door de bemiddelaar worden voorgesteld in zijn eindverslag van bemiddeling.

#### Artikel 7 - Modaliteiten

§1. De gemeenschapsdienst bestaat uit een opleiding en/of een onbetaalde prestatie uitgevoerd ten behoeve van een gemeentedienst of een publiekrechtelijke rechtspersoon, een stichting of een vereniging zonder winstgevend oogmerk die door de gemeente wordt aangewezen.

§2. De gemeenschapsdienst mag niet meer dan dertig uur bedragen voor de meerderjarige en vijftien uren voor de minderjarige en moet worden uitgevoerd binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van kennisgeving van de

beslissing van de sanctionerend ambtenaar.

§3. Als de gemeenschapsdienst door een minderjarige wordt uitgevoerd, wordt deze georganiseerd in verhouding tot zijn leeftijd en capaciteiten. De vader en moeder, voogd of personen die de hoede hebben over de minderjarige, kunnen op hun verzoek de minderjarige begeleiden bij het uitvoeren van de gemeenschapsdienst.

§4. Het beheer van de dossiers inzake de gemeenschapsdienst wordt toevertrouwd aan een bemiddelaar, een bemiddelingsdienst of aan een door de gemeente erkende dienst of een rechtspersoon die door deze gemeente wordt aangewezen.

§5. De beheerder verzekert zich ervan dat de prestatieplichtigen altijd goed begeleid worden op de plaatsen van de prestatie en dat de uitgevoerde prestatie overeenstemt met wat is beslist in de overeenkomst.

#### Artikel 8 - Afsluiting van de gemeenschapsdienst

§1. Of de gemeenschapsdienst nu al dan niet werd uitgevoerd of maar gedeeltelijk werd uitgevoerd, de dossierbeheerder krijgt de nodige informatie van de prestatieplichtige en de referentiepersoon op de plaats van de prestatie om hun indrukken te kennen over de uitgevoerde gemeenschapsdienst.

§2. Op deze basis stelt de beheerder een verslag op voor de sanctionerend ambtenaar, waarin wordt bepaald of de gemeenschapsdienst al dan niet werd uitgevoerd en zo ja welke de aard ervan was.

§3. Wanneer de gemeenschapsdienst niet werd uitgevoerd of maar gedeeltelijk werd uitgevoerd informeert de dossierbeheerder de sanctionerend ambtenaar over de reden (en) hiervoor.

§4. Wanneer de sanctionerend ambtenaar vaststelt dat de gemeenschapsdienst werd uitgevoerd, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

§5. In het geval van niet-uitvoering of gedeeltelijke uitvoering of weigering van de gemeenschapsdienst, kan de sanctionerend ambtenaar een administratieve geldboete opleggen.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 mei 2014;

#### BESLUIT :

##### Artikel 1 :

Het bijzonder reglement inzake de bemiddeling en de gemeenschapsdienst betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals in bijlage bij deze beraadslaging, wordt goedgekeurd.

##### Artikel 2 :

Het bijzonder reglement inzake de bemiddeling en de gemeenschapsdienst betreffende de gemeentelijke administratieve sancties zal op 5 juni 2014 op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in werking treden.

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B19 (PRD-004).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0003# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Sanctions administratives communales – Mesures alternatives - Médiation et prestation citoyenne – Convention de collaboration entre les administrations communales de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 119bis de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 établissant les conditions et modalités minimales pour la médiation prévue dans le cadre de la loi relative aux sanctions administratives communales;

Considérant que les communes peuvent bénéficier ensemble des services d'un même médiateur local, employé par l'une d'entre-elles ; qu'afin de faciliter la mise en œuvre de la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales, le service Politique des Grandes Villes du SPP Intégration sociale passe des conventions avec des communes qui emploient un médiateur local dont les services bénéficient aussi à d'autres communes; que, dans le cadre de ses fonctions, le médiateur exerce les tâches suivantes :

- l'élaboration et le suivi de toutes les étapes des procédures de médiation, sur mission du fonctionnaire sanctionnateur;
- l'éventuel choix et la détermination des modalités de la prestation citoyenne accomplie par les mineurs, en cas de refus ou d'échec de la médiation;
- participer en tant que médiateur à la politique locale de prévention des nuisances;
- la rédaction de rapports d'activités de sa propre initiative ou sur demande des autorités communales;
- le suivi d'actions, d'initiatives et de réglementations qui ont un impact sur la politique de prévention et de sécurité des autorités locales et supra-locales;

Considérant qu'en sa séance du 11 décembre 2007, le Conseil de police a approuvé la décision du collège de Police qui a fait le choix de la commune de Jette en vue du recrutement et de l'hébergement du médiateur en matière de sanctions administratives communales; que le Collège de police a dès lors acté que la commune de Jette serait l'employeur légal du médiateur et a chargé la

commune de Jette de conclure une convention avec le médiateur précité;  
Considérant que le médiateur S.A.C est entré en fonction le 31 octobre 2008 au sein de la commune de Jette; qu'une convention relative à la fonction du médiateur S.A.C, dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du Gouvernement fédéral, a été établie entre la commune de Jette et l'Etat fédéral en 2008-2009 et qu'elle a été renouvelée le 31 octobre 2013 pour une période d'un an;

Considérant que le Conseil communal de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a, en date du 17 décembre 2012, approuvé et renouvelé la convention intitulée « *Convention de collaboration entre les administrations communales de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral* »;

Considérant que ladite convention de collaboration intercommunale avait été conclue pour une durée d'un an et que cette dernière a pris fin le 31 octobre 2013;

Considérant que l'Etat fédéral a décidé de renouveler le subsidie du médiateur communal pour une nouvelle durée d'une année;

Considérant que, dès lors que la convention entre l'Etat fédéral et la Commune de Jette est reconduite, il convient de renouveler la convention intercommunale susmentionnée pour la période allant du 31 octobre 2013 au 30 octobre 2014;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 21 mai 2014;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention de collaboration intercommunale tel qu'annexée à la présente délibération, pour une durée d'un an, et intitulée « *Convention de collaboration entre les administrations communales de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral* ».

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD-005).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 25 votes positifs, 13 abstentions.

**Bemiddeling en gemeenschapsdienst – Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid van de federale regering een haar aanpak van de jeugdcriminaliteit – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 119bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 januari 2014 houdende de minimumvoorwaarden en modaliteiten voor de bemiddeling in het kader van de wet betreffende de Gemeentelijke Administratieve Sancties;

Overwegende dat de gemeenten samen gebruik kunnen maken van de diensten van eenzelfde lokale bemiddelaar, die door één ervan wordt tewerkgesteld; dat om de uitvoering van de bemiddeling in het kader van de GAS te vergemakkelijken, de dienst Grootstedenbeleid van de POD Maatschappelijke Integratie overeenkomsten afsluit met gemeenten die een lokale bemiddelaar tewerkstellen, die ook de diensten verricht voor andere gemeenten; dat, in het kader van zijn functie, de bemiddelaar de volgende taken uitvoert :

- de opstelling en de opvolging van alle stappen van de bemiddelingsprocedures, in opdracht van de sanctionerend ambtenaar;
- de eventuele keuze en de bepaling van de modaliteiten van de gemeenschapsdienst uitgevoerd door de minderjarigen, in geval van weigering of falen van de bemiddeling;
- deelnemen als bemiddelaar aan het lokale beleid rond overlastpreventie;
- het opstellen van activiteitenverslagen op eigen initiatief of op vraag van de gemeentelijke autoriteiten;
- de opvolging van acties, initiatieven en reglementeringen die een impact hebben op het preventie- en veiligheidsbeleid van de lokale en bovenlokale overheden.

Overwegende dat in haar zitting van 11 december 2007, het Politieraad de beslissing van het Politiecollege heeft goedgekeurd met betrekking tot de keuze van de gemeente Jette met het oog op de aanwerving en plaatsing van de bemiddelaar verantwoordelijk voor gemeentelijke administratieve sancties; dat het Politiecollege bijgevolg akte heeft genomen van het feit dat de Gemeente Jette de wettelijke werkgever van de bemiddelaar zal zijn en heeft gevraagd aan de Gemeente Jette een overeenkomst met de bovengenoemde bemiddelaar af te sluiten;

Overwegende dat de bemiddelaar op 31 oktober 2008 in dienst getreden is bij de Gemeente Jette; dat een overeenkomst betreffende de functie van de GAS bemiddelaar opgesteld werd tussen de Gemeente Jette en de federale Staat in 2008-2009 en dat deze werd hernieuwd op 31 oktober 2013, voor een periode van één jaar;

Overwegende dat de Gemeenteraad, op 17 december 2012, het ontwerp van de overeenkomst, met als titel “Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de jeugdcriminaliteit van de federale regering ” heeft goedgekeurd en hernieuwd;

Overwegende dat bovengenoemde overeenkomst van intergemeentelijke samenwerking voor een periode van 12 maanden werd afgesloten en dat laatstgenoemde op 31 oktober 2013 beëindigd is;

Overwegende dat de federale Staat besloten heeft om de subsidie van de gemeentelijke bemiddelaar voor een nieuwe duurtijd van één jaar te vernieuwen;

Overwegende dat, doordat de overeenkomst tussen de federale Staat en de Gemeente Jette verlengd werd, de intergemeentelijke overeenkomst dient te worden verlengd voor de periode van 31 oktober 2013 tot 30 oktober 2014.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen zoals geformuleerd in haar zitting van 21 mei 2014;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De hierbijgevoegde samenwerkingsovereenkomst, met als titel “Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de jeugdcriminaliteit van de federale regering ” voor een duurtijd van één jaar” goed te keuren.

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B19 (PRD-005).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 25 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0004# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Sanctions administratives communales – Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014 – Conclusion d’un protocole d’accord avec le Parquet de Bruxelles en matière d’infractions mixtes – Ratification.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et plus précisément son article 23;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales;

Vu le Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014;

Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit qu'en matière d'infractions mixtes, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant qu'il s'agit d'établir une procédure de collaboration avec le Parquet afin de déterminer qui, du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, est compétent pour le traitement des dossiers en matière de sanctions administratives initiés sur base d'infractions dites mixtes;

Considérant que la zone de police Bruxelles-Ouest travaille avec un règlement général de police commun afin d'assurer une cohérence au sein de la zone;

Considérant que la loi précitée permet que le protocole d'accord en matière d'infractions mixtes soit également commun à une zone de police; qu'il est de l'intérêt de la zone de police Bruxelles-Ouest et des cinq communes de la zone de police de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble de la zone; qu'il est également de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la zone;

Considérant que le Procureur Général a émis un avis positif sur le projet de protocole d'accord annexé à la présente délibération;

Considérant que la loi précitée prévoit que le protocole d'accord devra être annexé au règlement général de police de la commune concernée;

Considérant que le Conseil communal, en vertu de l'article 23 de la loi précitée, peut ratifier le protocole d'accord ci-annexé;

DECIDE:

Article 1 :

Le Protocole d'accord en matière d'infractions mixtes ci-dessous est ratifié :

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX SANCTIONS  
ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS  
MIXTES**

**ENTRE :**

*La commune Koekelberg représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Philippe Pivin, Bourgmestre, et Monsieur Dave Degrendele, Secrétaire communal en exécution de la*



*ratification du Conseil Communal du .....*

**ET**

*La commune Berchem-Sainte-Agathe représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Joël Riguelle, Bourgmestre, et Monsieur Philippe Rossignol, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du .....*

**ET**

*La commune Molenbeek-Saint-Jean représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Françoise Schepmans, Bourgmestre, et Monsieur Jacques De Winne, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du.....*

**ET**

*La commune Ganshoren représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Hervé Gillard, Bourgmestre, et Madame Nathalie Peltyn, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du .....*

**ET**

*La commune Jette représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Hervé Doyen, Bourgmestre, et Monsieur Paul-Marie Empain, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du .....*

**ET**

*Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur Le Procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;*

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**1. A. Cadre légal**

*1. La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1<sup>er</sup> juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :*

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3<sup>ème</sup> alinéa
- Article 461
- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537

- Article 545
- Article 559; 1°
- Article 561, 1°
- Article 563, 2°
- Article 563, 3°
- Article 563bis

*Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.*

## **B. Infractions mixtes**

### **Article 1. – échange d'informations**

-

1. a. *Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.*

*A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.*

1. b. *Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.*
1. c. *Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.*

### **Article 2. – Traitement des infractions mixtes**

***Préambule : Conformément à la circulaire du Collège des Procureurs généraux (Col01/2006 révisé au 30/01/2014), cette convention ne concerne que les majeurs sachant que l'original du procès-verbal concernant un mineur est toujours envoyé à la section « famille-jeunesse » du Parquet de***

*son lieu de domicile, de celui de son tuteur ou de celui de la personne qui en a la garde, et est traité exclusivement par le Parquet.*

### **1. I. Options quant aux traitements des infractions mixtes**

*Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :*

**Indice de prévention 52. ART CP : 448** Injures.

**Indice de préventions 50 ART CP 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2°** Dégradations sur des biens mobiliers et immobiliers sauf sur véhicule.

**Indice de préventions 12 ART CP 461 et 463** Vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 euros commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation, ... sauf ceux commis par une personne en séjour illégal (indice de prévention 55).

**Indice de préventions 92 ART CP 561,1°** Tapage nocturne.

**Indice de préventions 92 ART CP 563,3°** Voies de faits et violences légères.

**Indice de préventions 98 ART CP 563 bis°** Visage non identifiable dans l'espace public.

*Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées (Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur) :*

**Indice de prévention 43. ART CP : 398** Coups et blessures volontaires.

**Indice de prévention 92. ART CP : 521** Dégradations de véhicule.

**Indice de prévention 50 ART CP 534ter°** Dégradations de véhicule.

**Indices de préventions 12 et 18 ART CP 461 et 463** Vol simple, vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant supérieur à 250 euros, vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 euros commis par une personne en séjour illégal (indice de prévention 55).

### **II. Modalités particulières**

- 1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits ou phénomènes (violence-intrafamiliale) qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect lorsqu'il est connu en « bande urbaine ».*

1. 2. *Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.*
2. 3. *Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.*
  
1. 4. *Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.*

### **Article 3**

*La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la commune de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.*

### **Article 4**

*Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.*

*Fait à ....., le ..... en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.*

***Pour les communes de  
Bruxelles***

***Parquet du procureur du Roi de***

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD-006).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 25 votes positifs, 13 abstentions.

---

**Gemeentelijke administratieve sancties – Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014 – sluiten van een protocolakkoord met het Parket van Brussel inzake gemengde overtredingen – Bekrachtiging.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 23;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gezien het Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014;

Overwegende dat artikel 23 van de voormelde wet bepaalt dat er inzake gemengde inbreuken een protocolakkoord kan worden gesloten tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het gaat om het opstellen van een procedure voor samenwerking met het Parket, teneinde vast te stellen wie, van het Parket of de Sanctionerende Ambtenaar, bevoegd is voor het behandelen van de dossiers inzake administratieve sancties die op basis van zogenaamde gemengde inbreuken ingeleid zijn;

Overwegende dat de politiezone Brussel-West werkt met een gemeenschappelijk algemeen politierglement, om zodoende coherentie binnen de zone te waarborgen;

Overwegende dat de voormelde wet toestaat dat het protocolakkoord inzake overtredingen eveneens gemeenschappelijk is voor een politiezone; dat het in het belang is van de politiezone Brussel-West en de vijf gemeenten van de politiezone dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord voor de gezamenlijke zone; dat het eveneens in het belang van de burger is dat hij kan vaststellen dat er een identiek protocolakkoord op hem wordt toegepast, ongeacht de plaats waar hij zich in de zone bevindt;

Overwegende dat de Procureur-generaal een positief advies heeft uitgebracht over het protocolakkoord dat bij de onderhavige beraadslaging gevoegd is;

Overwegende dat de voormelde wet bepaalt dat het protocolakkoord bij het algemeen politierglement van de betrokken gemeente zal moeten worden gevoegd ;

Overwegende dat de Gemeenteraad, ingevolge artikel 23 van de voormelde wet, het bijgevoegd protocolakkoord kan bekrachtigen ;

## BESLUIT

### Artikel 1 :

Het onderstaand Protocolakkoord inzake gemengde inbreuken wordt bekrachtigd :

### **PROTOCOLAKKOORD ROND GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES BIJ GEMENGDE INBREUKEN**

#### **TUSSEN:**

*De gemeente Koekelberg vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Philippe Pivin, burgemeester, en de heer Dave Degrendele, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....*

#### **EN**

*De gemeente Sint-Agatha-Berchem vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Joël Riguelle, burgemeester, en de heer Philippe Rossignol, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....*

#### **EN**

*De gemeente Sint-Jans-Molenbeek vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam mevrouw Françoise Schepman, burgemeester, en de heer Jacques De Winne, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....*

#### **EN**

*De gemeente Ganshoren vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Hervé Gillard, burgemeester, en mevrouw Nathalie Peltyn, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....*

#### **EN**

*De gemeente Jette vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Hervé Doyen, burgemeester, en de heer Paul-Marie Empain, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....*

#### **EN**

*De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door de heer procureur des Konings Jean-Marc Meilleur;*

### **WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:**

## **A. Wettelijk kader**

*1. De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. van 1 juli 2013), hierna de "GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor volgende inbreuken op het Strafwetboek:*

- *Artikel 398*
- *Artikel 448*
- *Artikel 521, derde lid*
- *Artikel 461*
- *Artikel 463*
- *Artikel 526*
- *Artikel 534bis*
- *Artikel 534ter*
- *Artikel 537*
- *Artikel 545*
- *Artikel 559; 1°*
- *Artikel 561, 1°*
- *Artikel 563, 2°*
- *Artikel 563, 3°*
- *Artikel 563bis*

*Voor de bovenvermelde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol respecteert alle wettelijke bepalingen betreffende inzonderheid de voorziene procedures voor de overtreders en mag niet afwijken van hun rechten.*

## **Gemengde inbreuken**

### **Artikel 1. - Uitwisseling van informatie**

1. *Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.*

*Daartoe duidt de procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg gegeven aan bepaalde processen-verbaal.*

1. *De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de*

referentiepersonen binnen de gemeenten **worden onder de verschillende partners uitgewisseld**. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

1. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

## **Artikel 2. - Behandeling van de gemengde inbreuken**

**Preambule: Conform de omzendbrief van het College van procureurs-generaal (Col01/2006 herzien per 30/01/2014), heeft dit beding uitsluitend betrekking op meerderjarigen wetende dat het origineel van het proces-verbaal jegens een minderjarige steeds naar de afdeling "Jeugd en Gezin" van het Parket van zijn woonplaats, dat van zijn voogd of dat van de persoon aan wie de bewaking is toevertrouwd, wordt gestuurd en exclusief door het Parket wordt behandeld.**

### **I. Opties betreffende de behandeling van de gemengde inbreuken**

De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen:

**Preventiecode 52. ART SW: 448** Beledigingen.

**Preventiecode 50 ART SW 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2°** Vernieling van roerende en onroerende goederen met uitzondering van voertuigen.

**Preventiecode 12 ART SW 461 en 463** Winkeldiefstal met een nadeel van minder dan 250 euro, gepleegd door een geïdentificeerde of identificeerbare dader (bv. via beeldopname, kentekenplaat, ... behalve wanneer de overtreding is gepleegd door een illegaal (preventiecode 55).

**Preventiecode 92 ART SW 561,1°** Nachtlawaai.

**Preventiecode 92 ART SW 561,3°** Feitelikheden of lichte gewelddaden.

**Preventiecode 98 ART SW 563 bis°** Niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte.

De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven aan de hiernavolgende gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar:

**Preventiecode 43. ART SW: 398** Vrijwillige slagen en verwondingen.

**Preventiecode 92. ART SW: 521** Vernieling van voertuigen.

**Preventiecode 50 ART SW 534ter°** Vernieling van voertuigen.



**Preventiecode 12 en 18 ART SW 461 en 463 Gewone diefstal, winkeldiefstal voor een nadeel van meer dan 250 euro, winkeldiefstal voor een nadeel van minder dan 250 euro door een illegaal (Preventiecode 55).**

## **II. Bijzondere modaliteiten**

1. *Wanneer de in onderhavig protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondden in een vrijheidsberoving, is de toepassing van de procedure van administratieve sanctie uitgesloten. Hetzelfde geldt voor de hoedanigheid van de verdachte wanneer hij of zij gekend is als lid van een stadsbende.*
  
1. *Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.*
  
1. *Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.*
  
1. *Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen geen vervolging in te stellen en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.*

### **Artikel 3**

*Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid onder*

wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

**Artikel 4**

*De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.*

*Opgemaakt te ....., op ..... in evenveel exemplaren als er partijen zijn.*

***Voor de gemeenten  
Konings van Brussel***

***Het Parket van de procureur des***

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B19 (PRD-006).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 25 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0005# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur  
Théâtre au Château du Karreveld - Eté 2014 - Bruxellons - Octroi de  
subsides.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du Ministère de la Région bruxelloise – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;  
Considérant la demande de l'asbl Bulles Production, (Monsieur Olivier Moerens, Président) située Boulevard du Jubilé 71/3 à 1080 Bruxelles, n° de compte : 143-0717748-49, d'organiser un festival de théâtre d'été dans le site du Château du Karreveld, du 11 juillet au 8 septembre 2014 ;  
Considérant qu'un subside de 6.000,00 € est demandé par l'asbl Bulles Production pour la mise sur pied du festival de théâtre d'été 2014 ;  
Considérant que de substantielles réductions seront proposées tant aux Molenbeekois qu'aux membres du personnel ;  
Considérant que de telles manifestations s'inscrivent dans la politique de la commune ;

DECIDE :

Article unique :

D'octroyer un subside de 6.000,00 EUR à l'asbl Bulles Production, (Monsieur Olivier Moerens, Président) située Boulevard du Jubilé 71/3 à 1080 Bruxelles, n° de compte : 143-0717748-49 et d'engager la dépense de 6.000,00 EUR à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Theater in het Karreveldkasteel - Zomer 2014 - Bruxellons - Toekenning van subsidies.**

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zijn zitting van 19 april 1984, en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het Ministerie van het Brussels Gewest – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Gelet op de aanvraag van de v.z.w. Bulles Production (de Heer Olivier Moerens, Voorzitter), gevestigd te 1080 Brussel, Jubelfeestlaan 71/3, met rekeningnr. 143-0717748-49, om van 11 juli tot 8 september 2014 op de locatie van het Karreveldkasteel een zomertheaterfestival te organiseren ;

Overwegende dat door de v.z.w. Bulles Production verzocht is om een subsidie van 6.000,00 EUR, voor het op touw zetten van het zomertheaterfestival 2014 ;

Overwegende dat er zowel aan de Molenbekenaars als aan de personeelsleden aanzienlijke kortingen zullen worden aangeboden ;

Overwegende dat dergelijke manifestaties in de lijn liggen van het beleid van de gemeente ;

Besluit :

Enig artikel :

Aan de v.z.w. Bulles Production een subsidiebedrag van 6.000,00 EUR toe te kennen ; de uitgave van 6.000,00 EUR te verrekenen op artikel 7620/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0006# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur  
Théâtre au Château du Karreveld - Eté 2014 - Convention d'occupation.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la vie culturelle molenbeekoise, l'A.S.B.L. Bulles Production en collaboration avec l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, organise, dans le site du château du Karreveld, un festival de théâtre d'été du 11 juillet 2014 au 8 septembre 2014 inclus ;  
Considérant que les conditions appelées à régir l'occupation des lieux et l'aménagement de l'infrastructure devront être fixées sous forme de convention ;  
Considérant que la convention a été soumise à l'analyse du service des Affaires juridiques ;  
Considérant que cette association organise depuis de nombreuses années ce festival de théâtre d'été ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

De ratifier les termes de la convention de mise à disposition ci-annexée conclue entre la Commune et l'A.S.B.L. Bulles Production pour régir l'occupation par cette dernière du site de Château du Karreveld pour les besoins de l'organisation du festival de théâtre de l'été 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Theater in het Karreveldkasteel - Zomer 2014 - Gebruiksovereenkomst.**

DE RAAD,

Overwegende dat de V.Z.W. Bulles Production, in samenwerking met het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het Molenbeekse culturele leven, op het terrein van Karreveldkasteel, een zomertoneelfestival organiseert van 24 juni tot 30 september 2014 ;  
Overwegende dat, de voorwaarden voor het beheer van de bezetting van de

plaatsen en de aanleg van de infrastructuur onder de vorm van een overeenkomst moeten worden bepaald ;

Overwegende dat de overeenkomst is voor analyse ingediend van de dienst Juridische Zaken ;

Overwegende dat deze vereniging sinds vele jaren de zomer theaterfestival organiseert ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De bewoordingen van het bijgevoegde overeenkomst van terbeschikkingstelling, dat tussen de Gemeente en de V.Z.W. Bulles Production afgesloten werd, om de bezetting door deze laatste van het Karreveldkasteel te beheersen betreffende het toneelfestival van de zomer 2014, te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0007# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Octroi d'un subside à la vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen.**

LE CONSEIL,

Considérant que la vzw Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen a pour objectif l'émancipation des habitants du quartier souvent précarisés au niveau socio-économique et leur implication dans la société;

Considérant que cette association organise un week-end éducatif et sportif à la côte belge à destination de son public féminin et de leurs enfants;

Considérant les bienfaits du sport en termes de santé mais aussi de socialisation et de cohésion sociale;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

**DECIDE :**

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à la vzw

Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen (n°449 229 764), sise rue de l'Ecole,

76 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à organiser son week-end éducatif et sportif

à Bredene du 23 au 25 mai 2014.

Article 2 :

de verser le montant sur le n° de compte BE26 4329 1950 0129 de l'association et d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Toekenning van een subsidie aan Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen v.z.w.**

DE RAAD,

Overwegende dat Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen v.z.w. de emancipatie ten doel heeft van de inwoners van de wijk, die vaak onzeker worden gemaakt op sociaal-economisch vlak, en wat betreft hun betrokkenheid bij de samenleving;

Overwegende dat deze vereniging een educatief en sportief weekend aan de Belgische kust organiseert, bestemd voor een vrouwelijk publiek en de kinderen;

Gelet op de weldaden van sport in termen van gezondheid, maar ook van socialisatie en sociale samenhang;

Overwegende dat deze vereniging dient te worden aangemoedigd wat betreft burger- en sportinitiatieven;

Gelet op de kredieten die verrekend zijn onder artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

een subsidie voor een bedrag van 1000,00 EUR toe te kennen aan Gemeenschapscentrum De Vaartkapoen v.z.w. (nr. 449 229 764), gelegen Schoolstraat 76 te 1080 Brussel, om haar bij te staan in de organisatie van het educatief en sportief weekend te Bredene van 23 tot 25 mei 2014.

Artikel 2 :

het bedrag te storten op het rekeningnr. BE26 4329 1950 0129 van de vereniging, en de uitgave in te schrijven onder artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voorgedijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0008# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Octroi d'un subside à l'ASBL Lumina.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'ASBL Lumina a pour objectif l'accueil et l'intégration de personnes handicapées physiques et/ou mentales,

Considérant que cette association organise des activités sportives pour ces personnes mais manque de moyens financiers,

Considérant qu'il n'existe aucune autre initiative de ce genre à notre connaissance ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 1500,00 EUR à l'association Lumina (n°479 044 101), sise rue du Gulden Bodem, 19 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à développer ses activités sportives pour personnes handicapées,

Article 2 :

de verser le montant sur le n° de compte BE11 0003 2516 8248 de l'association et d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Toekenning van een toelage aan vzw Lumina.**

DE RAAD,

Overwegende dat VZW Lumina als doel de ontvangst en de integratie van lichamelijke en/of mentale gehandicapte personen heeft,

Overwegende dat deze vereniging sport en psychomotriciteitsactiviteiten voor deze personen organiseert maar gebrek heeft aan financiële middelen,

Overwegende dat er geen enkel ander initiatief van dit soort aan onze kennis bestaat;

Overwegende dat het nodig is om deze vereniging in zijn methode te stimuleren;

Overwegende de beschikbare kredieten in artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLUIT :

Artikel 1 :

om een subsidie voor een bedrag van 1500,00 EUR aan de vereniging Lumina (n°479 044 101), gelegen Gulden Bodemstraat, 19 te 1080 Brussel toe te kennen, teneinde hen te helpen om zijn sportactiviteiten voor gehandicapte personen te ontwikkelen,

Artikel 2 :

het bedrag op het rekeningnummer BE11 0003 2516 8248 van de vereniging te betalen en om de uitgave toe te schrijven op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0009# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Octroi d'un subside à l'asbl Projet Foot.**

LE CONSEIL,



Considérant que l'association a pour objectifs de promouvoir un sport citoyen auprès des jeunes des quartiers défavorisés, de leur donner le goût de la pratique et de la compétition, en vue de leur faire intégrer un club;  
Considérant que l'association organise un tournoi de football durant quatre jours sur le site du Sippelberg qui réunira ces jeunes d'origines et d'horizons différents ;  
Considérant la demande de soutien de l'association ;  
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 750,00 EUR à l'asbl Projet Foot, sise rue des Quatre-Vents, 99 à 1080 Molenbeek-St-Jean afin de l'aider à organiser son tournoi,

Article 2 :

de verser le montant sur le n° de compte BE58 0017 2314 5079 de l'association (n°844.183.872) et d'engager la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. Projet Foot.**

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging ten doel heeft sport voor de burgers te promoten bij de jongeren uit de kwetsbare wijken, hen zin bij te brengen voor praktijkoefening en competitie, met het oog op hun integratie in een club;  
Overwegende dat de vereniging gedurende vier dagen een voetbaltoernooi organiseert op de Sippelberglocatie, waar jongeren van verschillende afkomst en met verschillende achtergronden zullen worden samengebracht ;  
Gelet op het verzoek om ondersteuning door de vereniging ;  
Gelet op de kredieten die ingeschreven zijn onder artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie voor een bedrag van 750,00 EUR toe te kennen aan de v.z.w. Projet Foot, gevestigd Vier-Windenstraat 99, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, om haar op die manier te steunen bij de organisatie van haar toernooi,

Artikel 2 :

het bedrag te storten op de rekening BE58 0017 2314 5079 van de vereniging (nr. 844.183.872) en de uitgave te verrekenen op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0010# **C.L.E.S. Gestion Administrative - CBSU Administratief Beheer**  
**CLES - Contrat communal de Cohésion sociale 2011-2015 : avenant n°3.**

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Cocof du 13/05/2004 relatif à la Cohésion Sociale et l'arrêté d'application de la Cocof du 10/11/2005 prévoyant les modalités de modification et de contractualisation des conventions spécifiques,

Vu le contrat communal de Cohésion sociale 2011-2015 approuvé par le Conseil communal en sa séance du 27 janvier 2011 ;

Vu la décision d'arrêter le projet de l'asbl Maison d'Entraide pour le Développement Social (MEDES) en Cohésion sociale approuvée par le Conseil communal en sa séance du 26 mars 2014 ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver et de signer l'avenant n°3 au contrat communal de Cohésion sociale du 9 décembre 2010.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 25 votes positifs, 11 votes négatifs, 2 abstentions.

---

**CBSU - Gemeentelijk contract van Sociale Cohesie 2011-2015 : aanhangsel**

**nr 3.**

DE RAAD,

Gelet op het dekreet van de Cocof van 13/05/2004 met betrekking tot de Sociale Cohesie en het toepassingsbesluit van de Cocof van 10/11/2005 dat voorziet in de modaliteiten van wijziging en contractualisering van specifieke overeenkomsten;

Gelet op het gemeentelijk contract van Sociale Cohesie 2011-2015 goedgekeurd door de Gemeenteraad tijdens de zitting van 27 januari 2011; Gelet op de beslissing, het project van de vzw “Maison d’Entreaide pour le Développement Social (MEDES)” binnen de Sociale Cohesie stop te zetten, goedgekeurd door Gemeenteraad tijdens de zitting van 26 maart 2014;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

Het aanhangsel nr 3 van het gemeentelijk contract van Sociale Cohesie van 9 december 2010 goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 25 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0011# **C.L.E.S. Gestion Administrative - CBSU Administratief Beheer**  
**CLES - Plan stratégique de Sécurité et de Prévention courant du 01/07/2013 au 31/12/2013 - Prolongation simple du PSSP 2007-2010 - Approbation de la convention 2e semestre 2013 entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek rpm 449.487.409 » et de la convention 2e semestre 2013 entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Transit.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’un contrat de Sécurité et de Prévention a été conclu par notre commune depuis 1992 avec le Ministère de l’Intérieur et la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l’Arrêté Royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d’une allocation financière dans le cadre d’une convention relative à la prévention de la criminalité ;

Considérant que le Conseil des Ministres du 30 et 31 mars 2004 a décidé des

lignes de force des plans stratégiques de sécurité et de prévention ;  
Vu l'Arrêté royal du 17 janvier 2005 accordant une aide financière à certaines villes et communes dans le cadre d'une convention relative à la prévention des nuisances sociales liées aux drogues et à la coordination locale des initiatives développées en matière de toxicomanie.  
Vu l'Arrêté Royal du 7 décembre 2006 relatif aux Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;  
Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2007 relatif à l'introduction des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;  
Considérant que tous les engagements réalisés dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention s'inscrivent dans un plan de politique de prévention intégré et contribuent à une amélioration du climat de sécurité et à une amélioration des conditions de vie du citoyen;  
Considérant que le plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007- 2010 a été approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 26 avril 2007 ainsi que la convention y afférente en sa séance du 5 juillet 2007 ;  
Vu l'Arrêté Royal du 12 juin 2013 relatif à la prolongation 2013 des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention 2007-2010 et des dispositifs Gardiens de la Paix.  
Vu la décision du Conseil communal du 21 août 2013 de prolonger les dispositifs de son Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007 – 2010 pour la période de 6 mois, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 jusqu'au 31 décembre 2013;  
Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention courant du 01/07/2013 au 31/12/2013 – Prolongation simple du PSSP 2007-2010 a été approuvé par le Conseil communal du 23 avril 2014 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) courant du 01/07/2013 au 31/12/2013 – Prolongation simple du PSSP 2007-2010 :

- la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » afin de céder la partie des actions à mener par cette asbl et les moyens y afférents pour le 2<sup>e</sup> semestre de 2013 ;
- la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « Transit » afin de céder la partie des actions à mener par cette asbl et les moyens y afférents pour le 2<sup>e</sup> semestre de 2013.

Article 2 :

De liquider au profit de l'asbl «Transit» pour ce 2<sup>e</sup> semestre de 2013 la somme de 7.504,99 €, octroyée par l'Etat Fédéral.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**CBSU - Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 01/07/2013 tot 31/12/2013 - Verlenging van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007-2010 - Overeenkomst 2e semester 2013 tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw «Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek rpr 449.487.409» - Overeenkomst 2e semester 2013 tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "Transit".**

DE RAAD,

Overwegende dat onze gemeente sinds 1992 een Veiligheids- en Preventiecontract heeft afgesloten met het Ministerie van Binnenlandse Zaken en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 27 mei 2002 dat de voorwaarden vastlegt waaraan de gemeenten moeten voldoen om te genieten van een financiële toelage binnen het kader van een overeenkomst betreffende criminaliteitspreventie;

Overwegende dat de Ministerraad van 30 en 31 maart 2004 de krachtlijnen van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen bepaald heeft;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 17 januari 2005 tot toekenning van financiële hulp aan bepaalde steden en gemeenten in het kader van een overeenkomst betreffende de preventie van druggerelateerde maatschappelijke overlast en de lokale coördinatie van initiatieven inzake drugverslaving;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 7 december 2006 betreffende de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 15 januari 2007 met betrekking tot de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen;

Overwegende dat alle verbintenissen binnen het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan in het kader passen van een geïntegreerde preventiepolitiek en bijdragen tot een verbetering van het veiligheidsklimaat en de levensomstandigheden van de burger;

Overwegende dat het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007 – 2010 goed gekeurd werd door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 26 april 2007 evenals bijbehorende overeenkomst tijdens de zitting van 5 juli 2007;

Gelet op het Koninklijk besluit van 12 juni 2013 betreffende de verlenging 2013 van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen 2007 - 2010 en van de dispositieven Gemeenschapswachten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 augustus 2013 de dispositieven van zijn Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007 – 2010 voor een periode van 6 maanden, en dit vanaf 1 juli 2013 t.e.m. 31 december 2013, te verlengen;

Overwegende dat het Strategisch- Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 01/07/2013 tot 31/12/2013 – Verlenging van het SVPP 2007-2010

goed gekeurd werd door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting van 23 april 2014;

## BESLUIT:

### Artikel 1 :

Binnen het kader van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan(SVPP) voor de periode van 01/07/2013 tot 31/12/2013 – Verlenging van het SVPP 2007-2010:

- De overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw “Lutte contre l’Exclusion Sociale à Molenbeek “ goed te keuren teneinde aan de vzw het deel van de te leiden acties en bijbehorende middelen over te laten;
- De overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw “Transit” goed te keuren teneinde aan de vzw het deel van de te leiden acties en bijbehorende middelen, over te laten;

### Artikel 2 :

Aan de vzw “Transit” voor deze periode de som van 7.504,99€, de subsidies toegekend door de Federale Overheid, uit te betalen;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0012# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

### **Convention d’adhésion à l’asbl Courants d’Ages – Réseau de l’Intergénération en Belgique francophone.**

#### LE CONSEIL,

Considérant que la ludothèque intergénérationnelle Speculoos est active dans le domaine de l’intergénérationnel;

Considérant que l’asbl Courants d’Ages(N° d’entreprise : 04663.735.422) représente un réseau de membres qui œuvre sur le terrain à plus de solidarité entre les générations;

Considérant que l’asbl Courants d’Ages a proposé à la ludothèque intergénérationnelle Speculoos de rejoindre son réseau;

Considérant que cela n’implique aucun frais;

Considérant que le service du contentieux ne marque pas son accord quant à la formulation de ladite convention reprise en annexe;

Considérant que l’asbl Courants d’Ages n’accepte pas de modifier sa convention;

Considérant que l’objet de cette convention est uniquement l’adhésion de la

ludothèque intergénérationnelle Speculoos à la philosophie de l'asbl Courants d'Âges (cf. point 4 de la convention) ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver l'adhésion de la ludothèque intergénérationnelle Speculoos à l'asbl Courants d'Âges – Réseau de l'Intergénération en Belgique francophone sur base de leur convention et de signer celle-ci.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Lidmaatschap overeenkomst aan de vzw Courants d'Âges-  
Intergenerationeel netwerk in Franstalig België.**

DE RAAD,

Overwegende de intergenerationele spelothek Speculoos is actief op het gebied van intergenerationele;

Overwegende de vzw Courants d'Âges (ondernemingsnummer: 04663.735.422) is een netwerk van leden die op het terrein werken voor meer solidariteit tussen de generaties;

Overwegende de vzw Courants d'Âges voorgestelde intergenerationele spelothek Speculoos op zijn netwerk aan te sluiten;

Overwegende dat dit betreft geen kosten;

Overwegende dat de juridische afdeling keurt met de formulering van het lidmaatschap overeenkomst in de bijlage niet goed;

Overwegende de vzw Courants d'Âges niet akkoord gaat met de overeenkomst te wijzigen;

Overwegende dat het doel van deze overeenkomst is slechts de toetreding van de intergenerationele spelothek Speculoos aan de filosofie van de vzw Courants d'Âges (cf. punt 4 van de overeenkomst) ;

BESLIST:

Enkel artikel :

De toetreding goed te keuren van de intergenerationele spelothek tot de vzw Courants d'Âges - Intergenerationeel netwerk in Franstalig België – op basis van hun overeenkomst en deze te ondertekenen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0013# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl Cultureghem dans le cadre de l'organisation du festival Jeunes Mixtus Youth Festival le 25 juin 2014.**

LE CONSEIL,

Vu la demande, d'un subside par l'asbl Cultureghem, pour l'organisation du festival Jeunes Mixtus Youth Festival le 25 juin 2014;

Vu le dossier explicitant le projet adressé au service jeunesse peu après dont une partie est reprise en annexe ;

Considérant que l'asbl Cultureghem, sise rue Ropsy Chaudron, 24 à Anderlecht, titulaire du compte bancaire BE86 0688 8956 9950, dont le numéro d'entreprise est le 0821.610.883, a pour objectifs de favoriser la découverte et le développement des talents de chacun, de susciter l'expression créative, d'offrir un espace de rencontre accessible à tous et se définit comme un ciment culturel entre les différentes communautés et générations;

Considérant que l'asbl Cultureghem a comme projet de transformer le site de l'Abattoir en une zone Urban Youth dans laquelle les jeunes bruxellois pourront se défouler d'un point de vue créatif et sportif et que, dans ce cadre, l'asbl organisera le 25 juin prochain le festival Jeunes Mixtus Youth Festival en collaboration avec plusieurs associations de jeunes dont des associations molenbeekoises et les créateurs de MolemCapital;

Considérant qu'un subside de 500,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver l'octroi d'un subside de 500,00,00 EUR à l'asbl Cultureghem, sise rue Ropsy Chaudron, 24 à Anderlecht, titulaire du compte bancaire BE86 0688 8956 9950, dont le numéro d'entreprise est le 0821.610.883, pour l'organisation du festival Jeunes Mixtus Youth Festival le 25 juin 2014;

Article 2 :



d'engager la somme de 500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Toekenning van een buitengewone subsidie aan de v.z.w. Cultureghem in het kader van de organisatie van het Jongerenfestival Mixtus Youth Festival op 25 juni 2014**

DE RAAD,

Gelet op de aanvraag om een subsidie door de v.z.w. Cultureghem, voor de organisatie van het Jongerenfestival Mixtus Youth Festival op 25 juni 2014 ;  
Gelet op het dossier waarin het project wordt uiteengezet dat kort nadien aan de dienst jeugd werd gericht, en waarvan een deel opgenomen is als bijlage ;  
Overwegende dat de v.z.w. Cultureghem, gelegen te Anderlecht, in de Ropsy Chaudronstraat 24, houder van de bankrekening met nr.BE86 0688 8956 9950, met ondernemingsnummer 0821.610.883, ten doel heeft de talenten van elkeen te ontdekken en te ontwikkelen, de creativiteit en uitdrukkingsvaardigheid te stimuleren, een ruimte te bieden voor ontmoeting, die voor elkeen toegankelijk is, en zichzelf omschrijft als een cultureel bindmiddel tussen de verschillende gemeenschappen en generaties ;  
Overwegende dat het project van de v.z.w. Cultureghem gericht is op transformatie van de site van de Slachterij in een Urban Youth zone, waar de Brusselse jongeren zich creatief en sportief kunnen uitleven en dat de v.z.w., in dit kader, op 25 juni eerstkomend het Jongerenfestival Mixtus Youth Festival zal organiseren, in samenwerking met een aantal jongerenverenigingen, waaronder Molenbeekse verenigingen en de makers van MolemCapital ;  
Overwegende dat een subsidie van 500,00 EUR zou kunnen worden toegekend;  
Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn onder begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

de toekenning goed te keuren van een subsidie van 500,00,00 EUR aan de v.z.w. Cultureghem, gelegen te Anderlecht, in de Ropsy Chaudronstraat 24, houder van de bankrekening met nr.

BE86 0688 8956 9950, met ondernemingsnummer 0821.610.883, voor de organisatie van het Jongerenfestival Jeunes Mixtus Youth op 25 juni 2014 ;  
Artikel 2 :  
het bedrag van 500,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0014# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**  
**Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl Talented Youth Network pour l'organisation de quatre rencontres Meet Your Future.**

LE CONSEIL,

Vu la demande d'un subside de l'asbl Talented Youth Network (TYN), pour l'organisation de quatre rencontres Meet your future à destination de jeunes fréquentant un établissement de l'enseignement secondaire établi sur la commune ou une association de jeunes;

Vu le dossier explicitant le projet ci-annexé ;

Considérant que l'asbl TYN, sise rue Ransfort, 19 à Molenbeek-Saint-Jean, titulaire du compte bancaire BE71 3631 2953 6769, ayant comme numéro d'entreprise 0537.696.734, a pour objectifs de conseiller les jeunes en termes d'orientations académiques et professionnelles en valorisant leurs talents, de créer des synergies entre les différentes structures et acteurs en contact avec les jeunes et d'établir une structure de formation à l'adresse des jeunes et des acteurs impliqués dans leur épanouissement ;

Considérant que l'asbl TYN a comme projet d'organiser des rencontres de jeunes avec des référents (modèles de réussite) auxquels ils pourront s'identifier, à qui ils pourront poser des questions et parler de leurs difficultés ;  
Considérant que l'asbl TYN se chargera de trouver des référents et d'organiser les rencontres et le service jeunesse des contacts avec les écoles et les associations ;

Considérant qu'un subside de 1.500,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article1 :

d'approuver l'octroi d'un subside de 1.500,00 EUR à l'asbl Talented Youth Network (TYN), sise rue Ransfort, 19 à Molenbeek-Saint-Jean, titulaire du compte bancaire BE71 3631 2953 6769, ayant comme numéro d'entreprise 0537.696.734, pour l'organisation de quatre rencontres Meet your Future à destination de jeunes fréquentant un établissement d'enseignement secondaire établi sur la commune ou une association de jeunes;

Article 2 :

d'engager la somme de 1.500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Toekenning van een buitengewone subsidie aan de v.z.w. Talented Youth Network voor de organisatie van vier ontmoetingen 'Meet Your Future'.**

DE RAAD,

Gelet op de aanvraag om een subsidie van de v.z.w. Talented Youth Network (TYN), voor de organisatie van vier ontmoetingen 'Meet your future', bestemd voor jongeren die naar een instelling voor secundair onderwijs gaan, die gevestigd is op de gemeente, of naar een jongerenvereniging;

Gelet op het dossier waarin het bijgevoegd project wordt uiteengezet ;

Overwegende dat de v.z.w. TYN, gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, in de Ransfortstraat 19, houder van een bankrekening met nr.BE71 3631 2953 6769, met ondernemingsnummer 0537.696.734, ten doel heeft de jongeren te adviseren in termen van academische en professionele oriëntering, door hun talenten te valoriseren, synergieën tot stand te brengen tussen de verschillende structuren en actoren die in contact staan met de jongeren, en een opleidingsstructuur uit te tekenen waarmee men zich richt tot de jongeren en de actoren die betrokken zijn bij hun ontplooiing ;

Overwegende dat het project van de v.z.w. TYN gericht is op de organisatie van ontmoetingen van jongeren met referenten (voorbeelden die geslaagd zijn) met wie ze zich kunnen identificeren, aan wie ze vragen kunnen stellen, en met wie ze over hun problemen kunnen praten ;

Overwegende dat de v.z.w. TYN zich zal belasten met het vinden van referenten en het organiseren van ontmoetingen, en de dienst jeugd met de

contacten met de scholen en de verenigingen ;  
Overwegende dat een subsidie van 1.500,00 EUR zou kunnen worden toegekend;  
Overwegende dat de kredieten ingeschreven zijn onder begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014 ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

een subsidie van 1.500,00 EUR toe te kennen aan de v.z.w. Talented Youth Network (TYN), gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, in de Ransfortstraat 19, houder van een bankrekening met nr. BE71 3631 2953 6769, met ondernemingsnummer 0537.696.734, voor de organisatie van vier ontmoetingen 'Meet your Future', bestemd voor jongeren die naar een instelling voor secundair onderwijs gaan, die gevestigd is op de gemeente, of naar een jongerenvereniging;

**Artikel 2 :**

het bedrag van 1.500,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0015# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Octroi d'un subside exceptionnel à l'Atelier Paloke pour l'organisation d'un atelier d'initiation à la céramique avec des enfants de l'école 11.**

LE CONSEIL,

Vu le courriel de demande de subside de l'Atelier Paloke du 6 mai pour l'organisation d'un atelier d'initiation à la céramique avec des enfants de l'école 11;

Considérant que 20 séances étaient prises en charge par le programme D.A.S. et que la dernière séance avait été planifiée le 23 avril 2014;

Considérant que l'Atelier Paloke et les enfants de l'école 11 participeront au Parcours d'Artistes de Molenbeek les 7 et 8 juin prochains;

Considérant que, pour pouvoir rassembler et présenter des travaux finalisés, 3 séances supplémentaires seraient nécessaires;

Considérant qu'un subside de 329,00 EUR serait suffisant pour organiser celles-ci;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver l'octroi d'un subside de 329,00 EUR à l'Atelier Paloke, sis Rue Paloke, 95 à Molenbeek-Saint-Jean, titulaire du compte bancaire BE16 0688 9967 9774, dont le numéro d'entreprise est le 547 715 349, pour l'organisation de séances supplémentaires d'initiation à la céramique ;

Article 2 :

d'engager la somme de 329,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Toekenning van een buitengewone subsidie aan Atelier Paloke voor de organisatie van een atelier voor initiatie in keramiek met de kinderen van school 11.**

DE RAAD,

Gelet op de e-mail met een aanvraag om een subsidie van het Atelier Paloke van 6 mei voor de organisatie van een atelier voor initiatie in keramiek met de kinderen van school 11;

Overwegende dat er 20 sessies werden opgenomen met het plan tegen het afhaken op school, en dat de laatste sessie gepland was voor 23 april 2014;

Overwegende dat Atelier Paloke en de kinderen van school 11 zullen deelnemen aan het Artiestenparcours van Molenbeek op 7 en 8 juni eerstkomend;

Overwegende dat, met het oog op de samenvoeging en presentatie van afgeronde werkzaamheden, 3 bijkomende sessies zouden nodig zijn ;

Overwegende dat een subsidie van 329,00 EUR zou volstaan voor het organiseren ervan;

Overwegende dat de benodigde kredieten zullen worden ingeschreven onder

begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014 ;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

de toekenning goed te keuren van een subsidie van 329,00 EUR aan Atelier Paloke, gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, in de Palokestraat, 95 houder van de bankrekening met nr.BE16 0688 9967 9774, met ondernemingsnummer 547 715 349, voor de organisatie van bijkomende sessies initiatie in keramiek ;

Artikel 2 :

het bedrag van 329,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voorgdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0016# **GRH - HRM**

**Délai de préavis et salaire garanti des ouvriers - Statut unique - Report du 23/4/2014.**

LE CONSEIL,

Revu la délibération du 20.11.2008 par laquelle le Conseil communal décide d'accorder au personnel ouvrier comptant plus de cinq ans d'ancienneté les avantages octroyés au personnel employé afférents au délai de préavis et au salaire garanti en cas de maladie , à savoir :

-pour le salaire garanti : l'employé engagé pour une durée indéterminée, ou pour une durée déterminée de trois mois au moins conserve le droit à sa rémunération pendant les 30 premiers jours d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident (cfr art.70 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail)

-pour les délais de préavis : l'article 82 de la même loi dispose que l'employeur qui met fin au contrat de travail d'un employé doit respecter un préavis qui correspond à 3mois par période de travail de 5 ans.

Vu la Loi du 26.12.2013, concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement, avec effet à partir du

01.01.2014 ;

Vu les modifications de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, visant à l'harmonisation des règles relatives au licenciement et à la démission;

Vu les modifications visant à supprimer le jour de carence;

Sur proposition du collège échevinal du 08.01.2014

Vu le protocole d'accord n° 371 du comité de négociation du 20.02.2014;

**D E C I D E :**

Article unique :

d'abroger la délibération du 20.11.2008 par laquelle il avait décidé d'accorder au personnel ouvrier comptant plus de cinq ans d'ancienneté, les avantages octroyés au personnel employé afférents au délai de préavis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 24 votes positifs, 14 abstentions.

---

**Opzegtermijn en gewaarborgd loon van de arbeiders - Eenheidsstatuut - Uitstel van 23/4/2014.**

DE RAAD,

Herzien de beraadslaging van 20.11.2008 waarbij besloten werd aan het werklieden personeel met een ancienniteit van meer dan 5 jaar de voordelen van de bedienden met betrekking tot de opzegtermijnen en het gewaarborgd loon in geval van ziekte, toe te kennen als volgt:

-voor het gewaarborgd loon : de bediende aangeworven voor een onbepaalde duur, of voor een duur van tenminste 3 maanden behoudt het recht op loon gedurende de eerste 30 dagen werkonbekwaamheid wegens ziekte of ongeval (cfr art.70 van de wet van 3 juli 1978 op de arbeidscontracten)

-voor de opzegtermijn : artikel 82 van dezelfde wet bepaalt dat de werkgever die een einde stelt aan het arbeidscontract van een bediende, een opzegtermijn van 3 maand per 5jaar arbeidstijd, moet respecteren.

Gelet op de Wet van 26.12.2013, betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden wat betreft de opzegtermijnen en de carensdag evenals de begeleidende maatregelen, met ingang op 01.01.2014;

Gelet op de wijzigingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten, met het oog op de harmonisatie van de regels betreffende de afdankingen en het ontslag

Gelet op de wijzigingen met het oog op het afschaffen van de carensdag

Op voorstel van het schepencollege van 08.01.2014

Gelet op het protokoolakkoord nr 371 van het onderhandelingscomité van 20.02.2014

BESLUIT :

Enig artikel:

de beraadslaging van 20.11.2008 waarbij besloten werd aan het werkliedenpersoneel met een ancienniteit van meer dan 5 jaar de voordelen van het bediendenpersoneel met betrekking tot de opzegtermijnen toe te kennen, wordt ingetrokken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/04.06.2014/A/0017# **GRH - HRM**

**Plaines de vacances communales – Règlement d'ordre intérieur-modification.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'organisation des plaines de vacances communales nécessite une présence du personnel d'animateur de 07 h 00 à 18 h 00 ;

Considérant qu'un tel rythme de travail est difficilement compatible avec une planification normale de la vie privée provoquant d'une part une augmentation de l'absentéisme et d'autre part des demandes de congés parentaux pendant les vacances ;

Considérant qu'il est nécessaire de trouver des solutions afin d'aider le personnel des plaines, de les remotiver et d'assurer en même temps le bon fonctionnement des plaines ;

DECIDE :

Article unique:

De modifier le règlement d'ordre intérieur des plaines de vacances communales en y ajoutant une disposition permettant aux membres du personnel animateur d'inscrire leurs enfants aux plaines de vacances communales quand ils y travaillent, même s'ils ne sont pas domiciliés à Molenbeek-Saint-Jean ou si leurs enfants ne fréquentent pas une école fondamentale ordinaire de la commune mais à condition toutefois qu'ils soient isolés avec enfant(s) à charge.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 26 votes positifs, 11 votes négatifs.

---



## **Gemeentelijke speelpleinen - Intern Reglement - Wijziging.**

DE RAAD,

Overwegende dat, gedurende speelpleinen, het begin van het uurrooster van het begeleidend personeel vastgesteld is op 7u of 7u30 et dat de prestaties 50u/week bedragen;

Overwegend dat een dergelijk arbeidsritme moeilijk combineerbaar is met een normale planning van het privéleven waardoor er, enerzijds, een verhoging is van de afwezigheden en, anderzijds, meer aanvragen voor ouderschapsverlof zijn;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een oplossing te zoeken teneinde het personeel van de speelpleinen te helpen, hen opnieuw te motiveren en tegelijkertijd de goede werking van de speelpleinen te vrijwaren;

BESLUIT:

Enig artikel :

De opvangbegeleiders toe te laten hun kinderen in te schrijven voor de speelpleinwerking van de zomer, wanneer zij moeten werken, zelfs wanneer ze niet in Sint-Jans-Molenbeek gedomicilieerd en de kinderen er ook niet naar school gaan op voorwaarde dat deze personen alleenstaand zijn met de kinderen ten laste.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 26 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting

---

#012/04.06.2014/A/0018# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Congé du Secrétaire communal - Remplacement.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 14 avril 2014 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Madame Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, en qualité de Secrétaire faisant fonction, à partir du samedi 12 avril 2014 au lundi 21 avril 2014 inclus en remplacement de Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en congé annuel;

Vu les articles 50 et 51 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer la délibération du 14 avril 2014 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Madame Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, en qualité de Secrétaire faisant fonction, à partir du samedi 12 avril 2014 au lundi 21 avril 2014 inclus en remplacement de Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en congé annuel.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Verlof van de Gemeentesecretaris - Vervanging.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van 14 april 2014 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen besloten heeft Mevrouw Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, aan te stellen als waarnemende Secretaris vanaf zaterdag 12 april 2014 tot en met maandag 21 april 2014 ter vervanging van de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, met verlof;  
Gelet op artikels 50 en 51 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beraadslaging van 14 april 2014 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen besloten heeft Mevrouw Carine VAN CAMPENHOUT, Directeur, aan te stellen als waarnemende Secretaris vanaf zaterdag 12 april 2014 tot en met maandag 21 april 2014 ter vervanging van de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, met verlof, te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichhoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

**Marché de services pour la conclusion d'emprunts destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2014 - Cahier spécial des charges.**

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014 est financé, en partie, par des emprunts communaux;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 234, al.1 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses arrêtés modificatifs;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ainsi que ses arrêtés modificatifs.

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le cahier spécial des charges pour le marché de services relatif à la conclusion d'emprunts pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2014.

Article 2 :

d'approuver la dépense globale du marché estimée à 73.276.090 euros .

Article 3 :

de recourir à la procédure négociée européenne avec publicité, en consultant au minimum 3 et au maximum 10 prestataires de services.

Article 4 :

de fixer les critères de sélection qualitative comme suit :

- délivrance d'une attestation originale ONSS certifiant que le soumissionnaire est en règle avec les obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence pour l'avant-dernier trimestre avant la date de remise de l'offre ;

- délivrance de la preuve que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi ;

- capacité technique du soumissionnaire qui sera évaluée en fonction de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité.

A cet effet, les candidats doivent démontrer cette capacité technique en décrivant dans un document de format A4 de 8 pages au maximum, les mesures prises pour s'assurer de la qualité de l'exécution du marché.

Ce document sera signé et annexé à l'offre.

La présente délibération est soumise à l'approbation de l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2014 - Bijzonder bestek.**

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2014 onder andere wordt gefinancierd door gemeenteleningen

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 234, al. 1 ;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten evenals de wijzigende besluiten;

Gezien de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren alsmede de wijzigende besluiten;

BESLUIT :

Artikel 1 :

het bijzonder bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2014.

Artikel 2 :

de globale uitgave geraamd op 73.276.090 euro goed te keuren.

Artikel 3 :

de Europese onderhandelingsprocedure met bekendmaking toe te passen en minstens 3 en maximum 10 dienstverleners aan te spreken.

Artikel 4 :

de kwalitatieve selectiecriteria als volgt vast te stellen :

- afgifte van een origineel RMZ attest bevestigend dat de inschrijver in orde is met zijn verplichtingen inzake zijn bijdragen inzake sociale zekerheid en bestaanszekerheid voor de voorlaatste trimester voor de datum van de afgifte van de offerte;

- afgifte van het bewijs dat de inschrijver in orde is met zijn verplichtingen betreffende het betalen van zijn belastingen en taksen volgens de Belgische wetgeving of deze van het land waarvan hij afkomstig is ;

- de technische bekwaamheid van de inschrijver die zal geëvalueerd worden volgens zijn kunnen, zijn doeltreffendheid, zijn ervaring en zijn betrouwbaarheid. Te dien einde worden de kandidaten verzocht hun technische bekwaamheid te tonen in een document van A4 formaat van maximum 8 pagina's die beschrijft welke maatregelen ze gaan nemen om de kwaliteit van de uitvoering van de opdracht te verzekeren.

Dit document dient getekend en bijgevoegd bij de offerte te worden.

De huidige beraadslaging zal opgestuurd worden aan de Toezichtdienst voor goedkeuring.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0020# **Finances - Financiën**

**Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste - Budget 2014.**

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste nous a fait parvenir son budget 2014 ;

Considérant que le montant de 1.105,35 EUR que la fabrique d'église a inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires (excédent présumé de l'exercice courant) doit être supprimé ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire à l'article 52 des dépenses extraordinaires (déficit présumé de l'exercice courant) un montant de 12.647,42 EUR ;

Considérant qu'une erreur de calcul c'est glissé dans le total du chapitre 2 des dépenses ordinaires, le total est de 24.660 EUR au lieu de 11.160 EUR ;

Considérant qu'afin de présenter le budget en équilibre, il y a lieu d'inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (subside ordinaire de la commune) un montant de 52.947,42 au lieu de 39.194,65 EUR ;

Considérant que le budget se présente comme suit après corrections :

RECETTES 69.897,42 EUR

DEPENSES 69.897,42 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

d'émettre un avis favorable, sur le budget 2014, de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste, moyennant corrections ;

Article 2 :

d'accorder à la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste un subside ordinaire de 52.947,42 EUR et d'engager cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2014.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Kerkfabriek Sint-Jan de Doper - Begroting 2014.**

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Jan de Doper ons haar begroting 2014 heeft laten worden ;

Overwegende dat het bedrag van 1.105,35 EUR dat de kerkfabriek ingeschreven heeft op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (vermoedelijk overschot van het lopend dienstjaar) moet geschrapt worden ;

Overwegende dat het nodig is op artikel 52 van de buitengewone uitgaven (vermoedelijk tekort van het lopend dienstjaar) een bedrag in te schrijven van 12.647,42 EUR ;

Overwegende dat een optelfout werd gemaakt in het totaal van hoofdstuk 2 van de gewone uitgaven, het totaal bedraagt 24.660 EUR i.p.v. 11.160 EUR ;

Overwegende dat teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten het nodig is, op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag in te schrijven van 52.947,42 EUR i.p.v. 39.194,65 EUR ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet mits verbeteringen :

ONTVANGSTEN	69.897,42 EUR
UITGAVEN	69.897,42 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de eredienst;  
Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;  
Gezien de nieuwe gemeentewet ;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2014 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper, mits verbeteringen ;

Artikel 2 :

aan de kerkfabriek Sint-Jan de Doper, een gewone toelage van 52.947,42 EUR toe te kennen en deze uitgave aan te wenden op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van 2014.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0021# **Logistique - Logistiek**

**Achat de mobilier scolaire - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la demande du service de l'Instruction publique tendant à acquérir du mobilier scolaire pour les écoles francophones et néerlandophones;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014/389 relatif au marché "Achat de mobilier scolaire" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- \* Lot 1 (mobilier scolaire)
- \* Lot 2 (claustras)
- \* Lot 3 (Mobilier spécifique)
- \* Lot 4 (Bibliothèques murales)
- \* Lot 5 (Couchettes)
- \* Lot 6 (Mobilier de bureau)
- \* Lot 7 (Armoires de couleurs)
- \* Lot 8 (Bibliothèque)
- \* Lot 9 (Matériel de projection)
- \* Lot 10 (Présentoir)
- \* Lot 11 (Mobilier pour les primaires)
- \* Lot 12 (Mobilier scolaire)
- \* Lot 13 (Mobilier pour nouvelles classes)
- \* Lot 14 (Mobilier de bureau)
- \* Lot 15 (Armoires en bois)
- \* Lot 16 (Table informatique)
- \* Lot 17 (Présentoirs de livres)
- \* Lot 18 (Fauteuil de bureau)
- \* Lot 19 (Vitrine);

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à

180.719,01 EUR hors TVA ou 218.670,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, articles 7220/724/60, 7222/741/51 et 7223/741/51 et sera financé par un emprunt ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le cahier spécial des charges N° 2014/389 et le montant estimé du marché "Achat de mobilier scolaire", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 180.719,01 EUR hors TVA ou 218.670,00 EUR, 21% TVA comprise.

Article 2 :

de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3 :

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau



national.

Article 4 :

d'engager la dépense au budget extraordinaire de l'exercice 2014, articles

7220/724/60 : 20.000,00 EUR TVAC

7222/741/51 : 60.750,00 EUR TVAC

7223/741/51 : 137.920,00 EUR TVAC.

Article 5 :

Le marché dont il est question à l'article 1er sera financé par un emprunt.

La présente délibération sera transmise, pour avis, à l'Autorité de Tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Aankoop van schoolmeubilair - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 24;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op de vraag van de dienst Openbaar onderwijs om schoolmeubilair te verkrijgen voor de Franstalige en Nederlandstalige scholen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van schoolmeubilair" een bijzonder bestek met nr. 2014/389 werd opgesteld door de Dienst Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

\* Perceel 1 (schoolmeubilair)

\* Perceel 2 (scheidingswanden)

- \* Perceel 3 (Specifiek meubilair)
- \* Perceel 4 (Muurboekenrekjes)
- \* Perceel 5 (Rustbedjes)
- \* Perceel 6 (Bureau meubilair)
- \* Perceel 7 (Gekleurde kasten)
- \* Perceel 8 (Bibliotheek)
- \* Perceel 9 (Projectie materiaal)
- \* Perceel 10 (Folder rek)
- \* Perceel 11 (Meubilair voor de lagere school)
- \* Perceel 12 (Schoolmeubilair)
- \* Perceel 13 (Meubilair voor nieuwe klassen)
- \* Perceel 14 (Bureau meubilair)
- \* Perceel 15 (Houten kasten)
- \* Perceel 16 (Informaticatafel)
- \* Perceel 17 (Boekenstanden)
- \* Perceel 18 (Bureau stoel)
- \* Perceel 19 (Vitrine);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 180.719,01 EUR excl. btw of 218.670,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open aanbesteding;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2014, op artikels 7220/724/60, 7222/741/51 en 7223/741/51 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met een lening;

**BESLIST :**

**Artikel 1 :**

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. 2014/389 en de raming voor de opdracht "Aankoop van schoolmeubilair", opgesteld door de Dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 180.719,01 EUR excl. btw of 218.670,00 EUR incl. 21% btw.

**Artikel 2 :**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open aanbesteding.

**Artikel 3**

Het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

**Artikel 4**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2014, op artikels  
 7220/724/60: 20.000,00 EUR incl. Btw  
 7222/741/51: 60.750,00 EUR incl. Btw  
 7223/741/51: 137.920,00 EUR incl. Btw

**Artikel 5 :**

De opdracht waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden met een

lening.

De huidige beraadslaging zal , voor advies, overgemaakt worden aan de Voogdijoverheid overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse ordonnantie van 14 mei 1998 alsook deze van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0022# **Logistique - Logistiek**

**Protocole d'accord entre les Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale concernant leur collaboration dans le domaine de la réalisation de Centrales de marchés.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 Juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que le mécanisme de regroupement de commandes via une Centrale de marchés peut mener à une économie de moyens à engager en évitant le double emploi de personnel, de capacités, de moyens budgétaires et matériels ;

Considérant qu'il serait utile d'élargir la collaboration actuelle entre les Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale par la réalisation de Centrales de marchés auxquelles ils pourront adhérer ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un cadre pour la réalisation de Centrales de marchés entre les Pouvoirs locaux;

Vu le projet de Protocole d'accord entre les Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale concernant leur collaboration dans le domaine de la réalisation de Centrales de marchés ;

Considérant que ledit Protocole ne concerne que les marchés passés dans les secteurs classiques ;

Considérant que la signature du Protocole n'implique pas l'obligation pour les parties signataires de participer aux Centrales de marchés organisées par un Pouvoir local ;

Considérant que la collaboration a lieu à titre gratuit ;

Considérant que le Protocole est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur pour chaque partie à la date de sa signature ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le Protocole d'accord entre les Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale concernant leur collaboration dans le domaine de la réalisation de Centrales de marchés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Akkoordprotocol tussen de Plaatselijke Besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest omtrent hun samenwerking voor het opzetten van Opdrachtcentrales.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat het groeperen van bestellingen via een Opdrachtcentrale kan leiden tot een besparing op de in te zetten middelen door dubbel gebruik inzake personeel, bekwaamheden, budgetaire en materiële middelen te vermijden;

Overwegende dat het nuttig zou zijn de huidige samenwerking tussen de Plaatselijke Besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verruimen door het opzetten van Opdrachtcentrales waarbij ze kunnen aansluiten;

Overwegende dat een kader dient te worden gecreëerd voor het opzetten van Opdrachtcentrales tussen Plaatselijke Besturen;

Gelet op het ontwerp-akkoordprotocol tussen de Plaatselijke Besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest omtrent hun samenwerking voor het opzetten van Opdrachtcentrales;

Overwegende dat het Protocol betreft enkel opdrachten geplaatst in de klassieke sectoren;

Overwegende dat de ondertekening van het Protocol verplicht de ondertekenende partijen niet om deel te nemen aan de Opdrachtcentrales, georganiseerd door een Plaatselijk Bestuur;

Overwegende dat de samenwerking kosteloos is;

Overwegende dat het Protocol voor een onbepaalde duur wordt afgesloten en in werking treedt voor iedere partij op de dag van de ondertekening;

BESLUIT :

Enige artikel :

Het akkoordprotocol tussen de Plaatselijke Besturen van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest omtrent hun samenwerking voor het opzetten van Opdrachtcentrales goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0023# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**Logement communal de transit cadastré dans la 2ème Division, secteur B, numéro 162 D2 (rez-de-chaussée +1) – Convention d’occupation temporaire avec l’a.s.b.l. « Lama- Centre Médico-Social pour toxicomanes »**

LE CONSEIL,

Considérant que l’a.s.b.l. « Lama- Centre Médico-Social pour toxicomanes » est une asbl réalisant des projets d’insertion de toxicomanes par le logement ;  
Considérant que cette asbl est à la recherche de logements afin d’élargir son offre et qu’elle a sollicité la commune afin de conventionner l’octroi d’un logement de transit dans le cadre de son projet ;  
Considérant que dans sa note de politique générale, le Collège des Bourgmestre et Echevins prévoit le renforcement des collaborations avec des associations spécialisées dans le cadre de la gestion des logements communaux de transit. ;  
Considérant qu’il y a dès lors lieu de conclure une convention d’occupation temporaire entre l’administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l’a.s.b.l. Lama- Centre Médico-Social pour toxicomanes ;  
Considérant que le droit d’occupation temporaire s’élèvera à 300,00 EUR, auquel s’ajoutera une provision mensuelle pour les charges de 20,00 EUR ;  
Considérant que la convention a été soumise au service des Affaires juridiques qui a marqué son accord quant à son contenu ;  
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DE C I D E :

Article 1 :

D’approuver le projet de convention d’occupation temporaire, pour une durée de 3 ans, du logement communal de transit cadastré dans la 2ème Division, secteur B, numéro 162 D2, (rez-de-chaussée + 1er étage - 1 chambre) entre la Commune et l’a.s.b.l. « Lama- Centre Médico-Social pour toxicomanes » ;

Article 2 :

De fixer le droit d’occupation temporaire à la somme de 300,00 EUR, auquel s’ajoutera une provision mensuelle pour les charges de 20,00 EUR ;

Article 3 :

De fixer le montant de la caution à la somme de 600,00 EUR.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Gemeentelijke transitwoning, tweede kadastrale afdeling, sectie B, nummer 162 D2 (benedenverdieping +1) – Tijdelijke gebruiksovereenkomst met de v.z.w. « Lama - Medisch-sociaal centrum voor verslaafden**

DE RAAD,

Overwegende dat de v.z.w. « Lama - medisch-sociaal centrum voor verslaafden » een v.z.w. is die via huisvesting inschakelingsprojecten realiseert met verslaafden ;

Overwegende dat deze v.z.w. op zoek is naar woningen, teneinde haar aanbod uit te breiden, en dat ze zich tot de gemeente heeft gericht, met het oog op het bereiken van een overeenkomst over de toekenning van een transitwoning in het kader van haar project ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, in zijn algemene beleidsnota, voorziet in de versterking van de samenwerking met de gespecialiseerde verenigingen, in het kader van het beheer van de gemeentelijke transitwoningen ;

Overwegende dat dientengevolge een tijdelijke gebruiksovereenkomst dient te worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de v.z.w. Lama - medisch-sociaal centrum voor verslaafden ;

Overwegende dat het tijdelijk gebruiksrecht 300,00 EUR zal bedragen, waarbij een maandelijkse provisie van 20,00 EUR voor de kosten zal worden aangerekend ;

Overwegende dat de overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken, die zich met de inhoud ervan akkoord heeft verklaard ;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**B E S L U I T :**

Artikel 1 :

het ontwerp van tijdelijke gebruiksovereenkomst – tussen de Gemeente en de v.z.w. « Lama - medisch-sociaal centrum voor verslaafden » van de

gemeentelijke transitwoning, tweede kadastrale afdeling, sectie B, nummer 162 D2 (benedenverdieping + 1<sup>ste</sup> verdieping – 1 kamer) voor een duur van 3 jaar goed te keuren;

Artikel 2 :

het tijdelijk gebruiksrecht vast te stellen op het bedrag van 300,00 EUR, waarbij een maandelijks provisie voor de kosten van 20,00 EUR zal worden aangerekend;

Artikel 3 :

het bedrag van de borg vast te stellen op 600,00 EUR.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0024# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**Cellule Logement - Inoccupation : Rapport annuel sur la lutte contre les logements inoccupés.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013, modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement ;

Considérant que la Cellule Logement de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est chargée, entre autre, de la lutte contre les immeubles inoccupés ;

Considérant que l'article 15, § 6 de l'ordonnance du 11 juillet 2013, impose aux Communes et à leur C.P.A.S., la publication annuelle, avant le 1<sup>er</sup> juillet, d'un rapport sur leur politique de lutte contre les logements inoccupés, qui inclut une évaluation chiffrée des effets de recours au droit de gestion publique, à l'action comme en référé et à la plainte du Collège des Bourgmestre et Echevins à la Cellule régionale de lutte contre les logements inoccupés ;

Vu l'article 17 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21.05.2014 ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance et d'approuver le rapport sur la politique de lutte

contre les logements inoccupés menée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et par son C.P.A.S. tel que rédigé par la Cellule Logement;

Article 2 :

De communiquer une copie du rapport sur la politique de lutte contre les logements inoccupés menée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et par son C.P.A.S, au Gouvernement de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 15, § 6 de l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Betreft : Huisvestingscel - Leegstand : Jaarrapport over de bestrijding van leegstand.**

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode ;

Overwegende dat de Huisvestingscel van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek onder andere belast is met de bestrijding van leegstand van gebouwen ;

Overwegende dat artikel 15, § 6, van de ordonnantie van 11 juli 2013, de jaarlijkse bekendmaking voor 1 juli oplegt van een verslag inzake het beleid met betrekking tot de bestrijding van leegstand, dat een becijferde evaluatie van de gevolgen van de aanwending van het openbaar beheerrecht, van het kortgeding en van de klacht van het College van Burgemeester en Schepenen bij de Gewestelijke cel voor de bestrijding van leegstand ;

Gezien artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.05.2014;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Het rapport zoals opgesteld door de Huisvestingscel, over het door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en zijn O.C.M.W. gevoerde beleid inzake de bestrijding van leegstand, kennis te nemen en goed te keuren ;

Artikel 2 :



Een kopie van het rapport over het door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en zijn O.C.M.W. gevoerde beleid inzake de bestrijding van leegstand over te maken aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, in overeenkomst met artikel 15, § 6, van de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0025# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**  
**Adaptation du Règlement locatif communal.**

LE CONSEIL,

Considérant sa délibération en date du 19.03.2009 décidant d'approuver un règlement d'attribution des logements communaux ;

Considérant l'ordonnance du 11.07.2013 modifiant l'ordonnance du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 17.07.2013 décidant e.a. :

Article 1 :

De mettre fin, moyennant un préavis de 6 mois, aux baux des locataires occupant des logements communaux comprenant une ou plusieurs chambres excédentaires après la période d'occupation de 9 ans, et au-delà de cette période, à la fin de chaque triennat suivant ;

Article 2 :

D'assortir le préavis, en fonction des disponibilités locatives, d'une proposition unique de mutation vers un logement communal adapté à la nouvelle composition de ménage des locataires, à la condition que ces derniers soient en ordre de paiement de loyer et que leur logement actuel soit occupé en bon père de famille ;

Article 3 :

De mettre fin, moyennant un préavis de 6 mois, aux baux des locataires de logements communaux dont les revenus dépassent les seuils d'admission après la période d'occupation de 9 ans, et au-delà de cette période, à la fin de chaque

triennat suivant ;

Considérant la pratique du règlement par le service des Propriétés communales et la Commission d'attribution des logements communaux pendant 5 ans ;

Considérant la nécessité d'adapter le règlement afin d'en optimiser l'application et de garantir la transparence et l'objectivité des attributions et mutations et le respect des diverses législations sous-tendant la création des logements communaux ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de s'assurer de l'occupation des logements communaux par un public répondant aux conditions d'accès aux logements communaux et par là aux conditions du présent règlement adapté ;

Considérant la volonté de garantir l'égalité entre les différents utilisateurs des logements communaux tant au niveau de l'attribution, de l'occupation des lieux, de la fixation du loyer que du respect des conditions de revenus ;

Considérant les conditions d'admission applicables pour les logements subventionnés (contrats de quartier, immeubles isolés, immeubles abandonnés, PGV) et la nécessité d'obtenir une uniformisation du règlement quel que soit le type de subside octroyé pour la réalisation de logements ;

Considérant que les candidats locataires pourront introduire pour s'inscrire en vue de l'obtention d'un logement communal une copie du formulaire d'inscription auprès des SISF ;

Considérant que la primauté de l'ordre chronologique d'inscription est maintenu afin de garantir l'équité entre les candidats locataires ;

Considérant qu'il ne sera plus fait d'exclusive pour les occupants de logements sociaux afin de garantir l'égalité de traitement entre les candidats locataires occupants des logements privés et publics ;

Considérant la nécessité d'une bonne utilisation de l'ensemble des logements qui doivent être globalement les plus adaptés possibles à l'ensemble des ménages qui y résident

Considérant qu'il y a lieu de favoriser les mutations internes afin de garantir l'occupation par nos locataires de logements adaptés et donc d'éviter les sous- ou sur-occupations survenant suite à la modification en cours de bail des compositions de ménage ;

Considérant qu'en cas de recours introduit contre une décision d'attribution, le recours ne sera plus suspensif de la décision d'attribution afin d'éviter l'inoccupation des logements ;

Considérant que si un locataire obtenait gain de cause suite à l'introduction d'un tel recours, il obtiendra un droit absolu à l'attribution du premier logement adapté devenu vacant ;

Considérant la nécessité de rendre le règlement le plus lisible possible en ne permettant plus de dérogation que pour les mutations internes à raison de 5% du nombre de logements attribués au cours de l'année civile précédente, ce qui correspond en moyenne à 1 dérogation par an ;

Considérant qu'afin de permettre aux locataires de se stabiliser, la durée du bail initial est de 9 ans ;

Considérant qu'à l'échéance des 9 ans, le bail sera reconduit par période de 3

ans sous réserve du respect par le locataire des conditions de revenus et de l'adaptation du logement à la composition de ménage ;

Considérant que l'émancipation financière des locataires est espérée et que, tout en respectant le cadre réglementaire prévu par les pouvoirs subsidiaires, un dépassement de 20% des seuils de revenus est autorisé, mais avec une majoration de 10% des loyers proposés par la nouvelle grille ;

Considérant que, pour permettre aux locataires en fin de bail ou ne répondant plus aux conditions d'accès au logement communal de trouver un nouveau logement (que ce soit un logement moyen locatif ou acquisitif, un logement privé), il convient de donner un préavis de plus de 6 mois dans la mesure du possible ;

Considérant que les locataires ayant reçu un préavis pourront, en cas de contestation, introduire tout document revoyant leur situation et prouvant que la Commune s'est appuyée sur des documents obsolètes pour envoyer le préavis et voir cette décision annulée ;

Considérant que les compétences de la Commission d'attribution des logements communaux se voient étendues et qu'elle devra désormais statuer sur la reconduction des baux des locataires en fonction du respect des conditions de revenus et de l'adéquation du logement occupé à la composition du ménage ;

Considérant que le présent règlement arrête une grille de loyers établie en fonction du type de logement proposé à la location (nombre de chambres, performance énergétique) afin d'uniformiser les loyers et d'assurer une égalité entre les logements de même catégorie ;

Considérant qu'une partie des logements entraîne des dépenses énergétiques plus élevées pour les locataires et qu'il convient dès lors d'adapter le loyer à cette situation en proposant un loyer différencié (20% plus élevé pour les logements peu énergivores) ;

Considérant que cette grille est inférieure à la grille de loyers des logements mis en location par les agences immobilières sociales et qu'elle répond donc aux exigences fixées en matière de loyer par l'ordonnance du 06/12/2012 modifiant l'ordonnance du 28/01/2010 organique de la rénovation urbaine des logements créés dans le cadre d'un contrat de quartier ;

Considérant que pour les locataires soumis au nouveau bail et dont le loyer, fixé en fonction de la grille, dépasse 1/3 des revenus, l'allocation loyer, telle que prévue par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.06.2012, sera applicable aux conditions fixées par l'Arrêté ;

Considérant la prise en compte des avis des trois associations agréées actives sur le logement sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le règlement locatif communal tel qu'adapté par le service des Propriétés communales et soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 112, 117 et 119 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement locatif communal tel qu'adapté par le service des Propriétés communales.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 27 votes positifs, 11 abstentions.

---

### **Aanpassing van het Gemeentelijk huurreglement.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 19.03.2009 waarin besloten is een reglement op het toekennen van de gemeentelijke woningen goed te keuren ;

Gelet op de ordonnantie van 11.07.2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17.07.2003 betreffende de Brusselse Huisvestingscode ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 17.07.2013, waarin o.a. besloten is :

Artikel 1 :

na de periode van gebruik van 9 jaar, en nadien, aan het einde van iedere volgende driejaarlijkse periode een einde te maken, mits een opzeggingstermijn van 6 maanden, aan de huurovereenkomsten van de huurders die gemeentelijke woningen gebruiken met een of meer niet-gebruikte kamers;

Artikel 2 :

bij de opzegging, naar gelang hetgeen er op huurgebied beschikbaar is, te voorzien in een enig voorstel voor mutatie naar een gemeentelijke woning die aangepast is aan de nieuwe gezinssamenstelling van de huurders, op voorwaarde dat deze laatsten alle verplichtingen hebben nagekomen wat betreft de betaling van de huur, en hun huidige woning gebruikt werd als een goede huisvader ;

Artikel 3 :

na de periode van gebruik van 9 jaar, en nadien, aan het einde van iedere volgende driejaarlijkse periode een einde te maken, mits een opzeggingstermijn van 6 maanden, aan de huurovereenkomsten van de huurders van gemeentelijke woningen van wie de inkomens hoger zijn dan de toegestane drempelinkomens;

Gelet op de toepassing van het reglement door de dienst Gemeentelijke eigendommen en de Toekenningscommissie voor de gemeentelijke woningen gedurende 5 jaar ;

Gelet op de noodzaak om het reglement aan te passen, teneinde de toepassing

ervan te optimaliseren en transparantie en objectiviteit te waarborgen van de toekenning, de mutaties en inachtneming van de diverse onderliggende wetgevingen bij de creatie van gemeentelijke woningen ;

Gelet op de intentie van het College van Burgemeester en Schepenen om gebruik van de gemeentelijke woningen te garanderen door een publiek dat beantwoordt aan de voorwaarden voor toegang tot de gemeentelijke woningen, en derhalve, aan de voorwaarden van het onderhavig aangepast reglement ;

Gezien de intentie om gelijkheid te waarborgen tussen de verschillende gebruikers van de gemeentelijke woningen, zowel inzake toekenning, gebruik van de plaatsen, vaststelling van de huur, als inzake naleving van de inkomensvoorwaarden ;

Gelet op de toe te passen voorwaarden van toekenning voor de gesubsidieerde woningen (wijkcontracten, alleenstaanden woningen, verlaten woningen, GSB) en de noodzaak om tot een uniformisering te komen van het reglement, ongeacht het type van toegekende subsidie voor het realiseren van de woningen ;

Overwegende dat de kandidaat-huurders voor een inschrijving met het oog op het bekomen van een gemeentelijke woning een kopie van het inschrijvingsformulier kunnen indienen bij de OVM ;

Overwegende dat de voorrang van de chronologische volgorde van inschrijving behouden blijft, om zodoende gelijkheid tussen de kandidaat-huurders te waarborgen ;

Overwegende dat er geen exclusieven meer zullen zijn voor de gebruikers van sociale woningen, teneinde gelijke behandeling te garanderen van de kandidaat-huurders die gebruik maken van privé- of openbare woningen ;

Gelet op de noodzaak van een goed gebruik van het geheel van de woningen, die globaal zo goed mogelijk moeten aangepast zijn aan de gezamenlijke gezinnen die erin wonen ;

Overwegende dat interne mutaties dienen te worden bevorderd, teneinde aan de huurders het gebruik te garanderen van aangepaste woningen, en dus onder- of overmatig gebruik te vermijden ingevolge wijziging van de gezinssamenstelling tijdens lopende huurovereenkomsten ;

Overwegende dat, in geval van beroep ingesteld tegen een besluit inzake toekenning, het beroep niet meer opschortend zal zijn voor het besluit inzake toekenning, om op die manier te vermijden dat woningen niet worden gebruikt ;

Overwegende dat, indien een huurder een zaak zou winnen ingevolge de instelling van een dergelijk beroep, hij zou beschikken over een absoluut recht op toekenning van de eerste aangepaste woning die vrijkomt ;

Gelet op de noodzaak om het reglement zo leesbaar mogelijk te maken, door enkel nog afwijkingen toe te staan voor interne mutaties, ten bedrage van 10% van het aantal woningen dat in de loop van het vorig burgerjaar toegekend is, hetgeen overeenkomt met een gemiddelde van 1 afwijking per jaar ;

Overwegende dat de duur van de oorspronkelijke huurovereenkomst 9 jaar bedraagt, om de huurders zodoende de mogelijkheid te bieden tot een bepaald evenwicht te komen ;

Overwegende dat na het verstrijken van de termijn van 9 jaar, de huur telkens zal worden verlengd met 3 jaar, onder voorbehoud van de naleving door de huurder van de inkomensvoorwaarden en de aanpassing van de woning aan de gezinssamenstelling ;

Overwegende dat wordt gerekend op financiële ontvoogding van de huurders, en dat een overschrijding met 20% van de inkomensdrempels toegestaan is - waarbij rekening wordt gehouden met het reglementair kader dat door de subsidiërende overheid vastgesteld is - maar met een verhoging met 10% van de huurprijzen die in het nieuw rooster worden voorgesteld ;

Overwegende dat, om de huurders van wie de huurovereenkomst afloopt, of die niet meer beantwoorden aan de voorwaarden voor toegang tot een gemeentelijke woning, de gelegenheid te bieden een nieuwe woning te vinden (een middelgrote huur- of koopwoning, of een privé-woning) dient in de mate van het mogelijke een vooropzeg van meer dan 6 maanden te worden gegeven ;

Overwegende dat de huurders die een vooropzeg hebben gekregen in geval van betwisting om het even welk document kunnen indienen waarin hun situatie wordt herzien, en wordt aangetoond dat de Gemeente uitgegaan is van verouderde documenten om de vooropzeg toe te sturen, en kunnen ondervinden dat deze beslissing wordt geannuleerd ;

Overwegende dat de bevoegdheden van de Toekenningscommissie voor de gemeentelijke woningen worden uitgebreid, en dat ze zich voortaan zal moeten uitspreken over de verlenging van de huurovereenkomsten van de huurders op basis van de naleving van de inkomensvoorwaarden en de overeenstemming van de gebruikte woning met de gezinssamenstelling ;

Overwegende dat in het onderhavig reglement een rooster met huurprijzen wordt vastgelegd, die wordt opgemaakt op basis van het woningtype dat voor de huur wordt voorgesteld (aantal kamers, energieprestatie) teneinde de huurprijzen te uniformiseren, en te zorgen voor gelijkheid tussen de woningen van een zelfde categorie ;

Overwegende dat een deel van de woningen leidt tot een hoger energieverbruik voor de huurders, en dat het dientengevolge aangewezen is de huur aan deze situatie aan te passen, door een gedifferentieerde huur voor te stellen (20% hoger voor weinig energieverslindende woningen).

Overwegende dat dit rooster ondergeschikt is aan het rooster met huurprijzen voor de woningen die door de sociale verhuurkantoren worden verhuurd, en dat het dus beantwoordt aan de eisen die inzake huur vastgesteld zijn door de ordonnantie van 06/12/2012 tot wijziging van de organieke ordonnantie van 28/01/2010 over de stedelijke renovatie van de woningen die opgericht zijn in het kader van een wijkcontract ;

Overwegende dat voor de huurders die onderworpen zijn aan de nieuwe huurovereenkomst, en van wie bij deze huurovereenkomst, die vastgesteld is op basis van het rooster, 1/3 van de inkomens wordt overschreden, de huurtoelage, zoals bepaald door het Besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 21.06.2012, van toepassing zal zijn op de voorwaarden die vastgesteld zijn door het Besluit ;

Gelet op het gemeentelijk huurreglement zoals aangepast door de dienst

Gemeentelijke eigendommen, dat voorgelegd is aan de dienst Juridische zaken ;  
Gelet op de artikelen 112, 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.05.2014 ;

**B E S L U I T :**

Enig artikel :

Kennis te nemen van het gemeentelijk huurreglement zoals aangepast door de dienst Gemeentelijke eigendommen.

De onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende overheid worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 27 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0026# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**  
**Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -  
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins -  
CC14.016.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1<sup>o</sup>a) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 30 avril 2014 – Travaux Publics – Parking brunfaut - Remise en peinture du parking – Projet – 50.000,00 EUR TVAC – Art. 4241/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 07 mai 2014 – Travaux Publics – Marché de travaux de placement et

d'entretien des illuminations existantes pour les fêtes de fin d'année 2014 –  
Projet - 80.000,00 EUR TVAC – Art. 4260/735/60 du budget extraordinaire  
de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

- 07 mai 2014 – Travaux Publics – Ecole communale n°9 - Rue Gulden Bodem  
4 - Marché de services relatif à la mission d'étude de la rénovation de l'éclairage  
et des installations électriques - Projet – 50.000,00 EUR TVAC – Art.

7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

- 14 mai 2014 – Travaux Publics – Fournitures de stores dans les bâtiments  
scolaires – Projet – 115.000,00 EUR TVAC – Art. 7220/724/60 du budget  
extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

- 04 décembre 2013 – Travaux Publics – Marché de services relatif au  
nettoyage d'une verrière difficile d'accès à la Maison Communale – Projet -  
9.500,00 EUR TVAC – Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de  
l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à  
l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative  
des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten -  
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en  
Schepenen - GR14.016.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd  
door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen  
waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens  
artikel 26§1, 1° a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de  
overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken,  
leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN



## HET COLLEGE :

- 30 april 2014 – Openbare Werken – Parking Brunfaut – Herschilderen van de parkeergarage – Project - 50.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 4241/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 07 mei 2014 – Openbare Werken – Opdracht voor de uitvoering van Werken voor plaatsing en onderhoud van de bestaande verlichting voor de eindejaarsfeesten 2014 – Project - 80.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 4260/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 07 mei 2014 – Openbare Werken – Gemeentelijke school nr. 9 – Gulden Bodemstraat 4 – Opdracht voor diensten betreffende de studieopdracht over de renovatie van de verlichting en de elektrische installaties – Project - 50.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 14 mei 2014 – Openbare Werken – Levering van zonneblinden in de schoolgebouwen – Project - 115.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 04 december 2013 – Openbare Werken – Opdracht voor diensten betreffende de reiniging van een moeilijk toegankelijk glasraam in het Gemeentehuis – Project - 9.500,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;

## EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

**Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics -  
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins -  
CC14.017**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu des art. 7 et 8 de l'A. R. du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 14 mai 2014 – Travaux Publics – Plan triennal 2007-2009 – Projet n° 05 – Rénovation complète de la voirie et des trottoirs lot 1 et lot 2 – Adaptation de la dépense – 20.156,05 EUR TVAC – Art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt;
- 21 mai 2014 – Travaux Publics – Plan triennal 2007-2009 – Projet n° 05 – Rénovation complète de la voirie et des trottoirs lot 1 et lot 2 – Adaptation de la dépense - 6.699,30 EUR TVAC – Art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 21 mai 2014 – Travaux Publics – Marché de services relatif à la Rénovation de la crèche Louise Lumen – rue J.B. Decock, 59 - Avenant n°1 au cahier spécial des charges - 26.075,50 EUR TVAC – Art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 - Overheidsopdrachten -**

## **Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR14.017**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

**WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :**

- 14 mei 2014 – Openbare Werken – Driejarenplan 2007-2009 – Ontwerp nr. 5 – Volledige heraanleg van de rijweg en de voetpaden perceel 1 en perceel 2 – Aanpassing van de uitgave – 20.156,05 EUR btw inbegrepen – Art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 21 mei 2014 – Openbare Werken – Driejarenplan 2007-2009 – Ontwerp nr. 5 – Volledige heraanleg van de rijweg en de voetpaden perceel 1 en perceel 2 – Aanpassing van de uitgave – 6.699,30 EUR btw inbegrepen – Art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 21 mei 2014 – Openbare Werken – Opdracht voor diensten betreffende de Renovatie van de kinderkribbe Louise Lumen – J.B. Decockstraat 59 – Bijvoegsel nr. 1 bij het bestek – 26.075,50 EUR btw inbegrepen – Art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;

**EN BESLUIT :**

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten

van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0028# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à l'aménagement d'un terrain communal pour  
l'installation de pavillons scolaires à la rue de la Flûte Enchantée- Projet -  
Retrait de la décision du Conseil communal du 23.04.2014 - CC14.019**

LE CONSEIL,

Revu sa décision en date du 23.04.2014 décidant e.a. :

Article 1

d'approuver le projet relatif à l'aménagement d'un terrain communal pour  
l'installation de pavillons scolaires à la rue de la Flûte Enchantée;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et des plans établis à cet  
effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

d'approuver la dépense globale estimée à 150.000,00 EUR TVAC ;

Article 4

d'engager à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et  
de la couvrir par le solde par fonds d'emprunt ;

Article 5

de recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée au niveau de l'article 5 de sa  
décision en date du 23.04.2014 ;

DECIDE :

Article unique:

De retirer sa décision en date en du 23.04.2014 relative au marché de travaux  
relatif à l'aménagement d'un terrain communal pour l'installation de pavillons  
scolaires à la rue de la Flûte Enchantée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Opdracht van werken betreffende de inrichting van een gemeentelijk terrein voor de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat - Intrekking van zijn beraadslaging dd. 23.04.2014 - GR14.019**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 23.04.2014 waarbij besloten werd:

Artikel 1

het ontwerp m.b.t. de inrichting van een gemeentelijk terrein voor de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 3

De global uitgave geraamd ad. 150.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 4

deze aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 5

gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Overwegende dat er een materiële fout geslopen is in art. 5 op zijn beraadslaging d.d. 23.04.2014

**B E S L U I T :**

Enig artikel :

Zijn beraadslaging in te trekken d.d. 23.04.2014 betreffende de opdracht van werken betreffende de inrichting van een gemeentelijk terrein voor de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0029# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la Flûte Enchantée - Projet - Retrait de la décision du Conseil communal du 23.04.2014 - CC14.018**

LE CONSEIL,

Revu sa décision en date du 23.04.2014 décidant e.a. :

Article 1

d'approuver le projet relatif au marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la Flûte Enchantée;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 450.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

d'engager à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés par l'Agentschap voor infrastructuur in het Onderwijs et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée au niveau de l'article 6 de sa décision en date du 23.04.2014 ;

DECIDE :

Article unique:

De retirer sa décision en date en du 23.04.2014 relative au marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la Flûte Enchantée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Opdracht van werken betreffende de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat - Ontwerp - Intrekking van zijn beraadslaging dd. 23.04.2014 - GR14.018**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 23.04.2014 waarbij besloten werd:

Artikel 1

het ontwerp m.b.t. de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken goed te keuren;

Article 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst openbare werken goed te keuren;

Artikel 4

De global uitgave geraamd ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend door het Agentschap voor infrastructuur in het onderwijs en het saldo met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Overwegende dat er een materiële fout geslopen is in art. 6 op zijn beraadslaging d.d. 23.04.2014

**B E S L U I T :**

Enig artikel:

zijn beraadslaging in te trekken d.d. 23.04.2014 de opdracht van werken betreffende de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0030# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken  
Marché de travaux relatif à l'aménagement d'un terrain communal pour  
l'installation de pavillons scolaires à la rue de la Flûte Enchantée – Projet –  
CE14.020**

LE CONSEIL,

Considérant que de nouveaux pavillons scolaires peuvent être installés sur le terrain communal situé rue de la Flûte Enchantée, appartenant à l'administration communale ;

Considérant que pour installer les pavillons scolaires il y a lieu d'aménager le terrain communal de fondations pour ces pavillons, d'aménager une cours de récréation et d'installer un réseau d'égouttage ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges, des métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 150.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une

Adjudication ouverte ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

## DE C I D E

Article 1 :

d'approuver le projet relatif à l'aménagement d'un terrain communal pour l'installation de pavillons scolaires à la rue de la Flûte Enchantée;

Article 2 :

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3 :

d'approuver la dépense globale estimée à 150.000,00 EUR TVAC ;

Article 4 :

d'engager à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par le solde par fonds d'emprunt ;

Article 5 :

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Opdracht van werken betreffende de inrichting van een gemeentelijk terrein voor de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat –  
Ontwerp - GR14.020**

DE RAAD,

Verwegende dat de nieuwe schoolpaviljoenen geïnstalleerd kunnen worden op het terrein die toebehoren aan het gemeentebestuur, Toverfluitstraat;



Overwegende dat om de schoolpaviljoenen te plaatsen het nodig is om het gemeenteterrein te voorzien van funderingen voor deze paviljoenen, om een speelplaats in te richten en om een afwateringsnetwerk te plaatsen;  
Neemt kennis van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken;  
Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden ad. 150.000,00 EUR BTW inbegrepen ;  
Overwegende dat het nodige krediet ingeschreven is op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;  
Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouw worden aan de privé-sector bij openbare aanbesteding;  
Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;  
Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

#### B E S L U I T :

Artikel 1 :

het ontwerp m.b.t. de inrichting van een gemeentelijk terrein voor de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat goed te keuren;

Artikel 2 :

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 3 :

De global uitgave geraamd ad. 150.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 4 :

deze aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 5 :

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0031# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la  
Flûte Enchantée- Projet – CE14.021**

LE CONSEIL,

Considérant de nouveaux pavillons vont être installés sur les terrains situés rue de la Flute Enchantée appartenant à l'Administration communale ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges, des métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet établi par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 450.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication publique ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

**D E C I D E:**

Article 1

d'approuver le projet relatif au marché de travaux relatif à l'installation des pavillons scolaires à rue de la Flûte Enchantée;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et des plans établis à cet effet par le service des Travaux Public ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 450.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

d'engager à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés par l'Agentschap voor infrastructuur in het Onderwijs et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

## **Opdracht van werken betreffende de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat - Ontwerp - GR14.021**

DE RAAD,

Overwegende dat de nieuwe paviljoenen geïnstalleerd kunnen worden op de terreinen die toebehoren aan het gemeentebestuur, Toverfluitstraat;  
Neemt kennis van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld de Dienst Openbare Werken;  
Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld de Dienst Openbare Werken;  
Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen ;  
Overwegende dat het nodige krediet ingeschreven is op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;  
Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privé-sector bij openbare aanbesteding;  
Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;  
Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

**B E S L U I T :**

Artikel 1

het ontwerp m.b.t. de installatie van schoolpaviljoenen in de Toverfluitstraat goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de Dienst Openbare Werken goed te keuren;

Article 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht, hiertoe opgesteld door de dienst openbare werken goed te keuren;

Artikel 4

De global uitgave geraamd ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend door het Agentschap voor infrastructuur in het onderwijs en het saldo met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de procedure van openbare aanbesteding.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0032# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Ecole 16 - Réaménagement des cours de récréation - Engagement de la  
dépense - CC14.006**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 23.10.2013 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver le projet relatif au réaménagement des cours de récréation de  
l'école 16 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet  
effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des  
Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 450.000,00 EUR TVAC (montant  
arrondi) ;

Article 5

d'engager à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et  
de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour  
procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2013 lors de l'approbation du projet par  
le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux  
lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus  
;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 450.000,00 EUR TVA  
comprise (montant arrondi), ont été prévus à l'art. 7220/724/60 du budget  
extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DE C I D E :

Article 1 :

De maintenir sa décision en date du 23.10.2013;

Article 2 :

D'engager la dépense d'un montant de 450.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

## **School 16 - Herinrichting van de speelplaatsen - Vastlegging van de uitgave - GR14.006**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 23.10.2013 waarbij o.a. werd besloten:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de herinrichting van de speelplaatsen van school 16 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 450.000,00 EUR BTW (afgerond bedrag) inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

Overwegende bijgevolg dat alle voorwaarden vervuld zijn om tot de toekenning van de opdracht over te gaan;

Overwegende dat de kredieten die in 2013 bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad voorbehouden werden, nooit vastgelegd werden bij gebrek aan de toekenning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan;

Overwegende dat de vereiste kredieten, namelijk 450.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag), voorzien werden in art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLUIT:**

Artikel 1 :

Zijn beslissing van 23.10.2013 te handhaven;

Artikel 2 :

De uitgave voor een bedrag van 450.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) in art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0033# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à l'agrandissement d'un bâtiment scolaire à  
l'angle des avenues Tamaris et Condor à Molenbeek-Saint-Jean -  
Engagement de la dépense - CC14.007**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 24.09.2013 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver le projet relatif à l'agrandissement d'un bâtiment scolaire à l'angle des avenues Tamaris et Condor à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 3.290.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Article 5

d'engager à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés dans le cadre du financement exceptionnel des projets d'extension de bâtiments scolaires du Ministère de la Communauté Française et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Vu le courrier de l'autorité de Tutelle subsidiaire approuvant le dossier en date du 07.01.2014 ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour

procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2013 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 3.290.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi), ont été prévus à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

**D E C I D E :**

Article 1 :

De maintenir sa décision en date du 24.09.2013;

Article 2 :

D'engager la dépense d'un montant de 3.290.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés dans le cadre du financement exceptionnel des projets d'extension de bâtiments scolaires du Ministère de la Communauté Française et le solde par fonds d'emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Werken opdracht betreffende de uitbreiding van de gemeenteschool Tamaris gelegen op de hoek van de Tamarisken- en Condorlaan te Sint-Jans-Molenbeek - Vastlegging van de uitgave - GR14.007**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 24.09.2013 waarbij o.a. werd besloten:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de uitbreiding van de gemeenteschool Tamaris gelegen op de hoek van de Tamarisken- en Condorlaan te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren ;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 3.290.000,00 EUR BTW (afgerond bedrag) inbegrepen goed te keuren ;

#### Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend door het bijzonder financiering van projecten van de uitbreiding de schoolgebouwen van de Ministerie van de Franse Gemeenschap en het saldo met leningsgelden;

#### Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

Gelet op de brief van de subsidiërende Toezichthoudende overheid, waarbij het dossier op 07.01.2014 goedgekeurd werd;

Overwegende bijgevolg dat alle voorwaarden vervuld zijn om tot de toekenning van de opdracht over te gaan;

Overwegende dat de kredieten die in 2013 bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad voorbehouden werden, nooit vastgelegd werden bij gebrek aan de toekenning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan;

Overwegende dat de vereiste kredieten, namelijk 3.290.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag), voorzien werden in art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

#### BESLUIT:

##### Artikel 1 :

Zijn beslissing van 24.09.2013 te handhaven;

##### Artikel 2 :

De uitgave voor een bedrag van 3.290.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) in art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend door het bijzonder financiering van projecten van de uitbreiding de schoolgebouwen van de Ministerie van de Franse Gemeenschap en het saldo met leningsgelden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/04.06.2014/A/0034# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Marché de travaux relatif à la rénovation du terrain du hockey n°02 au stade Pévenage - Engagement de la dépense - CC14.008**

LE CONSEIL,



Vu sa décision en date du 17.12.2013 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver le projet relatif à la rénovation du terrain du hockey n°02 au stade Pévenage;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et le plan établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 850.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

d'engager à l'art. 7640/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés dans le cadre du plan pluriannuel régional des infrastructures sportives communales 2011-2015 de la COCOF et par fonds d'emprunt ;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2013 lors de l'approbation du projet par le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 850.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi), ont été prévus à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

**D E C I D E :**

Article 1 :

De maintenir sa décision en date du 17.12.2013;

Article 2 :

D'engager la dépense d'un montant de 850.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par d'éventuels subsides octroyés dans le cadre du plan pluriannuel régional des infrastructures sportives communales 2011-2015 de la COCOF et par fonds d'emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

## **Werken opdracht betreffende de herinrichting van de terrein van hockey 2 in Pevenage Stadion - Vastlegging van de uitgave - GR14.008**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 17.12.2013 waarbij o.a. werd besloten:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de herinrichting van de terrein van hockey 2 in Pevenage Stadion, goed te keuren ;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en het plan hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 850.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7640/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 en ze te dekken deels met de subsidies toegekend door « Commission communautaire française (COCOF) » in het kader van het meerjaren investeringsplan in de sportinfrastructuren en het saldo met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

Overwegende bijgevolg dat alle voorwaarden vervuld zijn om tot de toekenning van de opdracht over te gaan;

Overwegende dat de kredieten die in 2013 bij de goedkeuring van het ontwerp door de Gemeenteraad voorbehouden werden, nooit vastgelegd werden bij gebrek aan de toekenning van de werken tijdens hetzelfde begrotingsjaar en dat deze bijgevolg niet meer bestaan;

Overwegende dat de vereiste kredieten, namelijk 850.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag), voorzien werden in art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Zijn beslissing van 17.12.2013 te handhaven;

Artikel 2 :

De uitgave voor een bedrag van 850.000,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) in art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken deels met de subsidies toegekend door « Commission

communautaire française (COCOF) » in het kader van het meerjaren investeringsplan in de sportinfrastructuren en het saldo met leningsgelden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0035# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics -  
Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236, alinéa 2 stipulant que "si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10%, le collège communique sa décision au conseil communal pour information lors de sa prochaine séance";

Est informé des décisions du Collège suivantes :

**Séance du 23/04/2014 : Projets Subsidiés: FEDER – PGV – contrat de quartier « cinéma-Bellevue » Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles – avenant 2 à la mission d'auteur de projet**

Marché public de services par procédure négociée sans publicité – Estimation de la dépense de **6.742,50 euros** HTVA relatif au projet d'extension de la mission d'architecture pour la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel – Site des Brasseries Bellevue, angle de 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles dans le cadre de la coordination de la mission de scénographie - Article budgétaire 9304/731-60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 - dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du Programme Feder 2013, de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 23/04/2014: Projets Subsidiés: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation des décomptes ns ° 038-A,**

### 039-A et 040-A

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de **88.868,82 euros** HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - article budgétaire 9302/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2012 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

### Séance du 07/05/2014 : Projets Subsidiés: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 033-A

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de **2.188,90 euros** HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - article budgétaire 9302/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2012 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

### Séance du 07/05/2014 : Projets Subsidiés: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte – Passerelles modifiées

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense d'un montant de **152.649,16 €** pour le travail supplémentaire découlant des ajustements aux passerelles – en outre compensation pour la coordination des travaux jusqu'à 50 jours ouvrables pour un montant maximum de **416,00 € / jour**, après la confirmation de l'impact des travaux supplémentaires sur la planification générale des travaux, soit un montant de maximum **20.800,00 €** - en outre compensation pour l'installation des œuvres jusqu'à 50 jours, pour un montant maximum de **184,00 € / jour**, après la confirmation de l'impact des travaux supplémentaires sur la planification générale des travaux, soit un montant de maximum **9.200,00€** relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - article budgétaire 9302/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2012 – dépenses couvertes par les subsides octroyés dans le cadre du Programme FEDER 2013, de la Politique des grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 236 alinea 2 waarin bepaald wordt dat "indien de wijziging een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengt, het College zijn beslissing ter kennisgeving meedeelt aan de Gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering";

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

**Zitting van 23/04/2014 : Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek –Aanhangsel 2 van de opdracht van projectleider.**

Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van **6.742,50 euro** btw excl met betrekking tot de voorgestelde uitbreiding van de studieopdracht voor de gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site - Site Bellevue brouwerijen – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Brussel in het kader van de coördinatieopdracht voor de signaletiek en de scenografie – Begrotingsartikel 9304/731-60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van het EFRO-programma en van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 23/04/2014 : Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – goedkeuring afrekeningen n° 038-A, 039-A & 040-A**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder

bekendmaking – Raming van de uitgave van **88.868,82 euro** btw excl  
betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site -  
Begrotingsartikel 9302/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2012 -  
uitgave gedekt door de in het kader van het EFRO-programma en van het  
Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 07/05/2014 : Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema  
Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke  
herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij  
Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-  
Jans-Molenbeek – goedkeuring afrekening n° 033-A**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder  
bekendmaking – Raming van de uitgave van **2.188,90 euro** btw excl  
betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site -  
Begrotingsartikel 9302/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2012 -  
uitgave gedekt door de in het kader van het EFRO-programma en van het  
Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 07/05/2014 : Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema  
Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke  
herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij  
Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-  
Jans-Molenbeek – goedkeuring afrekening "Gewijzigde paserelles"**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder  
bekendmaking – Raming van de uitgave van **152.649,16 €** voor de bijkomende  
werken die het gevolg zijn van de aanpassingen aan de loopbruggen -  
bijkomend een schadeloosstelling voor de coördinatie van de werken voor  
maximaal 50 werkdagen voor het aangekondigde bedrag van maximaal **416,00  
€ /werkdag**, na bevestiging van de weerslag van de bijkomende werken op de  
algemene planning van de werken, oftewel voor een bedrag van maximaal  
**20.800,00 €** - bijkomend een schadeloosstelling voor de installatie van de  
werken voor maximaal 50 werkdagen, voor het aangekondigde bedrag van  
maximaal **184,00 € /werkdag**, na bevestiging van de weerslag van de  
bijkomende werken op de algemene planning van de werken, oftewel voor een  
bedrag van maximaal **9.200,00 €** voor de bijkomende werken betreffende de  
gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikel  
9302/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2012 - uitgave gedekt  
door de in het kader van het EFRO-programma en van het Grootstedenbeleid  
toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0036# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Durable Autour de Léopold II – Convention Tripartie  
Op. 2.10 Young Coach/JES asbl, Op. 3.4 Impuls/ JES asbl Op. 4.4 Pôle  
Jeunesse/LES asbl et Op. 6.5 Formation animateurs en discipline  
artistique/Ecole de cirque de Bruxelles.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance organique du 28 janvier 2010 de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2012 (séance du 13 décembre 2012) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme quadriennal du Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve la modification de programme du Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II;

Considérant que ledit programme prévoit :

- l'opération 2.10 Young Coach portée par JES asbl,
- l'opération 3.4 Impuls portée par JES asbl,
- l'opération 4.4 Pôle Jeunesse portée par LES asbl et
- l'opération 6.5 Formation animateurs en discipline artistique portée par l'Ecole de Cirque de Bruxelles;

Prend connaissance des conventions tripartites entre la Région de Bruxelles-Capitale et les associations JES asbl, la LES asbl et l'Ecole de Cirque de Bruxelles et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et de les faire sienne;

Considérant que la Région verse des subsides aux opérateurs;

Considérant que la Région et la Commune doivent effectuer le contrôle quant à l'utilisation de la subvention et la réalisation effective du programme par les opérateurs;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver les conventions tripartites entre la Région de Bruxelles-Capitale et les associations JES asbl, LES asbl et l'Ecole de Cirque de Bruxelles.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de Tutelle, aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Rond Leopold II – Ingrepen 2.10 Young Coach/JES asbl, 3.4 Impuls/JES asbl, 4.4 Jeugdkern/LES asbl en 6.5 Vorming van animatoren in artistieke disciplines/Ecole de cirque de Bruxelles.**

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010

houdende organisatie van de stadsherwaardering en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de

Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stadsherwaardering) van

27 mei 2010;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 (zitting van 13 december 2012) waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarenprogramma van Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II goedkeurt;

Gezien de kennisgeving van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 april 2014 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de wijziging van het programma van het Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II goedkeurt;

Overwegende dat dit programma voorziet in :

- Ingrep 2.10 Young Coach / JES asbl,
- Ingrep 3.4 Impuls / JES asbl,
- Ingrep 4.4 Jeugdkern/ LES asbl et
- Ingrep 6.5 Vorming van animatoren in artistieke discipline/ Ecole de Cirque de Bruxelles;

Neemt kennis van de tripartite-overeenkomsten tussen de Regering van het



Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de verenigingen JES, LES en Ecole de Cirque de Bruxelles en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en maakt ze zicht eigen;

Overwegende dat het Gewest subsidies stort voor de initiatiefnemers;

Overwegende dat het Gewest en de Gemeente de controle moeten uitvoeren betreffende het gebruik van de subsidie en de effectieve verwezenlijking van het programma door de initiatiefnemers;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

Om de tripartite-overeenkomsten tussen het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en de verenigingen JES, LES en Ecole de Cirque de Bruxelles goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid, en de subsidiërende overheden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0037# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » (CQ & Beliris) -  
Marché de services - Mission complète d'auteur de projet – Opération 2.3,  
2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis  
Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, réalisation et mise en œuvre du plan  
lumière sur l'axe Ribaucourt et étude de faisabilité pour l'amélioration des  
traversées des axes régionaux à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Avis de  
marché et mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu la délibération du conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean en date du 25 octobre 2012 relative au programme de revitalisation urbaine « Autour de Léopold II » ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2012 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé définitivement le dossier de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 21 décembre 2012 notifiant à la commune son approbation du programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Considérant que la commune a décidé de faire réaliser des travaux d'aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, de faire réaliser et de mettre en œuvre un plan lumière sur l'axe Ribaucourt et de faire une étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux dans le cadre du Contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un architecte-auteur de projet pour les missions reprises ci-dessus ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de services afférent à une mission d'étude architecturale, urbanistique et paysagère y compris la mission de géomètre, d'ingénieur en stabilité et d'ingénieur en techniques spéciales, et la mission de conseiller énergie ;

Considérant que le présent marché est fractionné en 2 tranches:

Tranche 1 ferme :

- Aménagement de la rue de Ribaucourt :

-aménagement de façade à façade du tronçon rue du Jardinier – rue Adolphe Lavallée (opération 2.3/RI.2a) ;

-aménagement de façade à façade du tronçon boulevard Léopold II – rue de l'Intendant (opération 2.4/RI.2b);

-aménagement ponctuel du tronçon rue de l'Intendant – rue Picard (opération 2.5/RI.2c) ;

- Réalisation et mise en œuvre du plan lumière de l'axe Ribaucourt (opération 2.7/RI.2e) ;

- Réalisation d'une étude de faisabilité qui devra définir les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les traversées des axes régionaux (boulevard Léopold II et rue Picard) (op.2.6/RI.2d) ;

Tranche 2 conditionnelle :

- Aménagement de la rue de Ribaucourt :

- aménagement ponctuel du tronçon parvis Saint-Jean-Baptiste – rue du Jardinier ;

- aménagement ponctuel du tronçon rue Adolphe Lavallée – boulevard Léopold II ;

Considérant que l'exécution de la tranche conditionnelle du marché est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, à savoir l'approbation du conseil communal et de la tutelle générale (APL) sur la première modification du budget communal 2014, dûment notifiée à l'adjudicataire dans les conditions fixées par le présent marché dans les 45 jours suivant la décision de la tutelle

générale sur la première modification du budget communal 2014 ;  
Considérant que le montant estimé des honoraires pour la tranche 1 ferme est de 107.536,11 € hors TVA, soit 130.118,70€ TVA comprise ;  
Considérant que le montant estimé des honoraires pour la tranche 2 conditionnelle est de 8.050,00 € hors TVA, soit de 9.740,50 € TVA comprise ;  
Considérant que le marché est soumis à la publicité belge ;  
Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours;  
Considérant que le contrat de quartier durable finance partiellement la tranche 1 ferme, que Beliris finance partiellement la tranche 1 ferme, que la tranche 2 conditionnelle est à charge complète de la commune sur fonds d'emprunt ;  
Vu l'arrêté ministériel du 5 mai 2014 annulant la délibération du 26 mars 2014 par laquelle le conseil communal a approuvé le mode de passation, l'estimation et les termes de l'avis de marché public de service relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de l'aménagement de la rue Ribaucourt à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier durable autour de Léopold II ;  
Considérant que les remarques formulées dans l'arrêté ministériel du 5 mai 2014 ont été prises en considération ;  
Considérant que les dispositions de l'article 26 §2, 3° de la loi du 15 juin 2006 autorisent les pouvoirs adjudicateurs à recourir à la procédure négociée avec publicité lorsque « la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre la passation du marché par procédure ouverte ou restreinte » ;  
Considérant en effet que, compte tenu du résultat à atteindre, à savoir l'aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, la réalisation et la mise en œuvre du plan lumière sur l'axe Ribaucourt et l'étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux, la division des projets subsidiés est dans l'incapacité d'établir des clauses contractuelles techniques avec une précision suffisante pour permettre l'attribution selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres ;  
Considérant en outre que la mission de service comprend une grande partie de prestations intellectuelles qui ne sont pas mesurables ;  
Considérant que le montant estimé du marché est inférieur aux seuils européens, soit 115.586,11 € hors TVA ;  
Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 26, §2, 3° de la loi du 15 juin 2006;  
Considérant que le présent marché vise à désigner un prestataire de services à qui sera confié l'élaboration du projet;  
Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ;  
Considérant que les critères de sélection qualitative ont été choisis pour s'assurer de la capacité technique des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de se voir inviter à déposer une offre ;  
Considérant que le nombre envisagé de candidats invités à soumissionner sur base de leur dossier de candidature est de minimum 3 et maximum 5 ;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 1.600,00 € hors tva (1.936,00 € tva comprise) sera attribuée aux candidats invités mais non retenus ayant remis une offre complète ;

Prend connaissance de l'avis de marché relatif au marché de service rédigé par la division des Projets subsidiés;

Vu la décision du College des Bourgmestre et Echevins en date du 21 mai 2014;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission d'architecte - auteur de projet pour l'opération 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, réalisation et mise en œuvre du plan lumière sur l'axe Ribaucourt et étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux ;

Article 2 :

D'approuver la dépense pour les honoraires de la tranche 1 et 2 estimés à 115.586,11 € hors TVA, soit 139.859,20 € TVA comprise ainsi que la dépense pour les candidats invités à introduire une offre mais non retenus, soit 7.744,00 € TVA comprise (1.936,00 € TVA comprise/candidat);

Article 3 :

De recourir à la procédure négociée avec publicité belge.

La présente délibération sera transmise in extenso à la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » (WC en Beliris) - Opdracht voor diensten – Volledige opdracht van projectontwerper – Ingrep 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Aanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan op de as Ribaucourt en haalbaarheidsstudie om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Aankondiging van de opdracht en gunningswijze.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de organieke ordonnantie voor de stadsherwaardering van 28 januari 2010 en het uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek van 25 oktober 2012 betreffende het programma voor de stedelijke herwaardering « Rond Leopold II » ;

Gezien het besluit van 13 december 2012 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » definitief heeft goedgekeurd ;

Gezien het schrijven van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 waarmee aan de gemeente de goedkeuring werd betekend van het basisprogramma voor het duurzaam wijkcontract, genaamd « Rond Leopold II » ;

Overwegende dat de gemeente het besluit nam werken uit te laten voeren in het kader van de aanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, een verlichtingsplan op te laten stellen en uit te laten voeren voor de as Ribaucourt en een haalbaarheidsstudie te bestellen om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren in het kader van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » te Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat er een architect-projectontwerper moet worden aangewezen voor de hierboven vermelde opdrachten ;

Overwegende dat het gaat om een opdracht voor diensten die betrekking heeft op een architectuur-, stedenbouwkundige en landschapsstudie, met inbegrip van de opdracht van landmeter, ingenieur stabiliteit en ingenieur speciale technieken en van de opdracht van energieadviseur ;

Overwegende dat de onderhavige opdracht wordt verdeeld in 2 gedeelten :

Gedeelte nr.1 (vast)

- Aanleg van de Ribaucourtstraat :

- aanleg van gevel tot gevel van het straatgedeelte Hovenierstraat – Adolphe Lavalléestraat (op. 2.3/RI.2a);

- aanleg van gevel tot gevel van het straatgedeelte Leopold II-laan – Opzichtersstraat (op. 2.4/RI.2b);

- punctuele inrichting van het straatgedeelte Opzichtersstraat – Picardstraat (op.2.5/RI.2c) ;

- Realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan van de as Ribaucourt (op.2.7/RI.2e) ;

- Realisatie van een haalbaarheidsstudie die de te bereiken doelstellingen en de nodige middelen om het doorkruisen van de gewestelijke assen te verbeteren moet definiëren (Leopold II laan en Picardstraat) (op.2.6/RI.2d) ;

Gedeelte nr.2 (voorwaardelijk)

- Aanleg van de Ribaucourtstraat:

- punctuele inrichting van het stuk Sint-Jan-Baptistvoorplein – Hovenierstraat

- punctuele inrichting van het stuk Adolphe Lavalléestraat – Leopold II-laan

Overwegende dat de uitvoering van het voorwaardelijk gedeelte onderworpen

is aan een beslissing van de aanbestedende overheid, namelijk de goedkeuring van de Gemeenteraad en de algemene voogdijoverheid (BPB) van de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2014, betekend aan de aannemer volgens de voorwaarden vastgelegd door de huidige opdracht binnen 45 dagen na de beslissing van de algemene voogdijoverheid betreffende de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2014 ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de honoraria voor het vast gedeelte nr.1 107.536,11 ,00 EUR btw excl. bedraagt, hetzij 130.118,70 EUR btw incl. ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de honoraria voor het voorwaardelijk gedeelte nr 2 8.050,00, EUR btw excl. bedraagt, hetzij 9.740,50 EUR btw incl. ;

Overwegende dat de overheidsopdracht is onderworpen aan de Belgische bekendmaking ;

Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria voorzien zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar;

Overwegende dat het duurzaam wijkcontract gedeeltelijk het vast gedeelte nr.1 financiert, dat Beliris gedeeltelijk het vast gedeelte nr. 1 financiert, dat het voorwaardelijk gedeelte nr. 2 helemaal voor eigen rekening van de gemeente is via leningsgelden ;

Gezien het ministerieel besluit van 5 mei 2014 dat de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 maart 2014 annuleert, waarin de gunningswijze, de raming en de bepalingen van de opdrachtaankondiging voor een dienstenopdracht werden goedgekeurd betreffende de volledige opdracht van projectontwerper met het oog op de aanleg van de Ribaucourtstraat in Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het duurzame wijkcontract Rond Leopold II;

Overwegende dat de opmerkingen uit het ministerieel besluit van 5 mei 2014 in overweging werden genomen;

Overwegende dat de bepalingen van artikel 26, §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 de aanbestedende overheden machtigen om over te gaan tot de onderhandelingsprocedure met bekendmaking wanneer « de te leveren prestatie zodanig van aard is dat de preciseringen van de opdracht niet met voldoende nauwkeurigheid kunnen worden vastgelegd om de plaatsing mogelijk te maken via een open of beperkte procedure ;

Overwegende inderdaad dat, rekening houdend met het te bereiken resultaat, namelijk de aanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, de realisatie en uitvoering van een verlichtingsplan op de as Ribaucourt en de haalbaarheidsstudie om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren, de afdeling gesubsidieerde projecten geen technische contractuele clausules met voldoende precisie kan vastleggen om de gunning mogelijk te maken volgens de procedure van een aanbesteding of offerteaanvraag ;

Overwegende dat de dienstenopdracht bovendien een groot gedeelte intellectuele prestaties bevat die niet kunnen worden gemeten ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht onder de Europese drempel ligt met name 115.586,11 € btw excl.;

Overwegende dat de opdracht bijgevolg kan worden gegund bij

onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, §2, 3° van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat deze opdracht gericht is op de aanduiding van een dienstverlener waaraan de uitwerking van het project zal worden toevertrouwd;

Overwegende dat deze opdracht zal worden bekendgemaakt in het Bulletin der aanbestedingen ;

Overwegende dat de kwalitatieve selectiecriteria gekozen werden om zich te verzekeren van de technische bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen en tegelijk aan een zo groot mogelijk aantal kandidaten toe te laten om zich te laten uitnodigen om een offerte in te dienen :

Overwegende dat het beoogde aantal uitgenodigde kandidaten om in te schrijven op basis van hun kandidatuur dossier minimum 3 en maximum 5 bedraagt ;

Overwegende dat een forfaitair bedrag van 1.600,00 Euro btw niet inbegrepen (1.936,00 EUR btw incl.) zal worden toegekend aan de kandidaten die werden uitgenodigd om een offerte in te dienen, die een volledige offerte hebben ingediend, maar die niet weerhouden zijn;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 21 mei 2014;

## BESLUIT:

### Artikel 1 :

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor de aanduiding van een architect – projectontwerper voor ingreep 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 : Aanleg van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan op de as Ribaucourt en haalbaarheidsstudie om het oversteken van gewestelijke assen te verbeteren;

### Artikel 2 :

De uitgave voor de honoraria voor de gedeelten 1 en 2, die geraamd zijn op 115.586,11 EUR btw excl., hetzij 139.859,20 EUR btw incl., alsook de uitgave voor de kandidaten die werden uitgenodigd om een offerte in te dienen maar niet weerhouden zijn, hetzij 7.744,00 EUR btw incl. (1.936,00 EUR btw incl /kandidaat), goed te keuren;

### Artikel 3 :

Over te gaan tot de onderhandelingsprocedure met Belgische bekendmaking.

Deze beraadslaging zal in extenso worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0038# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Cinéma Belle-Vue - Projet BELIRIS – Opération 4.4  
Place communale et rues du Prado et Comte de Flandre – Modification  
engagement de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêts d'application ;

Vu que l'Accord de Coopération du 15.09.1993 et ses Avenants, dénommés BELIRIS, conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoient plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 05 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu la modification de programme approuvée par décision ministérielle du 23 décembre 2011 dans laquelle sont reprises comme prioritaires les opérations suivantes avec un cofinancement de l'Accord de Coopération dénommé Beliris à hauteur de 2.750.000 EUR :

- « opération 1.1 - construction de logements à l'angle de la chaussée de Gand et de la rue Comte de Flandre »
- et « opération 4.4 - le réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre »

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 5 juillet 2012 décidant entre autres :

- de prendre connaissance du projet de protocole et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek – Saint – Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue » ;
- d'approuver la dépense à charge de la commune estimée à 453.517 EUR TVAC ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 22 novembre 2012 décidant entre autres :

- de prendre connaissance du dossier d'adjudication pour le marché de travaux



4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rue du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue fourni pour information par Beliris dans le cadre de l'organisation du marché conjoint tel qu'approuvé par décision du Conseil communal du 5 juillet 2012 ;

- d'approuver la nouvelle estimation des travaux de réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de » 1.993.468,39 euros TVAC ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 21 mars 2013 décidant entre autres :

- d'engager un montant de 544.000,00 EUR à l'art. 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle), et de le couvrir par les subsides octroyés dans le cadre des subventions Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

- d'engager un montant de 325.000,00 EUR à l'art. 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation par les autorités de tutelle) et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue et le solde par fond d'emprunt ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21 août 2013 décidant entre autres :

- de prendre acte de la décision d'attribution du marché de travaux – Projet BELIRIS / Contrat de Quartier Cinéma Belle-Vue - Opérations 4.4 et 4.8 (partiel) / Politique des Grandes Villes - projet 1 (Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek – Saint – Jean) effectuée par l'Etat fédéral via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » à la BVBA Verbruggen, Doornstraat 54, 9140 Temse, pour un montant de 1.551.244,39 € tva comprise ;

- d'approuver la dépense de 228.179,79 € correspondant à la dépense non prise en charge par l'Etat fédéral via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » ;

- d'engager la somme de 300.000,00 € sur le crédit inscrit à l'article 9301/731/60 et 235.000,00 € à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier cinéma Belle-Vue et dans le cadre de la Politique des Grandes Villes et le solde par fond d'emprunts ;

- de procéder aux paiements des factures non prises en charge par l'Etat fédéral via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » selon les termes de l'article 6.4 du protocole approuvé par le Conseil communal du 05 juillet 2012 ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 26 février 2014 décidant entre autres :

- de prendre connaissance du projet d'avenant n°1 et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma

Belle-Vue » ;

Vu le courrier de Beliris du 15 avril 2014 par lequel ils informent l'administration communale de leurs prévisions budgétaires en vue de la fin du chantier ;

Considérant que le protocole d'accord approuvé par le Conseil Communal en date du 5 juillet 2012 précise quand l'intervention financière de la Commune est requise ;

Considérant que, en fonction de l'évolution des quantités présumées et des travaux supplémentaires réalisés à la date du 15 avril 2014 l'intervention de la Commune est à cette date estimée à 442.371,35 euros TVAC ;

Considérant que les travaux imprévus lors de l'adjudication du marché de travaux émanent d'une part de circonstances imprévues (terrassements complémentaires en raison de la découverte de remblais, présence de massifs enterrés, sécurisations exceptionnelles de la zone liées à des circonstances exceptionnelles...etc.) et d'autre part de demandes complémentaire de la Commune (arbres supplémentaires, corsets d'arbres, intégration de l'œuvre artistique, installation de grilles métalliques des soupiraux...etc.) ;

Considérant que d'autres décomptes ont été depuis soumis par l'entrepreneur à la direction de chantier et que d'autres suppléments sont dès lors à prévoir d'ici la fin du chantier programmée au mois de juin et qu'il est difficile de les chiffres aujourd'hui avec précision ;

Considérant que les montants engagés par la Commune s'élèvent à 535.000,00 euros ;

Considérant que les montants engagés pourraient dès lors ne pas suffire à couvrir la dépense jusqu'à l'achèvement complet du chantier ;

Considérant qu'il y a par conséquent lieu d'engager un montant supplémentaire de 100.000,00 euros afin de disposer d'une réserve financière permettant de couvrir, le cas échéant, les frais de finalisation des travaux à la Place Communale ;

Considérant que les crédits nécessaires à cette augmentation sont disponibles à l'art. 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue et le solde par fond d'emprunt ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

Article unique :

D'engager un montant complémentaire de 100.000,00 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue et le solde par fond d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise pour approbation à l'autorité de tutelle ainsi qu'aux pouvoirs subsidiaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
37 votants : 37 votes positifs.

---

**Gesubsidieerde projecten – Wijkcontract Cinema Belle-Vue -  
BELIRISproject – - Ingrep 4.4 Gemeenteplaats, Prado- en Graaf van  
Vlaanderenstraat – Aanpassing inschrijving van de uitgave.**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en haar uitvoeringsbesluiten;

Gezien het samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn Aanhangsels, BELIRIS genoemd, dat werd afgesloten tussen de Federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en dat verscheidene initiatieven voorziet die bestemd zijn om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 05 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;

Gezien de programmawijziging die via de ministeriële beslissing van 23 december 2011 is goedgekeurd en waarin de volgende ingrepen werden opgenomen als prioritair met een cofinanciering van het Beliris-samenwerkingsakkoord ten bedrage van 2.750.000 EUR :

- « ingrep 1.1 – bouw van woningen op de hoek van de steenweg op Gent en de Graaf van Vlaanderenstraat »
- en « ingrep 4.4 – herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat »

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 5 juli 2012 waarin onder andere werd besloten:

- kennis te nemen van het protocolontwerp en de bepalingen ervan goed te keuren zoals voorgesteld door de Federale staat, project onder de rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue »;
- de uitgave ten laste van de gemeente die geraamd is op 453.517 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 november 2012 waarin onder andere werd besloten:

- Kennis te nemen van het aanbestedingsdossier voor de opdracht van werken 4.1.40.1 “Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue” geleverd ter informatie door BELIRIS in het kader van een samengevoegde opdracht zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in haar zitting van 5 juli 2012;
- De nieuwe raming goed te keuren voor de herinrichtingswerken aan de Gemeenteplaats en aan de Prado- en de Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van 1.993.468,39 euro BTW inbegrepen; Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 maart 2013 waarin onder andere werd besloten:
  - Een bedrag van 544.000 EUR in te schrijven op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van de goedkeuring van het budget door de Toezichthoudende overheid) en het te dekken door de in het kader van de toelagen van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;
  - Een bedrag van 325.000,00 EUR aan te rekenen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van de goedkeuring van het budget door de Toezichthoudende overheid) en het te dekken door de in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;
 Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 augustus 2013 waarin onder andere werd besloten:
  - Akte te nemen van de beslissing van toekenning van de opdracht van werken – Project BELIRIS / Wijkcontract Cinema Belle-Vue – Ingrenen 4.4 en 4.8 (gedeeltelijk) / Grootstedenbeleid – project 1 (Herinrichting van het Gemeenteplein en van de Prado- en de Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek), genomen door de Federale Overheid, meer bepaald door haar administratie ‘Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Verkeer’, aan de BVBA Verbruggen, Doornstraat 54, 9140 Temse, voor een bedrag van 1.551.244,39 euro btw incl.;
  - De uitgave van 228.179,79 euro goed te keuren, gelijk aan de uitgave die niet door de Federale Overheid, meer bepaald door haar dienst ‘Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Verkeer’, zal worden gedekt;
  - Een bedrag van 300.000,00 euro aan te rekenen op de kredieten ingeschreven op artikel 9301/731/60 en 235.000,00 euro op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en de uitgave te dekken door toegekende subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue en het saldo door leningsgelden;
  - Over te gaan tot de betaling van de facturen die niet worden betaald door de Federale Overheid, meer bepaald door haar dienst ‘Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Verkeer’ overeenkomstig aan de bepalingen van artikel 6.4 van het Protocol dat werd goedgekeurd door de Gemeenteraad van 5 juli 2012; Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 februari 2014 waarin onder andere werd besloten:
- Kennis te nemen van de voorgestelde bijakte n<sup>o</sup>1 en de bepalingen ervan goed

te keuren zoals voorgesteld door de Federale staat betreffende het project onder rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue »;

Gezien de brief van Beliris van 15 april 2014 waarmee de gemeenteadministratie werd geïnformeerd betreffende de budgettaire vooruitzichten met oog op het einde van de werken;

Overwegende dat het protocolakkoord dat werd goedgekeurd door de Gemeenteraad op 5 juli 2012 aangeeft in welke gevallen de financiële deelname van de gemeente wordt vereist;

Overwegende dat, in functie van de evolutie van de vooropgestelde hoeveelheden en van de uitgevoerde bijkomende werken, op 15 april 2014 de financiële deelname van de gemeente werd geraamd op 442.371,35 euro BTW incl.;

Overwegende dat de bij de aanbesteding nog niet voorziene werken voortkomen enerzijds uit onvoorziene omstandigheden (bijkomende grondwerken ten gevolge van de ontdekking van grondaanvullingen, de aanwezigheid van begraven massieven, onvoorziene beveiliging van de zone ingevolge buitengewone omstandigheden... enz.) en anderzijds uit bijkomende vragen van de Gemeente (bijkomende bomen, boombeschermers, de integratie van het kunstwerk, de installatie van metalen roosters van kelderramen...enz.);

Overwegende dat er sindsdien nieuwe afrekeningen werden ingediend door de aannemer bij de werfverantwoordelijken en dat er nog afrekeningen worden verwacht voor het in juni voorziene einde van de werf en dat het vandaag moeilijk is hieromtrent een precieze kostprijsberekening te maken;

Overwegende dat de ingeschreven bedragen door Gemeente 535.000,00 euro bedragen;

Overwegende dat de ingeschreven bedragen mogelijk onvoldoende zullen zijn om alle uitgaven te dekken tot en met het beëindigen van de werf;

Overwegende dat het bijgevolg nodig is een bijkomend bedrag in te schrijven van 100.000,00 euro om zodoende te beschikken over een financiële reserve waarmee, indien nodig, de kosten kunnen worden gedekt om de werken aan de Gemeenteplaats te beëindigen;

Overwegende dat de nodige kredieten om deze verhoging te dekken beschikbaar zijn op art. 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en deze uitgave te dekken door in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 19 van de wet van 24 december 1993;

**BESLIST:**

Enig artikel :

Een bijkomend bedrag van 100.000,00 euro in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en de uitgave te dekken door toegekende subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue en het saldo door leningsgelden.

Deze beraadslaging zal worden verzonden naar de toezichthoudende en subsidiërende overheden voor goedkeuring.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0039# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Cinéma-Bellevue : Terrain sis rue Sainte-Marie, cadastré section B 335 H – Grand magasin sis rue du Comte de Flandre, 23, cadastré section B 338 G 8 + annexe étant la parcelle B 338 N 8 – Ruines sises rue du Comte de Flandre, 27, arrière, cadastrées section B 338 M 8 – Maison sise rue du Comte de Flandre, 27 cadastrée section B 338 E 7 – Maison de commerce sise rue du Comte de Flandre, 29, cadastrée section B 338 R 5 – Négociation de l'acquisition.**

Le point est abordé en séance à huis clos

---

**Wijkcontract Cinema-Belle-Vue : Terrain gelegen Sint-Mariastraat, gekadastraerd sectie B 335 H – Grote winkel gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 23, gekadastraerd sectie B 338 G 8 + annexel zijnde perceel B 338 N 8 – Ruïnes gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 27, achter, gekadastraerd sectie B 338 M 8 – Huis gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 27, gekadastraerd sectie B 338 E 7 – Handelshuis gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 29, gekadastraerd sectie B 338 R 5 – Onderhandeling voor aankoop.**

Het punt wordt in de zitting met gesloten deuren behandeld.

---

#012/04.06.2014/A/0040# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare – Op. 1.2, 5a.2 et 5a.4 - Angle du quai de l'Industrie et de la rue de Liverpool - Projet Beliris / SPF Mobilité -**

## **Marché conjoint - Revente du lot 4 au Port de Bruxelles.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2008 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme quadriennal du Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare ;

Vu l'élaboration du dossier de base dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations suivantes et qui sont prévues avec un financement de l'Accord de Coopération Beliris :

- Opération 1.2 « Création de 15 logements à l'angle Liverpool-Industrie » ;

- Opération 5a.2 « Création d'une antenne de quartier à l'angle Liverpool-Industrie » ;

- Opération 5a.4 « Création d'un espace extra-scolaire Liverpool-Industrie » ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 07 mai 2009 approuvant la vente en faveur de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean de la maison de l'éclusier et des terrains, sis à 1080 Bruxelles, quai de l'Industrie 87 - 99, cadastrés 3ième Division, Section B, 943n11, 943p5 et 943r29 ;

Considérant que cette vente est soumise à la condition qu'un accord intervienne entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Port de Bruxelles en ce qui concerne la revente par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au Port de Bruxelles d'un espace de bureau casco ainsi que d'un emplacement de parking; Considérant que cette vente s'est inscrite dans un projet précis d'utilité publique afin de permettre à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean de réaliser des logements ainsi que des infrastructures socio-économiques de proximité, conformément au programme quadriennal du Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26 août 2010 portant décision :

- de prendre connaissance du projet de protocole modifié et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.39 Contrat de Quartier 2008 Ecluse Saint-Lazare à Molenbeek-Saint-Jean – V 04.08.2010 »,

- de confirmer le principe de marché conjoint et de charger l'Etat fédéral via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » de la passation et du contrôle de ces marchés au nom de la commune ;

Considérant que pour la partie travaux (et fournitures), l'Etat fédéral a la maîtrise d'ouvrage déléguée ;

Considérant que la tranche 2/projet 4 de la mission modifiée de l'Etat prévoit la création d'un espace de bureau pour le Port de Bruxelles (projet hors contrat de quartier) (article 2 du protocole susmentionné);

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est actuellement

propriétaire des terrains sis à 1080 Bruxelles, quai de l'Industrie 87 - 99, cadastrés 3ième Division, Section B, 943n11, 943p5 et 943r29 ;

Considérant que les entreprises LOUIS DE WAELE sa. procèdent actuellement, conformément au marché public conjoint lancé par l'Etat fédéral via son administration « SPF Mobilité et Transports », à la construction du bâtiment dans lequel sera repris le lot 4 (correspondant à la tranche 2/projet 4 susmentionnée) ;

Considérant que, conformément à l'article 7 du protocole susmentionné, les travaux réalisés par l'Etat fédéral seront transférés aux propriétaires des terrains (et/ou bâtiments) sur lesquels ils ont été réalisés, après la réception provisoire ;

Considérant la demande formulée par le Port de Bruxelles d'acquérir le lot 4 (correspondant à la tranche 2/projet 4 susmentionnée) et un emplacement de parking dans le cadre de la relocalisation de ses locaux au sein de la nouvelle construction ;

Considérant le courrier du 11/02/2011 émanant du Port de Bruxelles confirmant l'approbation, par son Conseil d'Administration, de l'acquisition pour €82.898,76 du lot 4 dans l'immeuble qui sera érigé à l'angle de la rue de Liverpool et du quai de l'Industrie ;

Considérant qu'en vue notamment de cette vente, un acte de base portant sur la totalité de l'immeuble et des terrains sis à 1080 Bruxelles, quai de l'Industrie 87 - 99, cadastrés 3ième Division, Section B, 943n11, 943p5 et 943r29 et divisant cet immeuble en plusieurs lots, a été rédigé ;

Considérant que la partie destinée au Port de Bruxelles est identifiée dans l'acte de base comme étant le lot 4 ;

Vu le courrier du Bureau de l'Enregistrement de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 18/02/2014, marquant son accord sur le prix de vente de €82.898,76 pour la vente du lot 4 dans l'immeuble en cours de construction sis à l'angle de la rue de Liverpool et du quai de l'Industrie à 1080 Bruxelles ;

DECIDE :

Article 1 :

De vendre le lot 4 pour un montant de €82.898,76 dans l'immeuble en construction sis à 1080 Bruxelles à l'angle de la rue de Liverpool et du quai de l'Industrie, au profit du Port de Bruxelles.

Article 2 :

De charger le Receveur communal d'engager la recette en regard du droit constaté n° 82862 établi en extra-ordinaire en 2011.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---



**Wijkcontract Sluis-Sint-Lazarus - Op. 1.2, 5a.2 en 5a.4 - Hoek van de Industriekaai en de Liverpoolstraat - Projekt Beliris / FOD Mobiliteit - Gezamenlijke opdracht - Verkoop van lot 4 aan de Haven van Brussel.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van 18 december 2008 waardoor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het vierjarenprogramma van het Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus goedkeurt; Gezien de uitwerking van het basisdossier waarin de volgende werkzaamheden als prioritair werden opgenomen en die voorzien werden met een financiering van het Samenwerkingsakkoord Beliris:

- Operatie 1.2 “Bouw van 15 woningen aan de hoek Liverpool-Industrie” ;
- Operatie 5a.2 “Bouw van een wijkantenne aan de hoek Liverpool-Industrie” ;
- Operatie 5a.4 “Bouw van een ruimte voor buitenschoolse opvang Liverpool-Industrie”;

Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 07 mei 2009 die de verkoop goedkeurde ten gunste van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van het huis van de sluiswachter en de terreinen, gelegen te 1080 Brussel, Industriekaai 87 - 99, gekadastreerd 3e Afdeling, Sectie B, 943n11, 943p5 en 943r29 ;

Overwegende dat deze verkoop onderworpen is aan de voorwaarde dat een akkoord tot stand komt tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Haven van Brussel wat betreft de doorverkoop door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan de Haven van Brussel van een casco-kantoorruimte alsook een parkeerruimte;

Overwegende dat deze verkoop deel uitmaakt van een welbepaald project van openbaar nut om de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek toe te laten woningen te bouwen, alsook socio-economische wijkinfrastructuren overeenkomstig het vierjarenprogramma van het Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op 26 augustus 2010 houdende beslissing:

- kennis te nemen van het gewijzigde protocolontwerp en er de bepalingen van goed te keuren, zoals voorgesteld door de Federale Staat, project onder rubriek “4.1.39 Wijkcontract 2008 Sluis Sint-Lazaris te Sint-Jans-Molenbeek – V 04.08.2010”,
- het principe van samengevoegde opdracht te bevestigen en de Federale Staat te belasten via zijn administratie “Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer” met de plaatsing en de controle van deze opdrachten in naam van de gemeente;

Overwegende dat voor het deel ‘werken’ (en leveringen) de Federale Staat als gedelegeerd opdrachtgever fungeert;

Overwegende dat schijf 2 / project 4 van de gewijzigde Staatsopdracht de bouw voorziet van een kantoorruimte voor de Haven van Brussel (project buiten wijkcontract) (artikel 2 van het bovenvermelde protocol);

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek momenteel eigenaar is

van de terreinen gelegen te 1080 Brussel, Industriekaai 87 – 99, gekadastraerd 3e Afdeling, Sectie B, 943n11, 943p5 en 943r29;

Overwegende dat de onderneming LOUIS DE WAELE nv momenteel overgaat, overeenkomstig de samengevoegde opdracht gestart door de Federale Staat via zijn administratie ‘FOD Mobiliteit en Vervoer’, tot de bouw van het gebouw waarin lot 4 (overeenkomstig bovenvermelde schijf 2 / project 4) zal opgenomen worden;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 7 van bovenvermeld protocol, de werken uitgevoerd door de Federale Staat zullen overgedragen worden aan de eigenaars van de terreinen (en / of gebouwen) waarop ze werden uitgevoerd, na voorlopige oplevering;

Overwegende dat de vraag geformuleerd door de Haven van Brussel om lot 4 (overeenkomstig bovenvermelde schijf 2 / project 4) en een parkeerruimte te verwerven in het kader van de herlokalisatie van zijn lokalen binnen het nieuwe bouwwerk ;

Overwegende het schrijven van 11/02/2011 uitgaande van de Haven van Brussel waarin de goedkeuring door zijn Raad van Bestuur bevestigd wordt van de verwerving voor €82.898,76 van lot 4 in het gebouw dat opgetrokken zal worden aan de hoek van de Liverpoolstraat en de Industriekaai;

Overwegende dat, in het bijzonder met het oog op deze verkoop, een basisakte slaande op het geheel van het gebouw en de terreinen gelegen te 1080 Brussel, Industriekaai 87 – 99, gekadastraerd 3e Afdeling, Sectie B, 943n11, 943p5 et 943r29 en die dit gebouw in meerdere loten indeelt, opgesteld werd;

Overwegende dat het deel bestemd voor de Haven van Brussel geïdentificeerd wordt in de basisakte als zijnde lot 4 ;

Gezien het schrijven van het registratiekantoor van Sint-Jans-Molenbeek, gedateerd op 18/02/2014, waarin ingestemd wordt met de verkoopprijs van €82.898,76 voor de verkoop van lot 4 in het gebouw in opbouw, gelegen aan de hoek van de Liverpoolstraat en van de Industriekaai te 1080 Brussel ;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

Lot 4 te verkopen voor een bedrag van €82.898,76 in het gebouw in opbouw, gelegen te 1080 Brussel aan de hoek van de Liverpoolstraat en van de Industriekaai ten voordele van de Haven van Brussel ;

**Artikel 2 :**

De Gemeenteontvanger te belasten met de ontvangst aan te wenden rekening houdend met het vastgesteld recht nr 82862 opgesteld in buitengewoon in 2011.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

**Politique des Grandes Villes - Approbation de la Convention "Ville Durable 2014".**

LE CONSEIL,

Considérant que l'administration à la Politique Fédérale des Grandes Villes (SPP Intégration Sociale) a demandé à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean de rédiger un projet de convention pour l'année 2014, lors d'une réunion des coordinateurs locaux de la Politique des Grandes Villes le 4 novembre 2013 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 30 décembre 2013 décidant entre autres d'approuver les termes du projet de convention Politique des Grandes Villes 2014 (période allant du 1er janvier au 31 décembre 2014) à introduire à la Politique Fédérale des Grandes Villes ;  
Considérant que l'Etat fédéral s'engage à octroyer un montant de 4.065.040,00 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la période du 1 janvier 2014 au 31 décembre 2014 ;

Considérant que le conseil des ministres, en date du 4 avril 2014, a approuvé le projet de convention de Molenbeek-Saint-Jean ;  
Vu le projet de convention fourni par l'Etat fédéral ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la 'Convention « Ville Durable 2014 »' pour la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 relative à la Politique des Grandes Villes.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
37 votants : 37 votes positifs.

---

**Grootstedenbeleid - Goedkeuring van de overeenkomst" Duurzame Stad 2014".**

DE RAAD,

Gelet op het verzoek van de administratie van het Federale Grootstedenbeleid (POD Maatschappelijke Integratie), tijdens een vergadering van de lokale coördinatoren van het Grootstedenbeleid op 4 november 2013, aan het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek om een ontwerpovereenkomst op te stellen voor het jaar 2014;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 30 december 2013 houdende onder andere de beslissing van goedkeuring van de bepalingen van de ontwerpovereenkomst Grootstedenbeleid 2014 (periode gaande van 1 januari tot 31 december 2014), die moet worden ingediend bij het Federale Grootstedenbeleid;

Gelet op de toezegging door de Federale Overheid om een bedrag van 4.065.040,00 euro toe te kennen aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de periode gaande van 1 januari 2014 tot 31 december 2014;

Overwegende dat de Ministerraad op 4 april 2014 de ontwerpovereenkomst van Sint-Jans-Molenbeek heeft goedgekeurd;

Gezien de ontwerpovereenkomst overgemaakt door de Federale Overheid;

BESLUIT:

Enig artikel :

De overeenkomst 'Duurzame Stad 2014', gaande van 1 januari 2014 tot 31 december 2014, betreffende het Grootstedenbeleid goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de voogdijoverheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Lhoucine Aït Jeddig entre en séance / treedt in zitting

---

#012/04.06.2014/A/0042# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, modifiée par la loi du 17 février 2000, et l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation dans les provinces et les communes ;

Vu le règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement adopté par le Conseil communal le 21 mars 2013 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 17 décembre 2013 ;

Considérant que la Commune souhaite encourager une utilisation partagée de la voiture.

DECIDE:

Article unique :

de modifier le règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de stationnement comme suit:

#### **Article 6**

L'usager désirant obtenir une réduction de la taxe de stationnement doit être le titulaire de la marque d'immatriculation du véhicule pour lequel la réduction est demandée ou membre de son ménage. Dans le cas d'un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale, le demandeur doit en être l'utilisateur principal.

Est remplacé par:

#### **Article 6**

L'usager désirant obtenir une réduction de la taxe de stationnement doit être le titulaire de la marque d'immatriculation du véhicule pour lequel la réduction est demandée ou membre de son ménage. Dans le cas du véhicule immatriculé au nom d'une personne physique tierce, le demandeur doit être mentionné sur le contrat d'assurance du véhicule. Dans le cas d'un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale, le demandeur doit en être l'utilisateur principal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 23 votes positifs, 15 abstentions.

---

## **Reglement betreffende de taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, door wet gewijzigd op 17 februari 2000, en het K.B. van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het reglement voor taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet goedgekeurd door de gemeenteraad van 21 maart 2013 en laatst gewijzigd tijdens de zitting van de gemeenteraad van 17 december 2013;

Overwegende dat de gemeente wenst om het deels gebruik van de wagen aan te moedigen.

**BESLUIT:**

Enig artikel :

het reglement voor taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet als volgt aan te passen:

### **Artikel 6**

De gebruiker die een vermindering van de belasting op het parkeren wenst te bekomen, moet titularis zijn van het kenteken van het voertuig voor dewelke de vermindering is aangevraagd of, in het geval van een voertuig met een nummerplaat op naam van een morele persoon, de voornaamste gebruiker ervan zijn.

Wordt vervangen door:

### **Article 6**

De gebruiker die een vermindering van de belasting op het parkeren wenst te bekomen, moet titularis zijn van het kenteken van het voertuig voor dewelke de vermindering is aangevraagd of deel uitmaken van zijn gezinssamenstelling. In het geval de titularis van het voertuig een derde fysieke persoon is, moet de aanvrager vermeld zijn in het verzekeringscontract van het voertuig. In het

geval van een voertuig met een nummerplaat op naam van een morele persoon, moet hij de voornaamste gebruiker ervan zijn.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 23 positieve stemmen, 15 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0043# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Convention de location du garage Tazieaux à la Zone de Police.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Huurovereenkomst voor de Tazieaux garage aan de Politiezone.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

#012/04.06.2014/A/0044# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

**Convention relative au développement du service de véhicules à moteurs partagés (Carsharing) en concordance avec les objectifs de la politique régionale de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, en particulier les articles 8,14§3 et 30 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés ;

Attendu que le développement du car-sharing est mentionné dans de nombreux plans stratégiques : les plans Iris des déplacements (1998 et 2010), le contrat de gestion de la STIB (2011), le PRD (2001) et les Plans communaux de mobilité de nombreuses Communes ;

Attendu que l'arrêté du 21 mars 2013 prévoit en son article 16 §3 que la Commune, la Région de Bruxelles-Capitale et chaque opérateur signent une convention d'une durée de cinq ans établie par l'Agence du stationnement de la

Région de Bruxelles-Capitale (ci-après dénommée « Agence ») fixant les places de stationnement de Carsharing mises à disposition ainsi que les droits et obligations des parties ;

Attendu que la présente convention ne dispense pas l'opérateur de faire la demande d'autorisation de voirie auprès du gestionnaire de voirie ;

Considérant que la présente convention annule et remplace toute convention passée entre la Région de Bruxelles-Capitale et/ou la Commune et l'opérateur ;

Considérant que le Carsharing a un impact favorable sur la mobilité (encouragement de l'usage rationnel de la voiture), sur l'aménagement de l'espace public (diminution de la pression du stationnement) et sur l'environnement (encouragement de l'usage des modes alternatifs à la voiture).

DECIDE:

Article unique :

d'approuver la Convention relative au développement du service de véhicules à moteurs partagés (Carsharing) en concordance avec les objectifs de la politique régionale de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de dienst voor gedeelde motorvoertuigen (Carsharing) in overeenstemming met de doelstellingen van het gewestelijk mobiliteitsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk

Parkeeragentschap, in het bijzonder de artikelen 8, 14§3 en 30;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Overwegende dat de ontwikkeling van autodelen wordt vermeld in talrijke strategische plannen: de Iris-verplaatsingsplannen (1998 en 2010), de beheersovereenkomst van de MIVB, (2011), het GewOP (2001) en de gemeentelijke mobiliteitsplannen van tal van Gemeenten;

Overwegende dat artikel 16 §3 van het besluit van 21 maart 2013 bepaalt dat de



Gemeente, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en elke operator een overeenkomst voor een duur van vijf jaar ondertekenen die werd opgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Agentschap (hierna 'Agentschap' genoemd) waarin de ter beschikking gestelde parkeerplaatsen voor Carsharing worden vastgelegd alsook de rechten en de verplichtingen van de partijen;  
Overwegende dat deze overeenkomst de operator niet vrijstelt van de aanvraag van een wegvergunning bij de wegbeheerder;  
Overwegende dat deze overeenkomst elke overeenkomst die werd gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of de Gemeente en de operator annuleert en vervangt;  
Overwegende dat Carsharing een gunstige invloed heeft op de mobiliteit (moedigt het rationeel gebruik van de wagen aan), op de inrichting van de openbare ruimte (vermindert de parkeerdruk) en op het leefmilieu (moedigt het gebruik van alternatieven voor de wagen aan).

**BESLUIT:**

Enig artikel :

De overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de dienst voor gedeelde motorvoertuigen (Carsharing) in overeenstemming met de doelstellingen van het gewestelijk mobiliteitsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0045# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**  
**Règlement-redevance relatif aux parkings vélos sécurisés.**

LE CONSEIL,

Vu la présence de boxes à vélo sur le territoire de Molenbeek ;  
Vu la présence d'arceaux vélos sécurisés dans le parking Brunfaut ;  
Vu l'arrêté Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, précisant e. a. :

Art. 20. Le stationnement de vélos de longue durée désigne le stationnement aux dispositifs de type « box fermé » ou dans un garage. L'accès y est payant.

Art. 21. Les conseils communaux implantent sur voirie des dispositifs de stationnement clos, couverts et sécurisés, d'après les conditions suivantes :

(...)

— (...) Les conseils communaux instaurent des règles de gestion pour en empêcher l'occupation par des vélos abandonnés.

— ces dispositifs ne sont accessibles que sur abonnement, avec identification de l'utilisateur et contrôle d'accès.

— le tarif par vélo est égal au prix de la première carte de dérogation « riverain ».

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

Article 1 :

A partir du (date du conseil), il est établi une redevance payable au comptant pour l'occupation d'un emplacement dans les parkings vélos sécurisés.

Article 2 :

Le tarif annuel forfaitaire est fixé à 20 € pour un emplacement. L'abonnement sera reconduit si l'utilisateur s'est acquitté de la redevance correspondant à cette nouvelle durée au plus tard 5 jours ouvrables avant le 1<sup>er</sup> jour de la nouvelle période annuelle. Néanmoins,

1. dans le cas où il s'avère que l'abonné ne remplit pas ou plus les conditions spécifiées à l'article 5, la Commune se réserve le droit de ne pas renouveler l'abonnement afin de mettre l'emplacement à disposition d'un autre utilisateur ;
2. afin de faire correspondre au mieux l'offre et la demande d'emplacements, la Commune se réserve le droit de modifier l'emplacement attribué, éventuellement dans autre parking vélos.

Article 3 :

L'utilisateur recevra un dispositif d'ouverture (clé, badge ou autre) du parking moyennant le versement d'une caution dont le montant s'élève à 50 €. Cette caution lui sera restituée à la fin de l'occupation contre remise du dispositif d'ouverture.

Article 4 :

En cas de perte, d'endommagement ou de vol du dispositif d'ouverture, un duplicata sera délivré. Un montant de 16 € est dû, à titre de frais administratifs.

Article 5:

Les demandes de stationnement sont adressées par écrit à l'administration communale. Les emplacements seront attribués selon l'ordre de priorité suivant :

- 1) Le demandeur est domicilié à Molenbeek-Saint-Jean ;
- 2) Le vélo est le mode principal de transport du demandeur ;
- 3) Le demandeur habite dans un rayon de 300 m autour du parking vélos concerné ;
- 4) Le ménage du demandeur ne dispose pas d'un garage ;
- 5) Le demandeur n'a pas la possibilité de garer un vélo dans son habitation ;
- 6) Le demandeur ne fait pas partie d'un ménage pour lequel deux emplacements ont déjà été attribués ;
- 7) Ancienneté de la demande.

Article 6 :

Les parkings vélos sécurisés sont donnés en occupation afin d'y entreposer un vélo appartenant à l'abonné. En vue de son identification, les caractéristiques du vélo ainsi qu'une photo seront communiquées à la Commune. L'abonné ne pourra placer d'autre vélo que celui dont il a fourni l'identification.

Des motocyclettes ou vélos d'un format exceptionnel tels que des triporteurs, des tandems, des tricycles et autres, ne peuvent pas être placés.

La Commune est à tout moment autorisée à enlever, aux frais de l'utilisateur, tout objet autre que le vélo entreposé, sans demande préalable ou mise en demeure. Le cas échéant, la Commune ne pourra être tenue pour responsable en cas d'endommagement, perte ou vol des objets ainsi enlevés.

En outre, l'abonné s'engage à :

- Utiliser le parking en bon père de famille ;
- Veiller à ce que son vélo soit propre avant de le placer dans le parking ;
- Veiller à ce que son emplacement soit propre
- Veiller à ne pas endommager le parking vélos ;
- Veiller à ne pas endommager, déplacer ou toucher le(s) autres vélo(s) qui se trouvent dans le parking ;
- Signaler immédiatement au gestionnaire tout dysfonctionnement ou dégradation du parking qu'il aurait constaté;
- Prévenir le gestionnaire de tout changement de ses données personnelles ; (déménagement, changement de numéro de téléphone ou autre) ;
- Sécuriser son vélo à l'intérieur du parking à l'aide d'un cadenas ;
- N'utiliser que le seul emplacement qui lui aura été attribué au sein du parking ;
- Respecter le mode d'emploi d'utilisation du parking ;
- Veiller à verrouiller convenablement le parking vélos après chaque usage.

Article 7 :

L'abonnement prend fin le jour où l'utilisateur n'est plus domicilié à Molenbeek-Saint-Jean. L'utilisateur s'engage à en informer immédiatement le Service mobilité et à rendre le dispositif d'ouverture. En cas de maintien de l'occupation du parking, une indemnité de 10,00 €/mois sera due par l'abonné pour chaque mois entamé après l'expiration du contrat.

Article 8 :

Si, en raison de la survenance d'un cas de force majeure, l'Administration communale ou le gestionnaire ne peuvent garantir le maintien de l'usage du parking vélos au profit de l'abonné, celui-ci sera tenu d'en retirer son vélo dans

le délai qui lui sera imparti. Le cas échéant :

- aucune indemnité ne sera accordée à l'abonné mais son abonnement sera prolongé du nombre de jours durant lesquels le parking aura été inutilisable ;
- le gestionnaire se réserve le droit d'en évacuer lui-même le vélo aux risques et aux frais de l'utilisateur si ce dernier ne retire pas le vélo dans le délai imparti.

Article 9 :

L'abonné supporte seul, à la décharge complète de l'Administration communale et de son éventuel gestionnaire, qu'il garantit de tout recours éventuel, toutes les conséquences dommageables quelconques qui pourraient survenir tant à son vélo qu'à sa personne, à l'Administration communale, au gestionnaire ou à des tiers du fait de l'utilisation (fautive ou non) du parking ou de son vélo.

L'abonné reconnaît que la location de l'emplacement de parking à vélo ne le dispense pas de veiller à la garde et à la protection de son vélo et qu'il reste seul et entier responsable du fait de son utilisation durant toute la durée de la location. La responsabilité du gestionnaire ou de l'Administration communale ne pourra pas être engagée en cas de vol du vélo de l'abonné dans le parking mis à disposition.

L'abonné est conscient du fait que le parking vélos est partagé avec d'autres locataires.

Article 10 :

En cas de dégâts du parking occasionnés par l'utilisateur, les montants correspondant au coût de la réparation et des éléments endommagés seront réclamés à l'utilisateur. À défaut de remboursement, le recouvrement sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Article 11 :

L'abonné a le droit de mettre un terme à l'abonnement pour les motifs dont il reste seul juge. Le cas échéant, aucun remboursement de la redevance ne sera effectué.

La Commune a en outre le droit de mettre fin sur le champ à la convention si l'utilisateur ne respecte pas ses obligations, telles qu'elles sont libellées dans le présent règlement. En pareil cas, aucun remboursement de la redevance ne sera effectué.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Reglement op de retributie betreffende de beveiligde fietsenparkings.**

DE RAAD,

Gelet op de aanwezigheid van fietsboxen op het grondgebied van de gemeente

Molenbeek ;

Gelet op de aanwezigheid van beveiligde fietsenrekken in de Brunfautparking ;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, benadrukkend o.a. dat:

Art. 20. Het langparkeren van fietsen heeft betrekking op het parkeren in voorzieningen van het type « afgesloten box » of in een garage. De toegang tot die voorzieningen is betalend.

Art. 21. De gemeenteraden voorzien op de openbare weg afgesloten, overdekte en beveiligde parkeerinrichtingen die voldoen aan de volgende voorwaarden:  
(...)

— (...) De gemeenteraden voeren beleidsregels in om de bezetting door achtergelaten fietsen te voorkomen.

— deze inrichtingen zijn enkel toegankelijk via een abonnement, met identificatie van de gebruiker en een toegangscontrole.

— het tarief per fiets is gelijk aan de prijs voor de eerste vrijstellingskaart « buurtbewoner »

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet ;

**BESLUIT :**

### **Artikel 1**

Vanaf (datum van de gemeenteraad), wordt er een bijdrage voor het gebruik van een parkeerplaats in de beveiligde fietsparkings vastgelegd.

### **Artikel 2**

Het jaarlijks forfaitair tarief voor een parkeerplaats is vastgelegd op 20 €. Het abonnement zal verlengd worden, indien de gebruiker zich gekwetend heeft van de vergoeding die overeenkomt met deze nieuwe periode, niet langer dan 5 werkdagen voor de 1<sup>ste</sup> dag van de nieuwe jaarlijkse periode.

Niettemin,

1. in het geval dat blijkt dat de abonnee niet of niet meer aan de voorwaarden vermeld in artikel 5 voldoet, dan kan de gemeente zich het recht voorbehouden om het abonnement niet te verlengen, om de parkeerplaats aan een andere gebruiker ter beschikking te stellen;
2. om zo goed mogelijk in te spelen op de vraag en aanbod van de parkeerplaatsen, behoudt de gemeente het recht om de toegewezen locatie te veranderen, eventueel in een andere fietsparking.

### **Artikel 3**

De gebruiker ontvangt een toegangsmiddel (sleutel, badge of andere) tot de parking na het storten van een waarborg van 50 €. Deze waarborg zal aan hem terugbetaald worden aan het einde van bezetting tegen inlevering van het toegangsmiddel.

### **Artikel 4**

In geval van verlies, beschadiging of diefstal van het toegangsmiddel, zal een duplicaat hiervan worden afgegeven. Een bedrag van 16 € zal hiervoor als administratieve kost aangerekend worden.

### **Artikel 5**

De aanvragen voor een parkeerplaats worden schriftelijk bij het gemeentebestuur ingediend. De plaatsen worden volgens de volgende volgorde van voorrang toegewezen:

- 1) De aanvrager moet in Sint-Jans-Molenbeek gedomicilieerd zijn ;
- 2) De fiets is het voornaamste vervoermiddel van de aanvrager ;
- 3) De aanvrager moet in een straal van 300 m rond de betrokken fietsenstalling wonen ;
- 4) Het huishouden van de aanvrager beschikt niet over een garage ;
- 5) De aanvrager heeft niet de mogelijkheid om een fiets in zijn woning te parkeren ;
- 6) De aanvrager maakt geen deel uit van een huishouden waar reeds twee parkeerplaatsen toegewezen werden ;
- 7) Anciënniteit van de aanvraag.

### **Artikel 6**

De beveiligde fietsparkings worden ter beschikking gesteld om er een fiets van de abonnee te stallen . Met het zicht op zijn identificatie, zullen de kenmerken van de fiets, evenals een foto, aan de gemeente overgemaakt worden. De abonnee mag geen andere fiets plaatsen dan diegene die hij tijdens de identificatie voorziet.

Motorfietsen of fietsen van een uitzonderlijk formaat zoals bakfietsen, tandems, driewielers en andere, niet kunnen geplaatst worden.

De gemeente is ten allen tijde bevoegd om, op kosten van de gebruiker, ieder ander voorwerp dan de opgeslagen fiets weg te halen, zonder voorafgaand verzoek of ingebrekestelling . In voorkomend geval, kan de gemeente niet aansprakelijk worden gesteld in geval van schade, verlies of diefstal van de aldus verwijderde voorwerpen.

Bovendien, verbindt de abonnee zich ertoe om :

- De parking te gebruiken zoals een goede huisvader ;
- Ervoor te zorgen er dat zijn fiets schoon is voordat hij hem in de parkeerplaats plaatst;
- Ervoor te zorgen dat zijn standplaats schoon is ;
- Ervoor te zorgen dat de fiets de parking niet beschadigt;
- Ervoor te zorgen dat u de andere fiets(en) in de parkeerplaats niet beschadigt, verplaatst of raakt ;
- Onmiddellijk alle storingen of degradatie die hij aan de parking opmerkt aan de beheerder te melden;
- De beheerder te informeren over elke wijziging aangaande zijn persoonlijke gegevens ; (verhuis, wijziging van telefoonnummer of andere) ;
- De fiets in de parking door middel van een slot te beveiligen;
- Enkel de toegekende parkeerplaats in de parking te gebruiken ;
- De gebruiksaanwijzing van de parking te respecteren ;
- Er op te letten de parking na elk gebruik goed af te sluiten.

### **Artikel 7**

Het abonnement eindigt op de dag dat de gebruiker niet langer gedomicilieerd is in Sint-Jans-Molenbeek. De gebruiker verbindt er zich toe de dienst Mobiliteit hiervan onmiddellijk op de hoogte te brengen en het toegangsmiddel in te leveren. In geval van een voortzetting van de bezetting van de parking, zal een vergoeding van 10,00 €/maand ten laste van de abonnee per begonnen maand na het verstrijken van het contract aangerekend worden.

### **Artikel 8**

Indien, als gevolg van een geval van overmacht, het Gemeentebestuur of de beheerder het gebruik van de fietsparking ten voordele van de abonnee niet langer kan garanderen, zal deze laatste gevraagd worden zijn fiets in de opgedragen termijn weg te halen. Indien van toepassing :

- geen enkele vergoeding zal aan de abonnee betaald worden, maar het abonnement zal verlengd worden met het aantal dagen dat de parking niet te gebruiken was ;
- de beheerder behoudt zich het recht voor om zelf de fiets op risico en rekening van de gebruiker weg te halen indien deze laatste de fiets niet binnen de opgedragen termijn verwijderd heeft.

### **Artikel 9**

De abonnee draagt zelf, met een volledige vrijstelling van het gemeentebestuur en zijn eventuele beheerder, die hij vrijwaart van elk beroep, alle schadelijke gevolgen die kunnen voorkomen, zowel aan zijn fiets als aan zichzelf, het gemeentebestuur, de beheerder of derden door het gebruik (foutief of niet) van de parking of zijn fiets .

De abonnee erkent dat de huur van de parkeerplaats in de fietsparking hem niet vrijstelt om voor de zorg en bescherming van zijn fiets in te staan en dat hij als enige verantwoordelijk blijft van zijn gebruik tijdens de huurperiode. De gemeente of de beheerder kunnen niet aansprakelijk worden gesteld bij diefstal van de fiets van de abonnee in de ter beschikking gestelde fietsparking.

De abonnee is zich ervan bewust dat de fietsparking gedeeld wordt met andere huurders.

### **Artikel 10**

In geval van schade aan de parking door toedoen van de gebruiker, zullen de bedragen die overeenkomen met de herstelkosten en de beschadigde artikelen aan de gebruiker aangerekend worden. Bij het ontbreken van de terugbetaling, zal het innen voor de bevoegde burgerlijke rechter beslecht worden.

### **Artikel 11**

De abonnee heeft het recht om de overeenkomst te beëindigen om redenen waarover hij alleen oordeelt. In voorkomend geval, zal geen restitutie van de bijdrage worden gemaakt.

De gemeente heeft bovendien het recht om de overeenkomst onmiddellijk te beëindigen indien de gebruiker niet aan zijn verplichtingen voldoet, zoals ze omschreven zijn in dit huidig reglement. In dergelijk geval zal geen enkele terugbetaling van de bijdrage uitgevoerd worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0046# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**  
**Formation « A vélo Mesdames! »**

LE CONSEIL,

Participation aux frais de la formation « A vélo Mesdames ! » assurée par Pro Velo à l'initiative de l'asbl Community Land Trust Bruxelles;

Vu le Plan Iris 2, qui se fixe pour objectif d'augmenter les trajets effectués à vélo à 20 % du total des déplacements en Région bruxelloise en 2018 ;

Vu le Plan Communal de Mobilité, qui marque la volonté de la Commune d'améliorer les déplacements à vélo ;

Considérant la demande de l'asbl Community Land Trust Bruxelles (CLTB), qui mène un projet pilote sur les communes de Molenbeek et Anderlecht, d'une aide financière afin de lancer la formation « A vélo Mesdames ! » ;

Considérant que cette formation consiste en dix modules de 2h30 ;

Considérant que le nombre de participantes à cette formation est de 14 personnes, dont 7 Molenbeekoises et futures Molenbeekoises ;

Considérant que le coût de la formation, assurée par Pro Velo, s'élève à 1200 € ;

Considérant que la Maison de Quartier Scheut (Anderlecht) accorde un soutien financier de 600 € ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits sur l'article budgétaire 4100/123/16 du budget ordinaire 2014;

DECIDE:

Article unique :

De participer aux frais relatifs à la formation « A vélo Mesdames ! » assurée par l'asbl Pro Velo à l'initiative de l'asbl Community Land Trust Bruxelles, pour un montant de 600,00 EUR et d'engager la dépense à l'article 4100/123/16 du budget ordinaire de l'exercice 2014.



Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

### **Opleiding « Dames ga fietsen! »**

DE RAAD,

Deelname in de kosten van de door Pro Velo gegeven opleiding « Dames ga fietsen! » op initiatief van de vzw Community Land Trust Bruxelles;

Gelet op het Iris-Plan 2, dat als doel stelt om de per fiets afgelegde trajecten te verhogen tot 20 % van het totaal aantal verplaatsingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2018;

Gelet op het gemeentelijk Mobiliteitsplan, waarin de wens van de gemeente wordt uitgedrukt om de fietsverplaatsingen te verbeteren;

Overwegende de aanvraag van de vzw Community Land Trust Bruxelles (CLTB), die een proefproject op de gemeenten Molenbeek en Anderlecht leiden, voor een financiële bijdrage om de opleiding « Dames ga fietsen! » op te starten;

Overwegende dat deze opleiding bestaat uit tien modules van 2u30;

Overwegende dat het aantal deelnemers aan deze opleiding 14 personen bedraagt, waarvan 7 Molenbeekenaars en toekomstige Molenbeekenaars;

Overwegende dat de kost van deze opleiding, gegeven door Pro Velo, 1200 € bedraagt;

Overwegende dat het Buurthuis Scheut (Anderlecht) een financiële ondersteuning biedt van 600 €;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het begrotingsartikel 4100/123/16 van de gewone begroting 2014;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

Deel te nemen in de kosten voor de door Pro Velo gegeven opleiding « Dames ga fietsen! » op initiatief van de vzw Community Land Trust Bruxelles, voor een bedrag van 600,00 EUR en de kosten in te schrijven op het artikel 4100/123/16 van de gewone begroting van het dienstjaar 2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0047# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Approbation de la convention avec MOCA.**

Le Conseil est invité à approuver la convention avec l'asbl MOCA.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de overeenkomst met vzw MOCA.**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet op het besluit van 11 januari 2002 van de Vlaamse regering ter uitvoering van het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren van een duurzaam en kwalitatief lokaal cultuurbeleid;

Gelet het geïntegreerde cultuurbeleidsplan 2014 – 2019 dat werd goedgekeurd in de gemeenteraad van 20 november 2013 en waarin de organisatie van seniorenmiddagen is beschreven en het voorstel van samenwerking met vzw MOCA is beschreven;

Gelet dat het publiek van senioren een bijzondere doelgroep is van de dienst Sociale Actie en de dienst Nederlandstalige cultuur en dat het publiek van kinderen en jongeren een bijzondere doelgroep is van de Nederlandstalige Pedagogische cel;

Overwegende de intentie van de Nederlandstalige cultuurdienst en de dienst Sociale Actie om samen de maandelijkse concertnamiddagen organiseren vanaf 2014;

Overwegende dat het opportuun is dat de beide diensten voor de organisatie van de maandelijkse concertnamiddagen in zaal Sippelberg samen te werken met vzw MOCA (Hovenierstraat 45-1080 Brussel, rekeningnummer BE22 0016 5317 5747, ondernemingsnummer 839 464 823);

Gelet dat de contracten met de artiesten zullen afgesloten worden met de vzw MOCA en dat de vzw ook instaat voor het betalen van de facturen van de artiesten, de opmaak van de contracten, de afrekening van de brouwer, de afhandeling van sabam en de aankoop van andere materialen;

Gelet dat vzw MOCA op het Molenbeekse grondgebied activiteiten voor kinderen en senioren zal organiseren;

Overwegende dat deze afspraken in een overeenkomst zijn gegoten, samen met de juridische dienst van de gemeente die zijn positief advies heeft uitgebracht over de finale versie;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de gemeente Sint Jans Molenbeek en vzw MOCA, in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0048# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Attribution d'un subside au Cercle d'histoire locale de Molenbeek-Saint-Jean "Molenbecca".**

LE CONSEIL,

Considérant la note politique 2012-2015, point Tourisme et Culture;

Considérant les longues années de travail du Cercle d'histoire locale de Molenbeek-Saint-Jean « Molenbecca » pour mettre en évidence l'histoire de la commune ;

Considérant les futurs projets du Cercle d'histoire locale « Molenbecca »

Considérant le support que donne le Cercle d'histoire locale au service du Tourisme de Molenbeek-Saint-Jean

Considérant l'importance d'un Cercle d'histoire locale pour supporter des différents projets de la commune;

DECIDE:

Article unique:

D'attribuer un subside de € 350 au Cercle d'histoire locale « Molenbecca »

De retirer ce montant de l'article budgétaire 5610/332-02 du service Tourisme

De verser la somme de € 350 sur le numéro de compte BE 51 7350 0183 1062

du Cercle d'histoire locale de Molenbeek-Saint-Jean avec le siège social

Avenue Edmond Machtens 153/B38 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Toekenning van een subsidie aan de Heemkundige Kring van Sint-Jans-Molenbeek "Molenbecca".**

DE RAAD,

Gezien de politieke oriëntatienota 2012-2015, punt Toerisme en Cultuur;  
Gezien de jaarlange inzet van de Heemkundige Kring “Molenbecca” om de geschiedenis van Sint-Jans-Molenbeek aan de man te brengen;  
Gezien de toekomstige projecten die de Heemkundige Kring “Molenbecca” op haar agenda heeft staan;  
Gezien de ondersteuning die de Heemkundige Kring geeft aan de dienst Toerisme van Sint-Jans-Molenbeek  
Gezien het belang van een lokale heemkundige kring voor de ondersteuning van verschillende gemeentelijke projecten;

BESLIST:

Enig artikel:

Een subsidie toe te kennen van € 350 aan de Heemkundige Kring vzw “Molenbecca” van Sint-Jans-Molenbeek

Het bedrag te halen van het budgettaire artikel 5610/332-02 van de dienst Toerisme.

Het bedrag van € 350 te storten op rekeningnummer: BE 51 7350 0183 1062 van de lokale Heemkundige Kring van Sint-Jans-Molenbeek met maatschappelijke zetel Edmond Machtenslaan 153/B38 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0049# **Ateliers - Werkplaatsen**

**Transfert de propriété d'un système de télésurveillance.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord de principe pour l'achat de caméra de surveillance dans le cadre de la lutte contre les dépôts clandestins, approuvé par le Collège en sa séance du 11 juin 2008;

Vu la décision du Collège de procéder à l'achat d'un système de télésurveillance à la société Echo, avenue de la Chasse 168 – 1040 Bruxelles, pour un montant de 11.476,00 EUR, TVAC;

Considérant que le système de télésurveillance est constitué d'un enregistreur

numérique type multi-format, de deux caméras fixes autonomes avec alimentation 12V, d'une caméra autonome de type dôme avec détection pour enregistrement temporaire, d'une caméra de type plat et de tous les accessoires nécessaires au bon fonctionnement de l'installation;

Considérant que dès la mise en place de ces 3 types différents de caméra, plusieurs problèmes ont été mis à jour :

- De par le poids et les dimensions importantes des caméras, les ancrages et autres fixations génèrent des dégradations aux revêtements de façade des habitations ;
- L'installation de l'enregistreur avec écran et de la caméra de type dôme implique une occupation importante et génère une pollution sonore continue dans les chambres à coucher des habitants. De plus, un câble reliant le dôme à l'enregistreur nécessite l'ouverture d'une fenêtre ou un percement dans le châssis;
- De par les dimensions importantes des caméras, de nombreux riverains craignent des représailles des personnes susceptibles de commettre des infractions en matière de dépôts clandestins ;
- La caméra de type plat nécessite une alimentation qui n'a pas été prévue initialement. L'installation de celle-ci dans un véhicule nécessiterait dès lors un raccordement sur la batterie dudit véhicule !

Considérant que des essais ont été réalisés rue A. Vandenpeereboom mais que le résultat de ceux-ci ne permettaient pas d'identifier le ou les contrevenants;

Considérant que pour toutes ces raisons, ce système de télésurveillance n'est pas du tout adapté à la surveillance du domaine public en matière de recherche d'infractions relatives aux dépôts clandestins de par son manque de mobilité et d'autonomie;

Considérant que le Logement Molenbeekois a marqué son intérêt pour ce type de matériel de télésurveillance vu les problèmes qu'ils rencontrent en matière de propreté aux abords de leurs installations;

Considérant que comme suite au vol de matériel d'exploitation qui s'est déroulé dans les locaux du service de la Propreté Publique, la caméra de type dôme et son enregistreur ont été installés sur le toit d'un des conteneurs afin de dissuader toute autre dégradation ou vol;

Considérant que les 2 caméras fixes et celle de type plat ne sont dès lors plus utilisées par le service de la Propreté Publique;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

De transférer la propriété des deux caméras fixes, d'une caméra de type plat et les accessoires y afférant au Logement Molenbeekois;

**Article 2 :**

De signaler au Logement Molenbeekois que l'utilisation de celles-ci doit se faire dans le respect des prescriptions légales et réglementaires en matière de protection de la vie privée;

Expédition de la présente délibération sera adressée aux services des Affaires Juridiques et de l'Incivilité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 24 votes positifs, 14 abstentions.

---

### **Eigendomsoverdracht van een systeem voor bewaking op afstand.**

DE RAAD,

Gelet op het principeakkoord voor de aankoop van bewakingscamera's in het kader van de strijd tegen sluikstorten, goedgekeurd door het College, in zitting van 11 juni 2008;

Gelet op het besluit van het College om een systeem voor bewaking op afstand aan te kopen bij de firma Echo, Jachtlaan 168 – 1040 Brussel, voor een bedrag van 11.476,00 EUR, inclusief BTW ;

Overwegende dat het systeem voor bewaking op afstand wordt gevormd door een multi-format digitaal opname-apparaat, twee autonome vaste camera's met een voeding van 12V, een autonome dome camera met detectie voor tijdelijke registratie, een platte camera, en alle accessoires die nodig zijn voor de goede werking van de installatie;

Overwegende dat er van bij de installatie van deze 3 verschillende types van camera's een aantal problemen aan het licht gekomen zijn :

- Door het gewicht en de aanzienlijke afmetingen van de camera's zijn er ter hoogte van de verankeringen en andere bevestigingspunten beschadigingen opgetreden aan de gevelbekledingen van de woningen ;
- De installatie van het opname-apparaat met scherm en van de dome camera is een aanzienlijk werk, en het leidt tot een aanhoudende geluidsverontreiniging in de slaapkamers van de bewoners. Bovendien noodzaakt een kabel die de dome camera verbindt met het opname-apparaat tot het openen van een venster of het doorboren van het lijstwerk ;
- Door de aanzienlijke afmetingen van de camera's vreesden heel wat buurtbewoners voor represailles van personen die overtredingen zouden kunnen begaan op het vlak van sluikstorten ;
- Voor de platte camera is een voeding vereist waarin oorspronkelijk niet voorzien was. De installatie ervan in een inrichting zou derhalve noodzaken tot een aansluiting op de batterij van de genoemde inrichting !

Overwegende dat er tests werden uitgevoerd in de A. Vandenpeereboomstraat, maar dat deze niet hebben geleid tot identificatie van de overtreder(s);

Overwegende dat dit systeem voor bewaking op afstand om al deze redenen geenszins aangepast is aan bewaking van het openbaar domein voor opsporing van overtredingen inzake sluikstorten wegens een gebrek aan mobiliteit en autonomie;

Overwegende dat de Molenbeekse Huisvesting blijkt heeft gegeven van belangstelling voor dit type van materiaal voor bewaking op afstand, gezien de problemen waarmee ze inzake netheid in de omgeving van hun accommodaties mee worden geconfronteerd;

Overwegende dat, ingevolge de diefstal van gebruiksmateriaal die heeft plaatsgevonden in de lokalen van de dienst Openbare netheid, de dome camera en het opname-apparaat werden geïnstalleerd bovenop een van de containers, om zodoende andere beschadigingen of diefstal te ontraden;

Overwegende dat de 2 vaste camera's en de platte camera bijgevolg niet meer door de dienst Openbare netheid worden gebruikt;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

de eigendom van de twee vaste camera's, van een platte camera en de bijbehorende accessoires over te dragen aan de Molenbeekse Huisvesting;

Artikel 2 :

aan de Molenbeekse Huisvesting te signaleren dat bij het gebruik ervan de wettelijke en reglementaire voorschriften inzake de bescherming van het privé-leven dienen te worden nageleefd;

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de diensten Juridische zaken en Inciviek gedrag.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0050# **Développement Urbain - Stadsontwikkeling**

**Modification du plan particulier d'affectation du sol relatif à la zone comprise entre le boulevard Louis Mettewie, le boulevard Edmond Machtens, la rue Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch à 1080 Molenbeek-Saint-Jean. (PPAS 6D mod bis) - Prolongation des délais - Subside.**

LE CONSEIL,

Vu Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organisant l'intervention financière de la Région dans les frais d'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol daté du 18 mai 2006 ;

Vu la délibération du **23 janvier 2008** du Collège des Bourgmestre et Echevins d'approuver la réalisation d'un projet de PPAS modificatif couvrant la zone comprise entre le boulevard Louis Mettwie, le boulevard Edmond Machtens, la rue Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch à 1080 Bruxelles ;

Vu la délibération du Conseil Communal du **09 juillet 2009** d'adopter provisoirement le projet de plan ;

Vu la délibération du Conseil Communal du **25 février 2010** de soumettre le projet de plan à l'enquête publique ;

Vu la délibération du **16 février 2011** du Collège des Bourgmestre et Echevins de suspendre le projet de PPAS, de mettre en place une table ronde composée des représentants des habitants des immeubles jouxtant le projet pour examiner la suite à donner à ce dossier et de s'engager à organiser une réunion d'habitants lorsqu'un nouvel avant-projet sera mis en délibération ;

Considérant l'organisation de 3 tables rondes le **8 mars 2012**, **3 mai 2012** et **14 juin 2012** ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du **14 décembre 2010**, d'octroyer une subvention destinée à l'élaboration du PPAS 6D pour un montant de 21.251€ ; que les 2 premières tranches des subventions ont été payées pour un total de 12.750,62€ ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 mai 2006 organisant l'intervention financière dans les frais d'élaboration de PPAS et plus particulièrement l'article 8 prévoyant :

*« Si, du fait de la carence de la commune, le plan n'est pas soumis à l'approbation du Gouvernement dans un délai de quatre ans suivant la notification de l'arrêté de subvention, la commune est tenue de restituer la moitié des subventions déjà versées... » ;*

Considérant dès lors le **14 décembre 2014** comme date limite pour transmettre le dossier pour approbation par le Gouvernement ;

Vu la délibération du Collège échevinal du **24 juillet 2013** décidant

- d'approuver de poursuivre la mission initiale et de prolonger le délai fixé pour l'élaboration du PPAS 6D
- d'approuver le principe d'extension de mission destiné à la réalisation d'un nouvel avant-projet tenant compte d'un programme de fonction revu ;
- de définir le programme de fonction suivant : un immeuble de logements 'privés', l'extension du Home existant, le maintien d'un espace vert qualitatif, le développement des parcelles communales par la création de logements publics complété d'un local communautaire et d'une crèche

Considérant que le bureau d'étude a fourni un nouvel avant-projet en mars 2014 ;

Considérant que le projet de plan d'affectation sera donc soumis dans les plus brefs délais à l'enquête publique ; que toutefois, vu les étapes de procédure à suivre, il semble difficile de finaliser le projet et la procédure de modification avant décembre 2014 ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de soumettre à l'administration régional une demande motivée de prolongation des délais de réalisation ;



DECIDE :

Article unique:

de soumettre une demande motivée de prolongation du délai à l'administration régionale pour la réalisation de la modification du PPAS 6D.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Wijziging van het bijzonder bestemmingsplan betreffende de zone die begrepen is tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboschlaan te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (BBP 6D mod bis) - Verlenging van de termijnen - Subsidie.**

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de organisatie van de financiële tussenkomst van het Gewest in de kosten voor uitwerking van de bijzondere bestemmingsplannen van 18 mei 2006 ;

Gelet op de beraadslaging van **23 januari 2008** van het College van Burgemeester en Schepenen over de goedkeuring van de realisatie van een ontwerp tot wijziging van het BBP, dat de zone dekt die begrepen is tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboschlaan te 1080 Brussel ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **09 juli 2009** over de voorlopige goedkeuring van het ontwerpplan ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van **25 februari 2010** over het onderwerpen van het ontwerpplan aan een openbaar onderzoek ;

Gelet op de beraadslaging van **16 februari 2011** van het College van Burgemeester en Schepenen over de opheffing van het ontwerp van BBP, de totstandbrenging van een ronde-tafel, samengesteld uit vertegenwoordigers van de inwoners van gebouwen die nabij het project gelegen zijn, om te onderzoeken welk gevolg aan dit dossier dient te worden gegeven, en om zich te verbinden tot de organisatie van een vergadering met inwoners zodra over een nieuw voorontwerp zal beraadslaagd zijn;

Gelet op de organisatie van 3 ronde-tafels, op **8 maart 2012**, **3 mei 2012** en **14 juni 2012** ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van **14 december 2010**, om een subsidie voor een bedrag van 21.251 EUR toe te kennen, bestemd voor de uitwerking van het BBP 6D ; dat de eerste 2 schijven van de subsidies, voor een totaal van 12.750,62 EUR, werden betaald ;

Gezien het besluit van de Regering van 18 mei 2006 houdende organisatie van de financiële tussenkomst in de kosten voor uitwerking van het BBP, meer bepaald artikel 8, waarin het volgende wordt bepaald :

*« Daar waar het plan, omwille van de betalingsvrije periode van de gemeente, binnen een termijn van vier jaar volgend op de kennisgeving van het besluit inzake de subsidie niet onderworpen is aan de goedkeuring van de Regering, is de gemeente ertoe gehouden de helft van de reeds gestorte subsidies terug te geven ... » ;*

Overwegende, derhalve, dat **14 december 2014** in aanmerking wordt genomen als uiterste datum voor het overmaken ter goedkeuring door de Regering van het dossier ;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van **24 juli 2013**, waarbij het volgende wordt besloten :

- de oorspronkelijke opdracht goed te keuren, en de vastgestelde termijn voor de uitwerking van het BBP 6D te verlengen
  - het principe goed te keuren van uitbreiding van de opdracht, die bestemd is voor de realisatie van een nieuw voorontwerp, waarbij rekening wordt gehouden met een herzien functieprogramma ;
  - het volgend functieprogramma te omschrijven : een gebouw met ‘privé-woningen’, uitbreiding van het bestaand Home, behoud van een kwaliteitsvolle groene ruimte, totstandbrenging van gemeentelijke percelen, door de creatie van openbare woningen, aangevuld met een gemeenschapslokaal en een crèche
- Overwegende dat het studiebureau in maart 2014 een nieuw voorontwerp heeft afgeleverd ;

Overwegende dat bij het ontwerpbestemmingsplan dus kortere termijnen voor het openbaar onderzoek zullen worden toegepast ; dat het evenwel, gelet op de etappes van de te volgen procedure, moeilijk lijkt om het ontwerp en de wijzigingsprocedure vóór december 2014 af te werken ;

Overwegende, dientengevolge, dat aan het gewestelijk bestuur een gemotiveerd verzoek voor verlenging van de termijnen voor realisatie dient te worden voorgelegd ;

**BESLUIT :**

Enig artikel:

aan het gewestelijk bestuur een gemotiveerd verzoek voor verlenging van de termijn voor realisatie van de wijziging aan het BBP voor te leggen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

**Composition d'une réserve de recrutement pour un directeur de l'enseignement fondamental communal néerlandophone.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Samenstelling van een wervingsreserve directeur basisonderwijs.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 februari 2012 waarin hij de wijzigingen van reglement van het aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool goedkeurde;

Gelet op de beslissing van het college van 15 januari 2014 waarin hij de organisatie van een vergelijkend examen goedkeurde;

Gelet op de beslissing van het college van 15 januari 2014 waarin hij de aanstelling van de juryleden goedkeurde;

Overwegende dat het aanwervingsexamen doorging op 24 april 2014 (schriftelijke en mondelinge proef) telkens in de Nederlandstalige Pedagogische Cel, Taziauxstraat 30 te Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de algemene tabel der punten waaruit blijkt dat twee kandidaten de vereiste quoteringen behaald hebben:

- 1) Petra De Mey: 53 punten op 100, bijgevolg niet geslaagd
- 2) Benny Merken: 90 punten op 100, bijgevolg geslaagd
- 3) Maarten Seghers: 71,5 punten op 100, bijgevolg geslaagd

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in datum van 24 mei 2012 waarbij hij de wervingsreserve voor een periode van 5 jaar goedkeurde voor de volgende geslaagde kandidaat, die deelnam aan het examen in april 2012:

- 1) Wim Van den Brulle

**BESLUIT:**

Artikel 1 :

Een wervingsreserve van directeur basisonderwijs op te richten die geldig is voor een periode van vijf jaar, maar de plaats in de wervingsreserve te schrappen van zodra een kandidaat in de wervingsreserve de functie van een ambt als directeur basisonderwijs, bij het vrijkomen van een functie als directeur basisonderwijs binnen de Scholengemeenschap 1080, na 2 weigeringen, niet wenst op te nemen;

Artikel 2:

Dhr. Wim Van den Brulle te schrappen uit de wervingsreserve aangezien hij reeds 2 keer het ambt van directeur basisonderwijs heeft geweigerd binnen de Scholengemeenschap 1080 en dit via een schrijven in datum van 25 maart 2013

en 6 januari 2014;

Artikel 3:

Gezien Dhr. Maarten Seghers de functie van directeur basisonderwijs binnen de Scholengemeenschap 1080 wenst op te nemen hem niet op te nemen in de wervingsreserve

Artikel 4:

een wervingsreserve van directeur basisonderwijs, geldig voor een periode van vijf jaar, als volgt samen te stellen, :

1) Dhr. Benny Merken waarbij Dhr. Benny Merken reeds één keer het ambt van directeur weigerde op te nemen gezien zijn schrijven in datum van 5 mei 2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0052# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Cellule pédagogique néerlandophone - Convention d'occupation d'un**  
**champ pour les plaines de vacances.**

Les membres du conseil communal sont invités à approuver la convention pour l'occupation d'un champ pour les plaines de vacances néerlandophones, organisées à l'école Paloke pour la période de vacances juillet et août 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Nederlandstalige Pedagogische Cel - Conventie gebruik weide**  
**speelpleinwerking.**

DE RAAD,

Overwegende dat tijdens de Zomervakantie 2014 ( van 1 juli tot en met 29 augustus 2014) de Nederlandstalige speelpleinwerking zal uitgebouwd worden zowel voor kleuters als voor lagere schoolkinderen en dit in school Paloke;  
Overwegende dat er te weinig groene omgeving is en de school gelegen is aan een drukke steenweg;

Overwegende dat vorig jaar de samenwerking heel vlot verlopen is met nv FIVB, die zijn akkoord gegeven heeft voor het gebruik van de weide, gelegen achter school Paloke en dit gedurende de maanden juli en augustus;

Overwegende dat de gemaakte afspraken rond het gebruik van de gronden,

zoals beschreven in de conventie, nagekomen zullen worden door de twee partijen.

BESLUIT :

Enig artikel :

De conventie tussen de eerste partij, de naamloze vennootschap FIVB, en de tweede partij, het college van burgemeester en schepenen, goed te keuren, ter bezetting van de gronden grenzend aan school Paloke, tijdens de maanden juli en augustus 2014.

Beslissing over te maken aan de Dienst Openbaar Onderwijs (B12) en aan de dienst Betwiste Zaken (B19)

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/04.06.2014/A/0053# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**  
**Centrale de marchés de gaz et d'électricité au profit des pouvoirs locaux bruxellois.**

LE CONSEIL

Considérant que, depuis plusieurs années, la commune passe des marchés conjoints de fourniture de gaz et d'électricité 100% verte avec les Communes et les CPAS de Jette, Ganshoren, Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe et Molenbeek-Saint-Jean, la Régie communale Autonome de Koekelberg et la zone de police de Bruxelles-Ouest 5340 ;

Considérant que Sibelga donne, depuis plusieurs années, du support aux communes qui le lui demande pour la passation de leurs marchés publics de fournitures d'électricité et/ou de gaz ;

Considérant qu'Interfin (Association intercommunale coopérative à responsabilité limitée) est l'intercommunale de financement de l'Intercommunale Sibelga, qu'elle détient à 100% ;

Vu la mission d'interfin qui est notamment de coordonner l'action des communes bruxelloises au sien de Sibelga ;

Vu la volonté d'Interfin de créer une Centrale de marché aux pouvoirs locaux ;

Vu la volonté d'Interfin (Association intercommunale coopérative à responsabilité limitée) de proposer aux communes, CPAS, régies communales

autonomes et zones de Police de la Région de Bruxelles-Capitale de passer par des marchés publics conjoints de fourniture de gaz et d'électricité de leurs bâtiments pour une livraison en 2015 et /ou 2016 et /ou 2017 ;

Vu les avantages économiques d'un regroupement de consommateurs publics d'énergie ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a déjà conclu des marchés d'énergie conjoints en cours jusqu'au 31/12/2015 ;

Considérant que dans le cadre du marché public conjoint précité les Communes, les CPAS, les Régies communales Autonomes et les Zones de Police seront directement responsables du budget (approbation et exécution) et du paiement des factures relatifs à la fourniture en électricité et en gaz de leurs bâtiments respectifs;

Considérant que l'adhésion à la centrale de marché permet aux pouvoirs locaux d'obtenir un contrat de fourniture d'électricité 100% verte ;

Considérant que l'adhésion à la centrale de marché permet aux pouvoirs locaux de commencer la livraison après la fin des contrats de fournitures en cours, soit à partir de 1/1/2016 ;

Considérant qu'Interfin exercera gratuitement ces missions au profit des pouvoirs locaux ;

Considérant que la centrale de marché sera le pouvoir adjudicateur ;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer pour le 30 juin au plus tard à la centrale de marché mise en place par Interfin pour les fournitures de gaz et d'électricité à partir du 01/01/2016.

Article 2 :

De communiquer à Interfin les données techniques nécessaires pour la réalisation des marchés publics pour les fournitures de gaz et d'électricité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Opdrachtcentrale voor gas en elektriciteit ten behoeve van de Brusselse plaatselijke besturen.**

DE RAAD

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek al enkele jaren aan een

gemeenschappelijke overheidsopdracht deelneemt voor de levering van 100% groene stroom en gas met de gemeentebesturen en OCMW's van Jette, Ganshoren, Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem en Sint-Jans-Molenbeek, de Autonome gemeenteregie van Koekelberg en de politiezone Brussel-West 5340;

Overwegende dat Sibelga al enkele jaren de gemeenten die hiernaar vragen ondersteuning biedt bij de organisatie van overheidsopdrachten voor de levering van stroom en/of gas ;

Overwegende dat Interfin (Coöperatieve intercommunale vereniging met beperkte aansprakelijkheid) de financieringsintercommunale is van Sibelga, die Interfin voor 100% in handen heeft;

Overwegende dat Interfin onder meer als opdracht heeft de acties van de Brusselse gemeenten binnen Sibelga te coördineren;

Overwegende dat Interfin een opdrachtcentrale wil oprichten ten behoeve van de Brusselse plaatselijke besturen;

Gelet op het voorstel van Interfin aan de gemeenten, OCMW's, autonome gemeentelijke regies en politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om gemeenschappelijke overheidsopdrachten te organiseren voor de levering van gas en elektriciteit in hun gebouwen voor de jaren 2015 en/of 2016 en/of 2017;

Gelet op de economische voordelen die voortkomen uit het groeperen van openbare energieconsumenten;

Overwegende dat de huidige gemeenschappelijke overheidsopdracht voor de levering van energie van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek afloopt op 31 december 2015;

Overwegende dat in het kader van deze gemeenschappelijke overheidsopdracht de gemeenten, OCMW's, autonome regies en politiezones rechtstreeks verantwoordelijk zullen zijn voor het budget (goedkeuring en uitvoering) en de betaling van de facturen voor de levering van stroom en gas in hun respectievelijke gebouwen;

Overwegende dat de plaatselijke besturen die tot de opdrachtcentrale toetreden een contract zullen kunnen sluiten voor de levering van 100% groene stroom;

Overwegende dat de plaatselijke besturen die tot de opdrachtcentrale toetreden de levering van start zullen kunnen laten gaan zodra het huidige leveringscontract ten einde loopt, namelijk op 1 januari 2016;

Overwegende dat Interfin deze opdracht kosteloos zal uitvoeren ten behoeve van de plaatselijke besturen;

Overwegende dat de opdrachtcentrale als aanbestedende overheid zal optreden;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

Voor 30 juni ten laatste toe te treden tot de opdrachtcentrale die door Interfin wordt opgericht voor de levering van gas en elektriciteit vanaf 1 december 2016.

Artikel 2 :

Aan Interfin de nodige technische gegevens mee te delen voor de verwezenlijking van de overheidsopdrachten voor de levering van gas en elektriciteit.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting

Khadija El Hajjaji quitte la séance / verlaat de zitting

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/04.06.2014/A/0054# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Occupation du Stade Edmond Machtens sis rue Charles Malis n°61 -  
Occupation conjointe des installations - Entame d'une procédure de  
négociation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 mai 2014 relative à la décision d'entamer une procédure en référé concernant l'occupation du stade Edmond Machtens ;

Considérant que le 15 février 2006, une convention d'occupation précaire relative au stade Edmond Machtens sis rue Charles Malis n°61 à 1080 Bruxelles a été signée entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'association sans but lucratif actuellement dénommée « RWDM BRUSSELS FC » ; que cette convention a pris fin de plein droit le 30 juin 2007 ; que, depuis cette date, l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC occupe ledit stade sans qu'aucune convention ne régit les relations d'occupation du bien communal susmentionné ;

Considérant que l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC rencontre, depuis de nombreux mois, des problèmes de nature diverse tels que : défaut d'assurances, infractions urbanistiques, dettes envers la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, infractions à la réglementation en matière de sécurité des installations accueillant des compétitions footballistiques, etc ;



Considérant que, depuis près d'un an la Commune de Molenbeek-Saint-Jean tente de trouver une solution satisfaisante tant pour elle que pour ladite A.S.B.L. ; qu'en outre, un projet de protocole d'accord a été soumis à l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC mais a été retourné à la Commune hors délai ; que ce protocole est par conséquent devenu caduc ; qu'il y a donc lieu de constater que l'ensemble des démarches entreprises n'a pas pu aboutir à un accord ;

Considérant que, d'après les informations relayées par la presse, la Cour d'arbitrage pour le sport a récemment rendu un avis négatif quant à la demande de licence de l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC ; que cela implique que le RWDM BRUSSELS FC évoluera en troisième division nationale pour la saison 2014-2015 ;

Considérant, au vu de ce qui précède, que dans l'intérêt de la Commune et de l'Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek il est impératif de régulariser la situation d'occupation du stade Edmond Machtens ;

Considérant qu'il est par conséquent nécessaire d'octroyer un droit d'occupation conjoint à titre précaire ce qui permettra de conserver l'intégrité du stade pendant la durée d'occupation ; qu'une occupation des installations dudit stade engendrera des conséquences positives pour les intérêts communaux ; que, d'une part, cette situation permettra un entretien optimal du bien et, d'autre part, limitera de manière significative le risque de vol et de vandalisme ;

Considérant que des contacts ont été pris entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'A.S.B.L. « WHITE STAR BRUXELLES » ; que cette dernière est intéressée par l'occupation du stade Edmond Machtens durant la saison footballistique 2014/2015 ;

Considérant que le courrier ci-annexé a été envoyé, en date du 13 mai 2014, à l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC afin, d'une part, de lui notifier qu'à partir du mois de juin 2014, le stade Edmond Machtens pourra être occupé par un nouvel occupant et, d'autre part, de lui rappeler l'ensemble des démarches entreprises par notre Commune pour régulariser l'occupation du stade par ladite A.S.B.L. ;

Considérant que la Commune a décidé de procéder à un état des lieux de ses installations en vue des négociations et ce en date du 16 mai 2014; que l'accès au stade Edmond Machtens a été refusé aux représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean; que l'accès au stade est contesté par l'ASBL RWDM BRUSSELS FC ; que la Commune, propriétaire du bien concerné, ne dispose actuellement pas d'un accès libre aux installations sujettes aux négociations susmentionnées ; que le Collège des Bourgmestres et Echevins a décidé, en date du 19 mai 2014, d'introduire une citation en référé devant le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles à l'encontre de l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC aux fins d'entendre condamner ladite association à laisser la Commune accéder librement au stade Edmond Machtens afin d'y procéder , ou d'y faire procéder, par toute personne habilitée aux constatations nécessaires à un état des lieux ;

Considérant qu'afin de renforcer les effets bénéfiques d'une occupation

précaire du stade énoncés ci-dessus, il convient d'octroyer un droit d'occupation conjoint à plusieurs occupants ;

Considérant que cette occupation conjointe sera octroyée de la manière suivante : chaque occupant bénéficiera du droit d'occuper les lieux à titre précaire et ce, sans qu'aucune hiérarchie ne puisse prévaloir entre eux ;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire devra être conclue avec chaque occupant ; que ces conventions définiront les droits et obligations respectifs de chaque occupant ; que les modalités de mise en œuvre de l'occupation seront établies en concertation entre la Commune et les occupants ; que ces conventions mentionneront que l'Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek bénéficiera également des infrastructures du stade ;

Considérant qu'il convient d'entamer les négociations utiles relatives à la mise en place d'une nouvelle occupation du stade Edmond Machtens avec l'A.S.B.L. « WHITE STAR BRUXELLES » et de conclure une convention d'occupation précaire avec cette dernière ;

Considérant qu'il conviendra également de conclure une autre convention d'occupation, avec un autre occupant ;

Considérant, au vu de tous ces éléments, qu'il est nécessaire, d'une part, d'entreprendre des démarches concrètes afin de conclure un contrat d'occupation précaire des lieux susmentionnés avec un nouvel occupant, en l'occurrence, l'A.S.B.L. WHITE STAR BRUXELLES, afin que cette dernière occupe les lieux à titre précaire et de manière conjointe avec un autre occupant et, d'autre part, d'enjoindre l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC de prendre les mesures qui s'imposent en vue de l'arrivée éventuelle du nouvel occupant du stade Edmond Machtens; que ces négociations seront également diligentées au vu des problèmes d'occupation actuelle des installations par l'A.S.B.L. RWDM BRUSSELS FC ;

DECIDE :

Article 1 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins d'entamer les négociations utiles relatives à la mise en place d'une occupation conjointe du stade Edmond Machtens sis rue Charles Malis 61 à 1080 Bruxelles par plusieurs occupants ;

Article 2 :

D'approuver les termes du projet de convention d'occupation précaire d'une durée d'un an, ci-annexé, relatif aux installations communales précitées qui servira de document de base pour entamer les négociations.

Expédition de la copie de la présente délibération aux Service(s) suivant(s) : B 19 (AR-006), 4, 6.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 22 votes positifs, 12 abstentions.

---

**Bezetting van het Edmond Machtens Stadion gelegen Charles Malisstraat nr. 61 - Gemeenschappelijke bezetting van de toestellen - Start van een onderhandelingsprocedure.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 mei 2014 betreffende het besluit om een procedure te starten inzake het gebruik van het Edmond Machtensstadion ;

Overwegende dat er op 15 februari 2006 een overeenkomst voor preciaire bezetting betreffende het Edmond Machtensstadion, gelegen Charles Malisstraat, nr. 61, te 1080 Brussel werd ondertekend tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vereniging zonder winstoogmerk, die momenteel de naam « RWDM BRUSSELS FC » draagt ; dat deze overeenkomst van rechtswege beëindigd is op 30 juni 2007 ; dat de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC sinds deze datum het genoemd stadion gebruikt zonder dat de verhoudingen inzake gebruik van het voormeld gemeentelijke goed door enige overeenkomst worden geregeld ;

Overwegende dat de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC sedert een aantal maanden wordt geconfronteerd met problemen van diverse aard, zoals : geen verzekering, stedenbouwkundige overtredingen, schulden tegenover de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, overtredingen van de reglementering inzake veiligheid van de voorzieningen waar voetbalwedstrijden worden gehouden, enz. ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek sedert nagenoeg een jaar een bevredigende oplossing probeert te vinden, zowel voor zichzelf als voor de genoemde v.z.w.; dat er bovendien een ontwerp van protocolakkoord werd voorgelegd aan de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC, maar buiten de termijn werd teruggestuurd naar de Gemeente ; dat dit protocol dientengevolge achterhaald is ; dat derhalve moet worden vastgesteld dat de gezamenlijke ondernomen stappen niet tot een akkoord hebben geleid ;

Overwegende dat het Arbitragehof voor de Sport, volgens de informatie die door de pers doorgezonden is, recent een negatief advies heeft verleend wat betreft de vergunningsaanvraag van de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC ; dat dit impliceert dat RWDM BRUSSELS FC tijdens het seizoen 2014-2015 in de derde nationale divisie zal spelen ;

Overwegende dat het, gezien hetgeen voorafgaat, en gelet op het belang voor de Gemeente en de Opleidingsschool voor Jongeren van Molenbeek, noodzakelijk is dat de toestand inzake gebruik van het Edmond Machtensstadion wordt geregulariseerd ;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is dat een gezamenlijk precair gebruiksrecht wordt toegekend, hetgeen de mogelijkheid zal bieden van behoud van de integriteit van het stadion voor de duur van het gebruik ; dat gebruik van

de voorzieningen van het genoemd stadion positieve gevolgen zal hebben voor de gemeentelijke belangen ; dat deze toestand enerzijds zal leiden tot een optimaal onderhoud van het goed en, anderzijds, aanzienlijk het risico van diefstal en vandalisme zal beperken ;

Overwegende dat er contacten gelegd zijn tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de v.z.w. « WHITE STAR BRUXELLES » ; dat deze laatste interesse heeft voor gebruik van het Edmond Machtensstadion tijdens het voetbalseizoen 2014/2015 ;

Overwegende dat het schrijven dat gaat als bijlage op 13 mei 2014 aan de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC werd gestuurd om haar er, enerzijds, van in kennis te stellen dat het Edmond Machtensstadion vanaf juni 2014 door een nieuwe gebruiker kan worden gebruikt en haar, anderzijds, te herinneren aan de gezamenlijke stappen die door de Gemeente genomen zijn om het gebruik van het stadion door de genoemde v.z.w. te regulariseren ;

Overwegende dat de gemeente heeft besloten om op 16 mei 2014, met het oog op de onderhandelingen, een plaatsbeschrijving van de voorzieningen op te maken; dat de toegang tot het Edmond Machtensstadion werd geweigerd aan de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek; dat de toegang tot het stadion wordt betwist door de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC ; dat de Gemeente, eigenaar van het betrokken goed, momenteel niet beschikt over een vrije toegang tot de voorzieningen die het voorwerp zijn van de voormelde onderhandelingen ; dat het College van Burgemeester en Schepenen op 19 mei 2014 heeft besloten tegen de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC een dagvaarding in kort geding in te dienen bij de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, waarbij het de bedoeling is dat de genoemde vereniging wordt veroordeeld tot het toelaten dat de gemeente vrije toegang heeft tot het Edmond Machtensstadion, om er een plaatsbeschrijving op te maken, of te laten opmaken door om het even welke persoon die bevoegd is om er de vaststellingen te doen die nodig zijn voor een plaatsbeschrijving;

Overwegende, ten slotte dat, met het oog op het versterken van de hiervoor aangehaalde heilzame effecten van een precair gebruik, aan meerdere gebruikers een gezamenlijk gebruiksrecht dient te worden toegekend ;

Overwegende dat dit gezamenlijk gebruiksrecht op de volgende manier zal worden toegekend : iedere gebruiker heeft het genot van het precair gebruiksrecht voor de locatie, dit zonder dat er enige hiërarchie tussen hen kan bestaan ;

Overwegende dat er met iedere gebruiker een precaire gebruiksovereenkomst zal moeten worden gesloten ; dat in deze overeenkomsten de respectieve rechten en plichten van iedere gebruiker zullen worden omschreven ; dat de modaliteiten inzake tenuitvoerlegging van het gebruik zullen worden vastgesteld door overleg tussen de Gemeente en de gebruikers ; dat in deze overeenkomsten zal worden vermeld dat de Opleidingsschool voor Jongeren van Molenbeek eveneens het genot zal hebben van de infrastructuur van het stadion ;

Overwegende dat er nuttige onderhandelingen inzake de invoering van een nieuw gebruik van het Edmond Machtensstadion met de v.z.w. « WHITE

STAR BRUXELLES » dienen te worden aangevat, en met deze laatste een preciaire gebruiksovereenkomst dient te worden gesloten ;  
Overwegende dat ook een andere bezettingsovereenkomst dient te worden gesloten, met een andere gebruiker ;  
Overwegende, gelet op al deze elementen, dat het noodzakelijk is, enerzijds, concrete stappen te nemen, met het oog op het sluiten van een preciaire bezettingsovereenkomst voor de voormelde locatie met een nieuwe gebruiker, desgevallend de v.z.w. WHITE STAR BRUXELLES, zodat deze laatste het genot van een precair gebruiksrecht op de locatie kan hebben, dit gezamenlijk met een andere gebruiker en, anderzijds, de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC te gelasten met het nemen van maatregelen die zich opdringen met het oog op de eventuele komst van de nieuwe gebruiker van het Edmond Machtensstadion; dat achter deze onderhandelingen eveneens vaart zal worden gezet, gelet op de huidige problemen inzake gebruik van de voorzieningen door de v.z.w. RWDM BRUSSELS FC ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met het aanvatten van nuttige onderhandelingen betreffende de invoering van een gezamenlijk gebruik van het Edmond Machtensstadion, gelegen Charles Malisstraat 61, te 1080 Brussel door meerdere gebruikers ;

Artikel 2 :

de termen van het bijgevoegd ontwerp van preciaire bezettingsovereenkomst betreffende de voormelde gemeentelijke voorzieningen, en dat dienst zal doen als basisdocument voor het aanvatten van de onderhandelingen, goed te keuren voor een jaar.

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende Dienst(en) : B 19 (AR-006), 4, 6.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
34 stemmers : 22 positieve stemmen, 12 onthoudingen.

---

#012/04.06.2014/A/0055# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation citoyenne relative au club de football RWDM.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte est joint en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van de Burgers betreffende de voetbalclub RWDM.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van de Burgers waarvan u de tekst in bijlage vindt.

De Raad neemt kennis.

---

#012/04.06.2014/A/0056# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Vossaert relative à la venue du club de football White Star au stade Edmond Machtens.**

Le point est retiré de l'ordre du jour, à la demande de Monieur Vossaert.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Vossaert betreffende de komst van de voetbalclub White Star in het stadium Edmond Machtens.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald, op aanvraag van Mijnheer Vossaert.

---

La séance est levée à 23h15.  
De zitting wordt gesloten om 23u15.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,  
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch